

حکومت اسلامی

DÉBATS

Gaullisme

L'héritage européen

par Maurice Duverger

Il y a six ans, François Mitterrand et les socialistes ont favorisé le développement de la Communauté lors de la première grande révision du traité de Rome, réalisée par l'acte unique de 1986. Ils penchaient aujourd'hui vers le frein plutôt que vers le moteur dans la seconde révision fondamentale engagée en décembre dernier, qui devrait s'achever cette année. Depuis toujours fervents partisans d'une Europe intégrée, seraient-ils brusquement devenus néo-gaullistes ? La question se pose devant les propositions du gouvernement aux conférences qui élaborent le nouveau traité et les attitudes d'une majorité plus hostile au Parlement européen que les députés de Londres eux-mêmes. Ajoutons qu'il s'agit d'un arché-gaullisme, fondé sur la politique du général dans les années 60, dont rien ne prouve qu'il la maintiendrait en 1991 devant l'avenir qui s'offrirait à des États-Unis d'Europe.

Ce gaullisme se manifeste d'abord quant à l'exécutif, où la Commission de Bruxelles (dont le statut est quasi fédéral) déçoit Paris qui refuse la responsabilité de l'union politique, en la réservant au Conseil (où s'ajustent les autorités nationales). Sur ce plan, le gouvernement français a raison, et il agit en collaboration avec son allié traditionnel de Bonn. Le plan Mitterrand-Kohl suggère la seule structure possible en faisant du Conseil européen le maître d'œuvre de la diplomatie et de la sécurité.

Pour longtemps encore, l'articulation avec l'UEO, la transformation bipolaire de l'OTAN, le développement d'une force communautaire d'intervention et les décisions essentielles dans ces domaines ne pourront se faire que dans un tel cadre. Il sera nécessaire d'y exécuter la règle de l'unanimité. Peut-être faudra-t-il aller plus loin que les majorités qualifiées, en s'inspirant du mécanisme du Conseil de sécurité de l'ONU avec le veto des membres permanents. Déjà tout le monde se rend compte que la présidence de la Communauté doit être construite sur de nouvelles bases, le tournant tous les six mois suivant l'ordre alphabétique des pays devenant absurde.

La position française quant au Parlement européen n'a pas les mêmes justifications. Il serait d'ailleurs abusif de parler ici de gaullisme. Le général ne prisaient guère le bavardage des assemblées, mais il respectait les représentants du peuple élus au suffrage universel. L'idée qu'ils puissent être privés du pouvoir législatif — lequel leur est consubstantiel — aurait paru saugrenue à celui qui a rétabli la démocratie en France, comme il l'a rappelé dans une célèbre réplique lors de sa conférence de presse à l'hôtel d'Orsay en mai 1958. Il n'aurait pas apprécié que les lois européennes dépendent surtout de bureaux et de technocrates.

Scandaleux partage

Le gaullisme limitait les transferts de prérogatives nationales au niveau européen, mais il ne réservait pas aux officines de Bruxelles l'exercice des prérogatives transférées. Il aurait fustigé avec un humour féroce l'étrange mécanisme qui transforme chaque accroissement des pouvoirs communautaires en diminution de la démocratie en Europe puisqu'ils passent des mains des élus du peuple à celles de fonctionnaires ou de gouvernants.

Certes, la décision finale en matière de directives — ces lois fédérales — appartient au conseil des ministres qui amène de la confiance des Parlements nationaux. Il se comporte alors comme le Bundesrat, cette seconde chambre allemande formée par les représentants des gouvernements des Länder. A deux différences près. La publicité des délibérations du Bundesrat permet au Parlement de chaque Land de contrôler ses ministres dans cette participation à l'élaboration des lois de la fédération, ce qu'interdit aux parlements nationaux le secret des délibérations du Conseil de la Communauté. Par ailleurs, celui-ci monopolise (avec la Commission, qui a l'exclusivité de l'initiative) environ 90 % du pouvoir législatif, en ne laissant au Parlement européen que moins de 10 %.

Un tel partage est scandaleux dans un système qui se prétend démocratique. Depuis 1979, la

volonté des peuples de la Communauté se manifeste sous deux formes égales en légitimité, puisque fondées l'une et l'autre sur le suffrage universel direct : les élections aux Parlements nationaux qui expriment la diversité des cultures et des patriotismes et les élections au Parlement européen qui expriment l'espoir et la volonté d'union. Cela implique une égalité de principe entre le Conseil et le Parlement dans l'élaboration des lois communautaires.

Le gouvernement français s'y refuse au nom de l'efficacité, en prétendant que les palabres et la démagogie de ce dernier aboutiraient à une paralysie de la Communauté. Il reprend ainsi à peu près l'argument des partis réactionnaires du dix-neuvième siècle pour maintenir les élus du peuple dans un rôle subalterne. Que des députés sans initiative des lois ni grand pouvoir de modifier les textes qu'on leur soumette se défontent parfois dans des proclamations ressemblant à des manifestes d'intellectuels, quoi de plus naturel ? En face d'un pouvoir réel de décision, ils ont presque toujours montré un sens de la mesure équivalent à celui de leurs collègues nationaux. En fixant un délai pour l'adoption ou le rejet en dernière lecture des projets votés par le Conseil, on éviterait que ce dernier en ajourne indéfiniment certains. Des mécanismes de compromis permettraient d'éviter les blocages. Il serait aussi concevable, au moins dans une phase transitoire, que le Conseil ait le dernier mot dans certains domaines.

Comme ses onze partenaires, le gouvernement français ne peut pas négliger que la codécision législative entre le Conseil et le Parlement n'est pas seulement revendiquée par ce dernier, mais aussi par la plupart des Parlements nationaux. Les médias ont ignoré la Déclaration finale votée à Rome le 30 novembre 1990 par la première conférence des Parlements de la Communauté européenne, composée aux deux tiers par des parlementaires des États membres et pour un tiers par des députés européens, désignés par leurs assemblées respectives. Adoptée par 150 voix contre 13 et 26 abstentions, ce texte demande la codécision entre le Parlement européen et le Conseil pour

les textes à portée législative (article 19) et pour la désignation du président et des membres de la Commission (article 18), en même temps que pour la publicité des séances du Conseil siégeant en tant que législateur (article 17).

Plus de 70 % des parlementaires nationaux siégeant à la Conférence ont adopté cette déclaration finale, 29,4 % seulement se prononçant contre elle, soit par un vote négatif, soit par une abstention aboutissant au même résultat dans un vote où la majorité absolue des membres de la conférence était exigée, c'est-à-dire 125 suffrages sur 189 présents. Le vote des 60 absents n'aurait pas diminué la proportion des suffrages favorables, puisque plus des deux tiers étaient massivement favorables à la codécision : soit comme députés européens (12), soit comme parlementaires nationaux allemands (15) ou italiens (15). Même les parlementaires de Londres ont adopté la Déclaration finale, par presque 65 % des suffrages. Seuls les parlementaires nationaux de France et du Luxembourg l'ont repoussée, les premiers par 12 voix contre 5, les seconds par 3 abstentions.

Conversion socialiste

Finalement, l'arché-gaullisme français est parlementaire plutôt que gouvernemental. Il repose sur une véritable conversion des socialistes. Tous ceux du Parlement de Paris ont refusé la Déclaration finale, alors que 45 % des représentants de l'opposition l'ont approuvée. La situation est d'autant plus étrange que seuls un Luxembourgeois, un Danois et un Britannique ont suivi leurs camarades français, tous les autres parlementaires socialistes des États ayant voté la Déclaration finale. Que toutes les tendances qui divisent le PS soient d'accord pour une telle conception de la Communauté, si contraire à sa tradition, cela est déjà surprenant. Mais cela devient inquiétant quand le parti refuse ainsi au Parlement européen élu au suffrage universel le pouvoir législatif qui appartient par nature aux représentants du peuple. Après avoir si brillamment fêté le bicentenaire de la Révolution, va-t-il trahir ses principes deux ans plus tard ?

Des idées qui ont la vie dure

par Léo Hamon

SELON Alain Duhamel, dans le Monde du 6 avril, jusqu'en 1991 Stanley Hoffman avait raison de penser que la politique extérieure de la France continuait de n'être qu'un gaullisme rebaptisé, mais il en serait tout autrement depuis 1991. Or si le moment présent est ainsi interprété, n'est-ce pas l'effet d'une hostilité de départ qui prétend se justifier en confondant et pétrifiant le gaullisme dans la vision qu'on veut garder d'une péripétie de circonstance ?

Reprenons, en effet, point par point, les observations avancées : « Aujourd'hui, les malentendus transatlantiques sont purgés », écrit Alain Duhamel. Sans doute, l'opposition à la prétention américaine, de Gaulle l'a pratiquée quand on voulait imposer à la Résistance française la direction de Giraud... si ce n'est de Dorian, quand il fut question, à la libération de la France, de la mettre sous administration alliée ; bien plus tard, quand la pratique de la IV^e République fut devenue l'alignement sur l'allié le plus puissant ; quand, quelques années après, de Gaulle reconnut le gouvernement de la Chine communiste et dénonça l'innanité de la guerre du Vietnam. Tout cela, qui ne le ramène aujourd'hui si c'était à refaire... Accusateurs de ces prises de position gaulliennes en face de l'Amérique, levez-vous...

Fin de la centralisation

Mais de Gaulle tira si peu de ces positions particulières une opposition de principe qu'il a lui-même parlé de « l'Occident auquel nous appartenons sans nous y confiner », et qu'il fut le plus ferme aux côtés des États-Unis aussi bien dans la crise de Berlin en 1960 que dans l'affaire de Cuba en 1962.

On invoque l'insistance actuelle de la politique française sur le rôle de l'ONU, mais ne serait-ce pas que l'ONU elle-même a beaucoup

changé ? Il est heureusement loin le temps où une majorité mécanique enregistrée, à New-York, les positions américaines qu'elles soient, tout en laissant dans les discours s'épanouir un anticolonialisme pour lequel la France était un accusé privilégié.

De Gaulle résista alors et fit bien, mais il a si peu rompu avec l'ONU qu'il patronna l'adhésion à cette organisation d'une douzaine de nouveaux États... En parlant lui-même d'un « aréopage utile ». Le gaullisme ne se dément donc pas quand la France recherche l'influence dans une situation et un organisme renouvelés par cette fin de la guerre froide que de Gaulle annonça et voulut avancer : « Après la détente, l'entente : après l'entente, la coopération », avait-il prophétisé et recommandé.

Des avancées décisives s'opèrent, nous dit, vers la conception fédérale de l'Europe... Pour l'instant, ce qui est apparu, c'est son inexistence politique et la réalité des seuls États, chacun en convient ; le fait aurait-il échappé à Alain Duhamel ? Mais, demain, de « nouvelles avancées » ?... N'anticipons pas sur ce qui se cherche sans s'être encore trouvé et constatons simplement qu'en 1991, période de référence pour notre auteur, c'est du « rang de la France », de ses prérogatives et responsabilités propres au sein de l'ONU que parle le président de la République. Thèmes gaulliens s'il en fut. Et si la politique africaine de la France « encourage à présent le multipartisme », n'est-ce pas parce que la coopération engagée par de Gaulle en un tiers de siècle dégage et mûrit de nouvelles élites ?

En politique intérieure, l'Europe s'achemine, nous dit-on, vers un « socialisme à la française ». S'il veut, dire par là que les structures et relations sociales ne sont plus les mêmes qu'il y a un quart de siècle, Alain Duhamel peut faire meilleur usage de son talent que de constater une telle évidence ; mais il pourra aussi se demander si les structures dans lesquelles nous entrons ne sont pas beaucoup plus proches de la « nouvelle société » de Chaban-Delmas que du programme commun... Et n'assistons-nous pas à une mise en œuvre de la participation par ceux-là-mêmes qui n'avaient pas souscrit à l'idée du vivant de de Gaulle ?

Enfin, le « colbertisme » que Duhamel veut exorciser en même temps que le gaullisme ne se porte-t-il pas assez bien quand les voix les plus autorisées déclarent que le libéralisme pur est dépassé et qu'un autre collaborateur du Monde intitule sa réflexion « L'État revient » ? Le « jacobinisme recule » ? Mais qui donc, sinon de Gaulle, a en lançant son dernier référendum, affirmé qu'il « fallait maintenant abandonner l'effort multiséculaire de centralisation » ?

On ne peut donc écrire que François Mitterrand « a rompu les derniers liens avec l'héritage que le général de Gaulle avait légué à la France ». Car le gaullisme, dans son essence, c'est l'affirmation de la France, de son indépendance (en résistant s'il le faut), de son rôle dans le monde (par la coopération quand on le peut), c'est toujours la sauvegarde des droits de l'homme et l'avancement de la participation de tous non seulement dans les institutions de la cité, mais encore dans la vie économique et sociale tout entière.

Ce gaullisme-là — toujours vivant — est, par la force des choses, comme un « gaullisme nécessaire ». Cet héritage, le président de la République n'a pu que le maintenir, l'adapter et l'étendre chaque fois qu'il a agi en tant qu'homme de la nation entière. Cette inspiration, de Gaulle l'a traduite dans des attitudes correspondantes aux circonstances et avec un style qui était en effet le sien.

Est-ce de ce style qu'on se félicite de s'être éloigné ? Et qu'est-ce donc que l'exception gaullienne si ce n'est aspirer à une prudence qui dépasse la modestie et risque parfois d'amener à la tranquillité dans la médiocrité ? On nous permettrait de souhaiter, quant à nous, que « l'exception » dont 1991 pourrait confirmer la fin soit celle d'un anti-gaullisme lui-même persistant et pétrifié.

► Léo Hamon est ancien ministre.

COURRIER

Un 1^{er}-Mai unitaire ?

Dans le Monde du 18 avril, M. Denis Langlois appelle à une « manifestation unitaire » pour le 1^{er}-Mai. Mais de quelle unité s'agit-il ?

Si « faire taire nos divergences » signifie qu'il n'existe aucun monopole de la volonté de justice sociale, que le clivage entre partisans et adversaires de l'intervention n'a plus sa place quand il s'agit de lutter contre un mal antérieur aggravé par la guerre, alors oui ! Cette vraie union sera une vraie force, elle continuera et

couronnera les efforts unitaires de beaucoup (partisans ou non de l'intervention) depuis plusieurs années.

Mais si le « Pour une journée... faisons taire nos divergences » (pourquoi une journée ? Pour recommencer à s'insulter le lendemain ?), si ce « fleur uni » derrière « une immense banderole » (pourquoi « une » ? Certains devraient-ils avoir honte de la leur ?) signifiaient un étrange cortège unanime, faisant penser au vieux rêve prudhomme du « rassemblement des honnêtes gens de tous les partis », qu'on pourrait ensuite présenter, implicitement d'abord, plus tard explicitement, comme le simple élargissement des cortèges « pacifistes », alors un tel 1^{er}-Mai ne serait « unitaire » et « intégrateur » qu'en paroles. Dans les faits, il contribuerait à enfermer ceux qui sont déjà marginalisés et défavorisés dans un ghetto supplémentaire : celui de la division au nom d'un dogme fixiste et simpliste qui confond unité et alignement sur une minorité qui se pose en avant-garde et nous offre généreusement son « expérience ».

La France a déjà connu cela, par le passé, avec les pires résultats. Nous sommes nombreux à avoir voulu, et depuis longtemps, un 1^{er}-Mai unitaire. Mais aucune unité ne se fait sans bases claires.

JEAN-FRANÇOIS FER
Paris

Souvenez-vous de Vergennes !

A propos des Kurdes et du problème d'ingérence ou de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres États, nos amis américains doivent se souvenir que, fort heureusement pour eux, Louis XVI et les émigrés surent faire une exception à ce principe...

GÉNÉRAL GRIMAL
Montmorency

TÉMOIGNAGE

La mort de Paul-Albert Février

Un humaniste méditerranéen

par André Mandouze

Paul-Albert Février est mort le 10 avril des suites d'un cancer. Né le 26 janvier 1931 à Cannes, ancien élève de l'Ecole des chartes, membre de l'Ecole française de Rome, Paul-Albert Février, après un passage à la faculté des lettres d'Alger, enseigna, de 1970 jusqu'à sa mort, l'histoire romaine à l'université d'Alger-Marseille. Concurrentement, il a dirigé des fouilles importantes en France et en Algérie.

PAUL-ALBERT Février était un savant d'un esprit tout à fait original et dont l'extraordinaire vitalité servait par une double compétence à donné lieu au développement d'une œuvre d'une remarquable qualité. Objet de prédilection des recherches poursuivies par ce pur Méditerranéen : précisément la Méditerranée, étudiée sur le terrain de ses deux rives, mais aussi scrutée dans ses textes et reconnue dans ses hommes, cela à partir des nombreux vestiges de l'époque romaine jusqu'aux plus brillantes réalités contemporaines, sans oublier les avatars de la période médiévale.

Aux promeneurs de Fréjus ou aux amoureux de Djémila on ne saurait demander de connaître le détail des recherches très poussées qui ont abouti à mettre entre leurs mains des guides exemplaires, fruits de l'infatigable curio-

sité de Février. Archéologie, épigraphie, paléographie, topographie, iconographie, autant de disciplines dont la pratique familière lui permettait de se mouvoir avec autant d'aisance dans le registre de la peinture que dans celui de la mosaïque ou de la céramique, en sculpture aussi bien qu'en architecture, en numismatique aussi bien qu'en liturgie. Sans effort apparent, il passait des problèmes archéologiques, techniques, économiques du développement urbain de la Provence antique ou médiévale aux monuments, aux paysages, aux décors ou aux symboles de l'Afrique urbaine, rurale, voire désertique.

Par-delà les déchirures

Si riche soit-il, l'héritage de P.-A. Février ne se limite cependant pas à des publications. C'est, au-delà de la mort, un vivant héritage qu'il légua à la communauté scientifique en la personne des nombreux et brillants disciples qu'il a formés, tant en France qu'en Maghreb, et pour lesquels l'affectueuse et familière référence à « Paul-Albert » demeurera le signe commun de reconnaissance.

Homme de science certes, mais d'abord homme tout court, ou plutôt homme vrai et homme de convictions. Car ce serait trahir le savant que de le séparer de cet homme bien vivant que nous avons connu, de cet être plein de gentillesse mais aussi de fougue,

humoriste et non-conformiste, dérangeant et volontiers provocateur. Pas plus dans la vie que dans la science, il n'admettait que l'on se contentât de situations ou de vérités trop facilement acquiescées. Sa connaissance approfondie des textes fondateurs d'une Antiquité indissolublement tardive et chrétienne, puis d'un Moyen Âge inséparable de ses aspects religieux, a contribué à faire de lui un de ces humanistes d'aujourd'hui et de ces chrétiens ouverts qui ne se satisfont pas à bon compte. Aussi bien, de même qu'il a vigoureusement secoué l'Université qu'il n'a cessé de servir, de même a-t-il secoué l'Eglise dans laquelle, fidèle aussi inébranlable qu'incommodé, il est demeuré.

C'est tout cela qu'il a aimé en lui tant de ses amis qui ne partageaient pas nécessairement ses convictions politiques ou religieuses. C'est cela qui, aux yeux de tant de musulmans dont il est devenu l'intime après avoir été le maître, faisait de lui le type de ceux qui devaient travailler à la décisive reprise de la collaboration archéologique et archivistique conclue, voilà un an, entre la France et l'Algérie. C'est son souvenir, par-delà les cruelles déchirures récentes dont il n'avait pas manqué de pressentir la gravité à la veille de sa mort, qui, mieux que des accords diplomatiques, peut garantir entre les deux pays des liens plongeant à la fois dans les profondeurs de l'Antiquité tardive et de la complexité récente.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction : Jacques Lescaume, gérant directeur de la publication Bruno Fittepat directeur de la rédaction Jacques Guille directeur de la gestion Manuel Liebert secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jacques Amélie Jean-Marie Colombani Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Fereusi Philippe Herremann Jacques-François Simon

Daniel Vertet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985) André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 18, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. (1) 40 65 25 25 Télécopieur 40 65 25 99

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT BEUVE-MÉRY 94802 VINCENNES CEDEX Tél. (1) 40 65 25 25 Télécopieur 40 65 30 10

PROCHE-ORIENT

Les secours aux réfugiés kurdes

Le gouvernement affrète sept navires civils pour transporter un hôpital de campagne

S'appuyant sur les dispositions d'une loi de 1969 organisant les transports maritimes d'intérêt national (loi dite « Tramin »), qui avait déjà été utilisée pour l'opération Daguet, le gouvernement a décidé d'affrêter sept navires civils battant pavillon français — deux car-ferries et cinq cargos — pour venir en aide aux réfugiés kurdes. Ces navires, indique-t-on dans les

milieux maritimes où l'on se félicite de la coopération entre la marine marchande et les autorités militaires, devraient partir de Toulon dès fin avril-début mai, vraisemblablement à destination du port turc d'Iskenderun sur la côte méditerranéenne. Ils transporteront des troupes spécialisées, du matériel médical et des médicaments, dans le but d'établir un

véritable centre hospitalier de campagne dans les régions difficiles d'accès où vont être installés des camps de réfugiés.

Plusieurs navires, une fois le matériel débarqué dans le port turc, se dirigeront vers Yanbu, le terminal saoudien sur la mer Rouge, pour rapatrier matériels et soldats engagés dans l'opération Daguet.

L'OMS veut rendre l'aide humanitaire plus intelligente

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a constaté que des secours mal maîtrisés peuvent ajouter aux problèmes des peuples et des pays sinistrés. Elle souhaite donc que l'aide soit mieux préparée et mieux adaptée aux besoins.

La télévision a montré des images de réfugiés kurdes recevant dans des colis parachutés des sachets de potages déshydratés qu'ils précisaient — faute de pouvoir déchiffrer le mode d'emploi écrit en anglais — pour des paquets de lessive. Un exemple parmi tant d'autres des difficultés de l'aide humanitaire lorsqu'elle est décriée dans l'urgence.

Pour être efficace, elle doit obéir à des règles précises : secours correspondant aux besoins des secours, colis étiquetés correctement dans la langue du pays receveur, produits répertoriés et triés au départ, etc. Quelques associations se plient à cette discipline de bon sens, d'autres obéissent trop à des motifs politiques locaux (les donateurs sont aussi des électeurs) ou aux pulsions des donateurs. Prenant l'exemple des mouvements de solidarité lors des catastrophes naturelles, l'OMS a profité de la récente journée mondiale de la santé pour dénoncer les effets pervers de l'aide mal conçue et plaider pour une organisation plus intelligente de la solidarité.

« Si l'on est virtuellement incapable de prévenir la plupart des catastrophes, nous pouvons prévoir ou atténuer beaucoup de leurs effets les plus graves en les anticipant et en nous y préparant », a expliqué le Dr Hiroshi Nakajima, directeur de l'OMS. On peut surtout éviter d'amplifier les effets des catastrophes en apprenant à devenir des donateurs intelligents.

Les témoignages publiés par l'OMS dans le numéro de Santé du Monde consacré aux catastrophes naturelles sont accablants. En 1988 par exemple, alors qu'un tremblement de terre venait de dévaster quatre importantes villes du nord de

l'Arménie, l'émotion du monde entier était d'autant plus vive que les médias parlaient de 100 000 morts (le nombre des victimes s'est finalement élevé à 25 000). Un immense mouvement de solidarité émanant de soixante-dix pays s'est immédiatement manifesté. Toutes sortes de matériels et de produits ont été envoyés sur Erevan, par avion, camion et train.

Le Dr Andrei K. Kiselev, ancien sous-secrétaire général de la ligue des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant rouge en URSS se souvient : « Les arrivages fréquents de ces marchandises à l'aéroport ont entraîné des problèmes de déchargement, d'entreposage et de distribution. Par moments, les équipes avaient que 14 minutes pour décharger 40 tonnes de marchandises. Les colis n'étaient pas bien étiquetés. »

Volontaires inutiles

En tout, 5 000 tonnes de médicaments ont été envoyées en Arménie bien que celle-ci ait fait savoir dès le quatrième jour de la catastrophe qu'elle n'en avait plus besoin. La plupart sont arrivés sans convoyeur et sans inventaire : 20 % des produits étaient périmés et les deux tiers des colis étaient étiquetés en vingt et une langues différentes. Souvent il n'y avait que des noms de marque et pas de nom générique. Comme il n'était pas possible de les brûler sans provoquer des émanations de gaz toxiques, l'Arménie a dû importer un incinérateur spécial coûteux.

Même l'arrivée des secouristes, lorsqu'ils ne sont pas demandés par le pays victime d'une catastrophe, peut être sujet de gêne. L'Iran aurait pu, après le tremblement de terre du 11 juin 1990, se passer des équipes de volontaires venus d'une dizaine de pays différents : « Ces jeunes volontaires enthousiastes sont venus trop tard et trop nombreux », écrit M. John Bland, rédacteur en chef de

Santé du Monde. Huit longues années de guerre avec l'Irak avaient en fait fourni à l'Iran des compétences qui lui avaient permis d'appréhender très efficacement les catastrophes. La plupart des volontaires se sont révélés inutiles. Leurs véhicules ne faisaient qu'allonger les longues files de trafic à des endroits stratégiques. En revanche, l'Iran aurait eu besoin d'experts pour l'assainissement.

L'aide internationale est un cadeau à double tranchant, souligne Claude de Ville de Goyet et Patricia Bittner, chargées des programmes d'urgence à l'OMS. Il est indispensable d'aider un pays à se remettre sur pieds, mais lorsque l'aide spontanée ne répond pas aux besoins réels, elle prend la place des besoins plus urgents, rend la situation encore plus chaotique et peut même entraîner une catastrophe supplémentaire.

Il est recommandé aux pays régulièrement victimes de catastrophes de se préparer à ces situations en mettant notamment en place des cellules d'urgence qui pourront définir rapidement les besoins. Les donateurs devraient, explique l'OMS, éviter de se rendre sur les lieux de la catastrophe avant d'être certains que c'est nécessaire et souhaité. Ils ne devraient pas réagir impulsivement aux images transmises par les médias et attendre que les experts donnent la liste des besoins réels. Les secours d'urgence doivent être fondés sur la demande et non sur l'offre.

De plus, l'élan de solidarité retombe souvent dès que l'événement ne fait plus les titres des journaux. Or, c'est deux, trois, quatre semaines plus tard que les pays affectés ont besoin d'aide afin de reconstruire la région dévastée. Il semble malheureusement qu'il soit plus facile d'obtenir le prêt d'un hôpital mobile de campagne et son transport par avion (coût : 300 000 dollars) que de réunir 300 000 dollars pour reconstruire un hôpital ou le rééquiper totalement.

CHRISTIANE CHOMBEAU

La fin de la tournée du secrétaire d'Etat américain

A Damas, M. James Baker a dénoncé les nouvelles implantations en Cisjordanie

Au terme de sa visite en Syrie, le secrétaire d'Etat américain James Baker a critiqué en termes vifs, mercredi 24 avril, la création de nouvelles colonies dans les territoires occupés par Israël. « Je dois vous dire que nous avons été très déçus d'apprendre qu'il y avait encore une nouvelle colonie créée dans les territoires occupés », a déclaré M. Baker lors

d'une conférence de presse à Damas avec son homologue syrien Farouk al-Chareh. « Je crois que cela démontre de façon plutôt saisissante le fait qu'il est plus facile de faire obstacle à la paix que de la promouvoir, et que la création de ces colonies n'aide certainement pas les efforts de ceux d'entre nous qui sont intéressés à la paix », a ajouté M. Baker.

Une nouvelle implantation israélienne, Revava, située à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de Naplouse, en Cisjordanie occupée, a été créée la semaine dernière par le mouvement annexionniste du Gush Etzionim, trois jours avant l'arrivée en Israël de M. Baker (le Monde du 18 avril) qui sera de nouveau dans l'Etat hébreu vendredi, au lendemain de sa rencontre dans le Caucase avec le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Bessmertnykh.

La Syrie s'est montrée exigeante mercredi sur les conditions d'une conférence de paix au Proche-Orient qu'elle a promu pour le secrétaire d'Etat. « Nous assisterons bien sûr à une conférence de paix quand les Etats-Unis, l'URSS, les Européens et les Nations unies seront là », a déclaré M. Farouk al-Chareh, ministre syrien des affaires étrangères, au cours de la conférence de presse commune. « Ce devra être une conférence qui s'ouvrira en permanence », a ajouté M. Chareh.

Un niveau d'entente « considérable »

Pour Israël, la conférence ne doit pas aller au-delà de la cérémonie d'ouverture, sous le patronage des Etats-Unis et de l'URSS, et les négociations de paix doivent être menées en tête-à-tête avec les voisins arabes de l'Etat hébreu. Le chef de la diplomatie syrienne a refusé de préciser le rôle exact que devaient jouer selon lui les Nations unies, indiquant que cette question était toujours en cours de discussion, mais il l'a qualifiée d'« importante ». M. Chareh s'est en fait déclaré profondément « pessimiste » sur la position de l'Etat hébreu.

Le secrétaire d'Etat américain a

estimé pour sa part qu'un cours des neuf heures et demie de discussions qu'il a eues mardi avec le président syrien, M. Hafez al-Assad, les deux parties ont atteint un « niveau considérable » d'entente en vue d'un accord global « basé sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité » demandant le retrait israélien des territoires occupés. « Chacune des parties peut interpréter à sa guise » ces résolutions, a-t-il cependant remarqué.

« Je perçois vraiment des signes d'une nouvelle approche et d'une nouvelle volonté de s'atteler à ces questions de façon sérieuse et déterminée, sinon je ne pense pas que je serais ici », a encore déclaré M. James Baker, en laissant entendre qu'après un bref retour à Washington, il pourrait effectuer un quatrième voyage dans la région. — (AFP, AP, Reuters)

La France soutient les initiatives américaines à condition que soient reconnus les droits des Palestiniens

affirme M. Mitterrand

MM. François Mitterrand et Helmut Kohl ont indiqué mercredi 24 avril qu'ils soutenaient les efforts du secrétaire d'Etat américain James Baker pour la paix au Proche-Orient, tout en réaffirmant que cette paix passait aussi par un règlement du problème palestinien.

Au cours d'une conférence de presse commune, à l'issue d'un dîner à l'Elysée, le chef de l'Etat français a déclaré que M. Baker travaillait « beaucoup et bien ». « Si nous pouvons lui faciliter la tâche, nous le ferons », a-t-il ajouté, à condition naturellement que soient reconnus, dès le départ, les principes adoptés par l'ONU qui reconnaissent les droits des Palestiniens. « Un échec serait dommageable à l'ensemble du monde », a estimé M. Mitterrand.

Interrogé sur les actuelles démarches de M. Baker, le chancelier Kohl a déclaré : « Je regretterais énormément qu'après l'issue heureuse de la guerre du Golfe les chances d'une paix réelle au Proche-Orient ne soient pas utilisées ». « Une paix réelle, a-t-il ajouté, comprend le Liban, la sécurité d'Israël, condition importante, mais aussi une solution pour les Palestiniens. »

Le chancelier allemand a souligné la nécessité de « parler avant tout à la paix », et a déclaré qu'il était prêt à « faire tout son possible » pour aider à cette recherche de la paix, indiquant que, dans les années à venir, un million de juifs d'Union soviétique allaient encore émigrer en Israël.

Etat qui, a-t-il dit, « a besoin de l'Europe ».

Faisant allusion à la récente rencontre en Libye entre le ministre français des affaires étrangères, Roland Dumas et le leader de l'O.L.P. Yasser Arafat, qualifié de « malentendu » mercredi par M. James Baker, M. Mitterrand a déclaré : « Il nous arrive, à nous Français, d'ajouter notre façon de voir et de penser pour que toutes les parties prenantes à ce débat trouvent des garanties pour leur sécurité et leur identité. Les démarches de la France n'ont pas d'autre sens et ne doivent pas être considérées comme contraires à la mission de James Baker. »

Dans des messages récemment

adressés au premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, et au ministre des affaires étrangères, M. David Levy, le secrétaire d'Etat américain a affirmé : « La récente rencontre entre MM. Roland Dumas et Yasser Arafat est malentendue et tout à fait inopportune, dans la mesure où des pays arabes modérés cherchent précisément à se démarquer de l'O.L.P. » M. Dumas, de retour de ses visites en Libye et en Egypte, a informé — mercredi par téléphone — M. Baker de leur résultat. Il fera également un compte-rendu de ces entretiens à ses homologues européens, lors d'une réunion informelle en fin de semaine à Luxembourg.

gère le rappel de M. Sofer, en poste à Paris depuis dix ans, en dépit des règlements interdisant les missions de plus de six ans. — (AFP)

Arrestation de quatre Israéliens à Chypre. — Quatre Israéliens ont été surpris, mardi 23 avril, dans l'ambassade d'Iran à Chypre où ils tentaient de planer des écouteurs téléphoniques, a annoncé la police à Nicosie. Découverts au cours d'une inspection de routine, alors qu'ils étaient en train de placer des micros sur le standard téléphonique de l'ambassade, les quatre Israéliens — deux hommes et deux femmes — ont été placés en garde à vue. — (AFP, Reuters)

DIPLOMATIE

Le référendum au Sahara occidental

Le projet de résolution de l'ONU va être examiné par le Soviet suprême de l'URSS

NEW-YORK (Nations unies) de notre correspondant

Alors que tout était prêt pour l'adoption d'un projet de résolution approuvant la création de la mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), le Conseil de sécurité, réuni le 24 avril en consultation, a accédé à la demande soviétique de reporter le vote de ce texte au lundi 29 avril, de façon à permettre au Soviet suprême de prendre connaissance du dossier et, surtout, de son financement. « Il s'agit là d'une nécessité technique, selon la délégation soviétique, car il est bien clair que nous sommes tous d'accord, tant sur le texte lui-même que sur l'aspect de pouvoir encore réduire les débats — et donc le coût — qui conduiront au référendum », a commenté l'ambassadeur de France à l'ONU, M. Jean-Bernard Merimée. Mais « des contestations de part et d'autre vont très vite surgir lorsque la commission d'identification des Sahraouis, appelée à participer au scrutin, va se mettre en place », estime un diplomate de la région.

S. M.

Les négociations des Douze sur l'union politique et économique de la CEE

MM. Kohl et Mitterrand réaffirment leur volonté d'aboutir avant la fin de l'année

Au cours d'une conférence de presse commune, à l'issue d'un entretien suivi d'un dîner au palais de l'Elysée, le chancelier Kohl a indiqué être d'accord avec le président Mitterrand pour s'efforcer de faire aboutir avant la fin de cette année les négociations des Douze sur l'union politique et sur l'union économique et monétaire.

M. Mitterrand a réaffirmé leur souhait commun de voir inscrit dans le futur traité d'union politique le principe d'une politique étrangère, de sécurité et de défense commune. Il est, selon lui, notamment nécessaire de « définir la nature des relations entre l'UEO et la tâche qu'ont la plupart des pays de la CEE au sein de l'OTAN ».

Les deux hommes se sont déclarés déterminés à ce que le calendrier européen soit respecté, soulignant qu'ils arriveraient à trouver une décision commune sur des points encore en litige, y compris entre leurs deux pays, notamment en ce qui concerne la date de la création de la future banque centrale européenne. La France voudrait en

effet voir le futur système européen de banque centrale fonctionner dès 1994, tandis que l'Allemagne souhaite repousser cette échéance à 1997 au plus tôt.

Le Luxembourg, président en exercice de la CEE, a proposé mercredi, pour « dédramatiser » le débat, de faire démarrer la future banque centrale européenne en 1996 au plus tard et de « procéder par petites étapes plutôt qu'à coups de grandes échéances », expliquant-on à la présidence luxembourgeoise de la CEE.

Il suggère ainsi de transformer le Comité des gouverneurs des banques centrales des Douze en « Conseil », dès la ratification du traité sur l'union économique et monétaire, c'est-à-dire dans le courant de l'année 1993.

Ce compromis a reçu l'accueil positif de certains responsables allemands. En revanche la Commission européenne, favorable comme la France à une marche rapide vers l'union économique et monétaire, l'a rejeté mercredi.

Les suites de la guerre du Golfe

Téhéran se dit favorable à une « coopération stratégique régionale »

L'Iran même actuellement des négociations avec les membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG), en vue d'établir « une coopération stratégique régionale », a annoncé mercredi 24 avril le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, lors d'une visite à Luxembourg. M. Velayati, qui était attendu jeudi à Djeddah pour une visite de deux jours en Arabie saoudite, a déclaré que « des membres du CCG »,

Attentats au Japon après la décision d'envoyer des dragueurs de mines

Trois bombes artisanales ont explosé à proximité de casernes des forces d'autodéfense (armée japonaise), à Tokyo et à Kawasaki, jeudi 25 avril, un jour après que le gouvernement japonais eut décidé d'envoyer une flottille de dragueurs de mines dans le Golfe (nos dernières éditions du 25 avril).

Selon la police, ces attentats, qui n'ont provoqué ni victime ni dégâts importants, ont probablement été commis par des extrémistes de gauche, en protestation contre cette décision.

Au cours d'une réunion spéciale, le gouvernement a décidé mercredi d'envoyer six dragueurs de mines dans le Golfe, en dépit de l'opposition des principaux partis d'opposition et des militants pacifistes. Selon eux, cette décision viole la constitution japonaise qui limite strictement le rôle de l'armée à la défense du territoire national. Il s'agit du premier déploiement de forces armées japonaises hors du territoire depuis la fin de la seconde guerre mondiale. — (AFP, Reuters)

« La question des otages nous embarrasse » affirme le ministre iranien des affaires étrangères

L'Iran appuie toutes les initiatives pour parvenir à la libération des otages occidentaux au Liban, a réaffirmé mercredi 24 avril le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, lors d'une visite officielle à Dublin.

« La question des otages nous embarrasse », a déclaré M. Velayati lors d'une conférence de presse. « L'Iran est prêt à aider autant qu'il peut », a-t-il ajouté. Toutefois, a-t-il souligné, le gouvernement de Téhéran ne peut parvenir seul à la

libération des otages. « Si chacun coopère étroitement, nous pouvons surmonter le problème. C'est un cadre (de travail) auquel nous pensons », a-t-il dit.

Le même jour, à Londres, M. Douglas Hogg, un des adjoints du secrétaire au Foreign Office, a déclaré que le gouvernement britannique ne rétablirait pas de relations diplomatiques complètes avec l'Iran aussi longtemps que les trois otages britanniques au Liban n'auront pas été libérés. — (AFP)

Le LIVRE de POCHES

Littérature générale

FANNY DESCHAMPS *Louison dans la douceur perdue*

CHRISTIAN LABORDE *L'Os de Dionysos*

YVES SALGUES *Gainsbourg ou la provocation permanente*

PIERRE LUNEL *L'abbé Pierre l'insurgé de Dieu*

ALBERTO MORAVIA *Désideria*

PATRICIA HIGSMITH *L'Empreinte du faux*

PAUL-LOUP SULITZER *Eaux profondes*

PIERRE PERRET *Laissez chanter le petit*

ARTANNA STASSINOPOULOS *Picasso créateur et destructeur*

HUFFINGTON

YVES GIBEAU *La ligne droite*

MARIE-THÉRÈSE HUMBERT *Une robe d'écume et de vent*

MARIE CHAIX *Le fils de Marthe*

Biblio/Romans

ANDRZEJ SZCZYPORSKI *La folie Madame Seidenman*

ARTHUR SCHNITZLER *Le lieutenant Gustel*

HERMANN HESSE *L'enfance d'un magicien*

Biblio/Essais

ANDRÉ BRETON *Position politique du surréalisme*

La clé des champs

Policers/Thrillers

RUTH RENDELL *Le jeune homme et la mort*

DAVID MORRELL *Le feu des ombres*

Classiques

LA FONTAINE *Les Amours de Psyché*

LEIBNIZ *La Monadologie*

Lettres gothiques

XXX *Le Livre de l'Echelle de Mahomet*

Langues Modernes

JAMES JOYCE *Dubliners (Gens de Dublin)*

STEFAN ZWEIG *Schachnovelle (Le joueur d'échecs)*

CHESTERTON *Le Secret du père Brown (The Secret of Father Brown)*

حکومت الانجلی

EUROPE

Belfast tentée par le dialogue

Suite de la première page

Le décor semble figé pour toujours dans une Irlande du Nord en proie à une guerre civile larvée. Pourtant, dès qu'on parle aux politiciens, le ton change. Pour la première fois depuis 1973, les représentants des partis politiques légaux de la province ont accepté de se rencontrer. Les pourparlers auront lieu à une dizaine de kilomètres de Belfast, à Stormont, siège du Parlement nord-irlandais depuis la partition de l'Ile. Ils commenceront le 30 avril.

Plus d'un an

Solennel, mais désert, perdu au milieu des champs, Stormont symbolise bien tous les blocages nord-irlandais. Il n'y a plus de Parlement depuis que Londres a décidé d'administrer directement la province voici près de vingt ans. Le grand édifice néo-classique est une sorte de Belle au Bois dormant. Pour la minorité catholique, le lieu évoque d'ailleurs surtout de mauvais souvenirs. C'est de là que la majorité protestante a gouverné sans partage la province de 1921 à 1972.

Il n'est pas question d'un retour à cette situation. Le ministre britannique chargé de l'Irlande du Nord, M. Peter Brooke, a mis au point un calendrier en trois étapes. Tout d'abord, les représentants des partis politiques de la province, protestants et catholiques, vont essayer de trouver une formule de gouvernement régional qui mettrait fin à l'administration directe de Londres. Dans un deuxième temps, le gouvernement de Dublin sera associé à leurs réflexions. La troisième étape prévoit que le gouvernement britannique lui-même participera, en tant que tel, aux pourparlers.

M. Brooke a mis plus d'un an à faire accepter sa méthode à tous les protagonistes. De l'avis général, derrière ses bégaiements distingués, il cache beaucoup de subtilité et de volonté. Il a été aidé par les origines irlandaises de sa famille. Il connaît l'histoire compliquée de l'Ile, et sait déceler la

à la lutte armée et à la terreur. Quatre partis seront donc représentés : les deux formations unionistes, celle de M. James Molyneux et celle du révérend Ian Paisley, pour les protestants, et le Parti social-démocrate travailliste (SDLP) de M. John Hume pour les catholiques. Il faut y ajouter l'Alliance, dirigée par un jeune psychiatre, M. John Alderdice, qui est la seule à recruter dans les deux communautés et a recueilli environ 10 % des voix aux élections de 1987.

M. Molyneux aurait voulu que la délégation unioniste soit incluse

de personnes. Il importe surtout, selon lui, de ne pas laisser passer l'occasion car ce sont « les pourparlers les plus importants depuis la création de l'Ulster ».

Le SDLP sait ce dont il ne veut pas : le retour au vieux Parlement de Stormont. « Dans une société divisée comme la nôtre, la majorité ne laisserait aucun pouvoir à la minorité », affirme un de ses responsables, M. Denis Haughey. « Nous voulons un partenariat avec les loyalistes, au sein d'un exécutif dans lequel tous les partis qui rejettent la violence seraient représentés », explique-t-il.

Il constate au passage que l'Eglise catholique, contrairement à ce que l'on pourrait croire, ne joue aucun rôle dans le processus politique en cours. « Les mots sont trompeurs. On parle de catholiques et de protestants, de nationalistes et de loyalistes. En fait, il y a tout simplement des Irlandais et des Britanniques », M. John Alderdice, leader de l'Alliance, réclame, comme le SDLP, que la future assemblée soit élue au scrutin proportionnel. « J'espère, dit-il, qu'on va enfin parvenir à créer une forme de gouvernement régional et à définir ses relations avec Londres et Dublin ».

Le Sinn Féin écarté

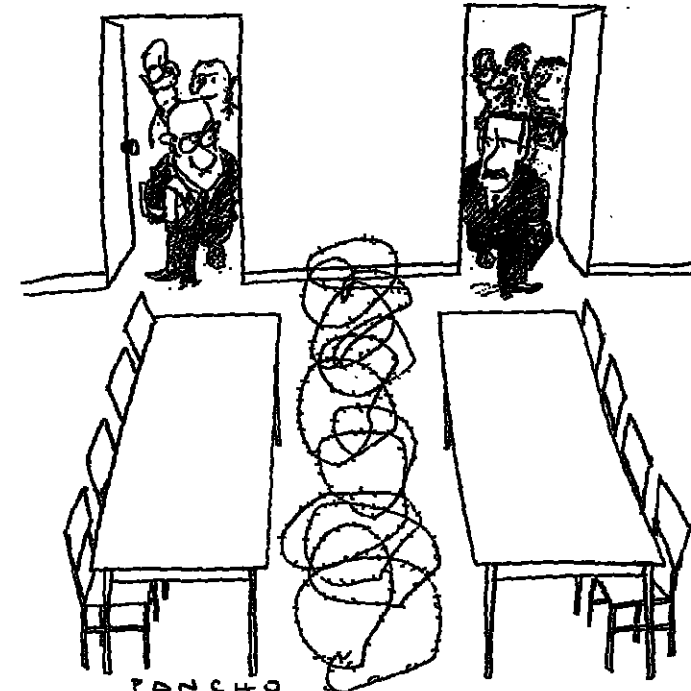
Dans son bureau un peu délabré de Belfast ouest, M. Gerry Adams, président du Sinn Féin, prend avec « patience » et même « philosophie » son statut de pestiféré. « Nous estimons que nous aurions dû être invités. Nous aurions mis à l'ordre du jour des idées un peu plus originales. Celle de l'unité de l'Irlande, par exemple. » Le Sinn Féin, de toute façon, est hostile à la dévolution. Le retour à une forme de gouvernement régional « n'apporterait pas la paix ».

A la surprise générale, deux organisations paramilitaires protestantes, l'UVF (Ulster Volunteer Force) et l'UFF (Ulster Freedom Fighters) ont annoncé, le 17 avril, dans un communiqué commun, qu'elles observeraient un cessez-le-feu pendant la durée des pourparlers. Celui-ci prendra effet à minuit le 29 avril, la veille de leur ouverture. Ces deux groupes clandestins, enracinés dans les quartiers protestants les plus pauvres de la province, sont responsables de quinze des vingt-trois assassinats commis depuis le début de l'année en Irlande du Nord.

Mgr Daly, primat de l'Eglise catholique irlandaise, s'est réjoui de cette décision et a invité l'IRA à faire de même. M. Brooke a dit qu'il « espérait que le jour était proche où les terroristes comprendraient qu'ils ne peuvent pas atteindre leurs fins avec des bombes et des balles ». Depuis la publication du communiqué, deux chauffeurs de taxi catholiques ont été victimes de nouveaux guet-apens, revendiqués par les organisations signataires. Certes, le cessez-le-feu n'est annoncé que pour le 29 avril. Mais ces meurtres supplémentaires ont fait l'effet d'une douche froide.

DOMINIQUE DHOMBRES

RECTIFICATIF. — Les Pays-Bas passent pour le mauvais élève de la classe « communautaire », et non pas « monétaire », comme il était écrit par erreur dans l'article intitulé « La ratification de la convention de Schengen est incertaine », publié dans le Monde du 24 avril.



concession nouvelle sous les flots de rhétorique dont usent volontiers les politiciens des deux camps. La plus importante est venue des protestants qui ont accepté l'idée que Dublin pouvait participer à la deuxième étape du processus.

Les uns et les autres sont d'accord pour exclure le Sinn Féin, l'aile politique de l'IRA. Pas question d'inviter à la table des pourparlers ceux qui prônent le recours

dans celle de Londres. Il n'a pas obtenu gain de cause. Tous les efforts de son parti, l'Ulster Unionist Party, visent en effet à intégrer complètement la province dans le Royaume-Uni. Il réclame « le retour à la normalité constitutionnelle en Ulster ». Prises au pied de la lettre, ses positions sont extrêmement rigides. Il a pourtant accepté de participer aux pourparlers.

Un de ses lieutenants, M. Ken Maginnis, qui représente au Parlement de Westminster une circonscription frontalière avec la République, théâtre de nombreux attentats de l'IRA, explique pour sa part qu'il est prêt à un « partage des responsabilités avec le SDLP » au sein d'une assemblée régionale qui jouerait à la fois le rôle de législatif et d'exécutif. Celle-ci comporterait des commissions spécialisées dont les présidents formeraient en quelque sorte le « gouvernement » de la province. Pour M. Jim Wilson, secrétaire de l'Ulster Unionist Party, il ne s'agit pas, de toute façon, d'une assemblée dotée de pouvoirs considérables. Elle ressemblerait plutôt à une sorte de « super conseil de comté ». Les affaires les plus importantes seraient traitées par le Parlement de Londres, dont on rétablirait pour l'occasion la commission pour l'Irlande du Nord.

Ne pas laisser passer l'occasion

Le Democratic Unionist Party a de plus grandes ambitions. « Il faut que l'Irlande du Nord administre elle-même ses affaires. Il faut en particulier que nous retrouvions le contrôle des questions de sécurité », affirme M. Peter Robinson, un des adjoints du révérend Paisley. Député de la banlieue de Belfast, M. Robinson parle d'expérience. Escorté en permanence par un policier armé, il nous reçoit dans un bureau dont les vitres sont à l'épreuve des balles. Il est convaincu, lui aussi, qu'il faut une assemblée en Ulster, mais la bonne formule reste à trouver. « Ce ne doit pas être si difficile d'administrer un million et demi

ESPAGNE : à un mois des élections municipales et régionales

Le torchon brûle à nouveau au sein du PSOE entre « technocrates » et « populistes »

Un mois à peine après un laborieux remaniement ministériel, le torchon brûle entre « technocrates » et « populistes » au sein du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol). Motif de ce nouvel affrontement qui intervient à environ un mois des élections municipales et régionales : un projet de construction de quatre cent mille logements.

MADRID

de notre correspondant

Les « populistes » ont décidé de se présenter devant les électeurs avec une proposition susceptible de séduire l'électorat urbain, qui commence à bouder le parti. L'un de leurs principaux représentants, M. José María Benegas, numéro 3 du PSOE, a promis d'assurer le financement de quatre cent mille nouveaux logements avec des prêts de 9 à 11 % remboursables en vingt ans. Un taux nettement inférieur à celui du marché du crédit hypothécaire, proche des 15 %.

Pour financer l'opération, M. Benegas a proposé la réinstauration d'un système d'impôt de l'époque franquiste : celui des coefficients d'investissement, qui oblige les banques à consacrer une partie de leurs prêts à des opérations déterminées par le gouverne-

ment à un taux inférieur à celui du marché.

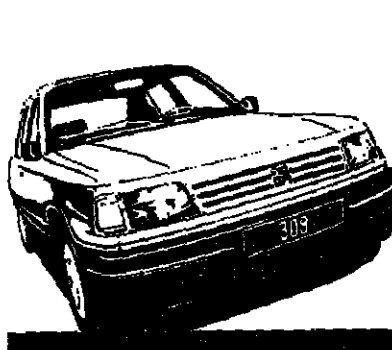
La proposition de M. Benegas a fait bondir les « technocrates », car elle va exactement à l'encontre de la politique de libéralisation suivie par le gouvernement. Le ministre de l'économie, M. Carlos Solchaga, a assuré que la réinstauration du coefficient d'investissement était tout simplement « impossible ». Les banques espagnoles ne pourraient plus ainsi lutter sur un pied d'égalité avec leurs concurrents étrangers à partir de 1993.

M. Solchaga a par ailleurs ajouté qu'il n'avait jamais été consulté sur cette idée et que le gouvernement ne l'avait nullement reprise à son compte, contrairement à ce qu'avait prétendu M. Benegas. Ce dernier a toutefois obtenu l'appui des quelques ministres traditionnellement favorables à l'« appareil » du PSOE, qui ont assuré qu'ils étaient pour leur part parfaitement prêts à assumer les promesses électorales du parti. Ce nouvel accrochage illustre les griefs de l'équipe économique du gouvernement à l'égard de l'« appareil » du PSOE, accusé de lancer consciemment des promesses démagogiques sans aucune viabilité économique réelle.

THIERRY MALUNIAK

Exceptionnel jusqu'au 30 avril :
Votre 309 superéquipée PLUS

GRATUIT !
• Alarme
• Toit ouvrant
• Poste de radio



PEUGEOT
NEUBAUER

• 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
• 8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.88
• 29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎42.93.53.52
• 227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.80.21

* Offre valable jusqu'au 30 avril 1991 pour toutes les 309 en stock, sur présentation de cette annonce.

INÉDIT
Le FAIT FRANÇAIS dans le monde
LES MOISSONS DE LA FRANCITÉ
(Suite de la France 2^e superémission)
Remarque : Économie des 43 pays d'expression française.
Dont de la mer : les zones maritimes sont des prérogatives territoriales des États riverains (France : 2^e domaine national mondial, Structure des États d'expression française : métropole, les 10 DOM-TOM, la zone franc, continents franc-afriains (40 national, ACT 140 national et la péninsule URSS (Union des États de langue française : 42 national, 250 p., 98 F.
Frais de port en plus.

MARTINOT DE PREUIL
49560 NEUIL-SUR-LAYON
(Télé : 909, Lait 2, Moteur 140 F. France)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde SANS VISA

هكذا من الاعمال

صحة الإنسان

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Un débat biaisé par des considérations politiques

L'introuvable consensus sur la réforme hospitalière

La Conférence des présidents de l'Assemblée nationale a décidé d'inscrire la suite de la discussion du projet de réforme hospitalière à l'ordre du jour de la séance du jeudi 25 avril. Le scrutin aura lieu le mardi 30, selon la nouvelle procédure du vote personnel, sauf si le premier ministre décide d'engager la responsabilité du gouvernement au titre de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution (le Monde du 25 avril). Le consensus souhaité par M. Rocard est entravé par des considérations politiques.

« Il n'est pas question pour nous de voter le projet de réforme hospitalière », venant de M. Pierre Méhaignerie, le président du groupe UDC, cette déclaration a valeur d'avertissement. Il faudrait aujourd'hui un miracle pour que le projet de réforme hospitalière soit adopté « à la régulière » par le Parlement. A moins d'un retournement, in extremis, des députés centristes, la cause paraît entendue : soit le premier ministre engage la responsabilité de son gouvernement au titre de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, soit il décide purement et simplement, en attendant des jours meilleurs, de retirer le texte défendu par MM. Claude Evia et Bruno Durieux. Une alternative guère enthousiasmante pour un gouvernement qui désire présenter un texte consensuel, susceptible de réunir une large majorité par-delà les traditionnels clivages politiques.

Que l'on soit favorable ou opposé à cette réforme ne change rien au problème : ce débat, dont dépend pourtant largement l'avenir de notre système de santé, a été largement biaisé par des considérations politiques. De l'aveu même de M. Méhaignerie, « il est bien difficile, dans de telles conditions, de faire un travail législatif sérieux ».

Pourtant, avant que le texte ne vienne en discussion devant le Parlement, certains dirigeants centristes expliquaient à qui voulaient les entendre que, moyennant certains amendements, ils étaient prêts à voter un texte qui, sans être particulièrement génial, leur paraissait pourtant globalement satisfaisant. Les « affaires » aidant, l'atmosphère changea ensuite du tout au tout. Le texte devint « catastrophique » pour les uns, « imparfait » pour les autres.

Dans l'entourage de M. Claude Evia, on ne cache pas aujourd'hui une certaine amertume. D'autant, explique-t-on, que le texte a été grandement amélioré par le travail fait en commission et les nombreux amendements déposés en particulier par les députés centristes. Du côté de l'UDC, on ne partage nullement ce point de vue : « Le texte initial était abstrait, le texte amendé est flou. Plutôt que d'accepter, comme il le fait, n'importe quel amendement, pour ne pas avoir à utiliser l'article 49-3, le gouvernement ferait mieux de retirer son texte pour qu'il soit retravaillé en commission. L'hôpital vaut mieux que du raffolage de dernière minute ».

Subtil distinguo

Comme on pouvait le prévoir, c'est à propos des articles relatifs à l'organisation interne de l'hôpital, en particulier concernant le subtil distinguo fait entre service et département, que se cristallisent les oppositions (le Monde du 10 avril). En schématisant, on pourrait même dire que la question symbolique mais accessoire - du mode de nomination des chefs de service ou de département a suffi, à figer les positions. Pourtant, afin d'éviter pareille crispation, le rapporteur du projet de loi, M. Alain Calmat (PS), avait déposé trois amendements visant à redéfinir les services et les départements hospitaliers. Le service devenait une structure organisationnelle constituée d'une seule unité fonction-

nelle, et le département une structure constituée d'au moins deux unités fonctionnelles. Le chef de ces structures était nommé, soit par le ministre, soit par le conseil d'administration. Et, bien que M. Calmat se soit déclaré prêt à revoir une nouvelle fois la rédaction de son amendement, la réponse de l'UDC fut sans ambages : « Il n'est pas question d'accepter une quelconque balkanisation de l'hôpital ».

Dans ces conditions, nous a déclaré le rapporteur socialiste, « mieux vaudrait avoir recours à l'article 49-3. Il ne faudrait pas, sous prétexte de vouloir aller systématiquement dans le sens de l'UDC, dénaturer complètement le texte. D'autant que nous avons pris en compte près de 90 % des amendements centristes. Notre volonté de créer des départements et des unités fonctionnelles correspond aux souhaits de l'immense majorité des praticiens hospitaliers. Et, concernant le mode de désignation des chefs de département, on ne peut pas à la fois réclamer toujours davantage de régionalisation et refuser toute décentralisation ». Céder aux centristes sans attirer les foudres des députés socialistes ? Plutôt que d'utiliser le 49-3, certains, dans l'entourage de M. Durieux comme du premier ministre, semblaient, mercredi 24 avril, encore tentés par cette voie pour le moins étroite. D'autant que M. Méhaignerie ne laisse persister aucun espoir de négociations : « Il ne sert à rien de vouloir faire passer une loi pour faire passer une loi. Ce texte n'a ni dynamisme, ni pédagogie pour l'avenir. » « Cela dit, ajoutait-il, si le gouvernement décidait d'avoir recours à l'article 49-3, nous ne voterions pas une éventuelle motion de censure ».

Le tout est de savoir si, dans ce débat à bien des égards byzantins, au-delà des calculs politiques, l'hôpital parviendra à trouver son compte. Rien n'est moins sûr.

FRANCK NOUCHI

Selon une étude statistique de l'INSERM

La mortalité maternelle en France serait largement sous-estimée

En France, la mortalité maternelle liée à la grossesse serait nettement plus forte que ne le suggèrent les déclarations de décès. C'est ce qui ressort d'une étude de l'INSERM rendue publique, mercredi 24 avril, par la direction générale de la santé (DGS).

L'étude réalisée entre décembre 1988 et avril 1989 (1) est la première à explorer avec précision la fréquence de la mortalité maternelle en France. Ses auteurs, qui craignaient une sous-estimation des décès liés à la grossesse à travers les relevés statistiques classiques, semblent avoir vu juste. Les résultats de leur recherche montrent un taux de décès de 18,3 pour 100 000 naissances, soit le double du taux calculé à partir des cas déclarés. En 1988, soixante-douze décès ont été déclarés, soit un taux de 9,3 pour 100 000 naissances. Selon l'étude, cette sous-estimation résulte principalement d'une insuffisance dans la déclaration de décès

des médecins qui ne précisent pas toujours la grossesse, surtout si la femme a accouché depuis quelques semaines.

La mortalité maternelle concerne les décès au cours de la grossesse ou dans un délai de quarante-deux jours après l'accouchement ou l'interruption en fonction d'une cause déterminée ou aggravée par la grossesse ou les soins. Il peut s'agir d'une cause obstétricale directe, comme une hémorragie du placenta, ou bien d'une cause indirecte due à une maladie préexistante ou apparue pendant la grossesse.

Un taux élevé en Europe

Tous les décès féminins de quinze à quarante-neuf ans, enregistrés de décembre 1988 à avril 1989, soit 4 102 décès, ont été analysés pour les besoins de l'étude. A chaque fois, des informations ont été recherchées auprès du médecin qui avait établi le certificat afin de savoir si la femme n'était pas enceinte ou ne venait pas d'accoucher dans un délai de qua-

rente-deux jours. Un groupe d'experts était chargé de classer le décès comme mort maternelle ou non. Le taux de 18,3 pour 100 000 naissances, soit quarante-cinq décès, finalement retenus, apparaît élevé par rapport aux autres pays d'Europe, signalent les auteurs : l'Angleterre, qui dispose d'un enregistrement particulièrement performant, compte onze morts maternelles pour 100 000 naissances. L'embolie, l'hémorragie et l'hypertension gravidique, une maladie spécifique de la femme enceinte, figurent parmi les causes principales relevées dans l'étude française.

Une deuxième partie de l'étude actuellement en cours se propose de mieux cerner les causes de ces décès. Elle devrait déboucher sur des mesures de santé publique afin de limiter ces décès, dont certains peuvent être évités, signalent les auteurs de l'étude.

MARTINE LARONCHE

(1) Etude DGS-INSERM réalisée par M^{me} Marie-Hélène Bouvier-Colle, de l'unité 149 de l'INSERM dirigée par M. Gérard Briart, avec le docteur Françoise Hattion, directeur à l'INSERM.

REPÈRES

ÉDUCATION

Un décret sur le congé du mercredi

Le décret sur la réorganisation du temps scolaire dans les écoles maternelles et primaires, permettant de déroger à la règle du congé du mercredi et de le reporter au samedi (le Monde du 16 mars), a été publié au Journal officiel du 24 avril. La décision d'aménagement est confiée à l'inspecteur d'académie. Compte tenu de l'insécurité des autorités religieuses, pour qui la suppression du congé du mercredi risque de porter atteinte à l'enseignement de la catéchèse, le décret stipule que l'inspecteur d'académie ne peut donner son aval à une dérogation que « s'il ne porte pas atteinte à l'exercice de la liberté de l'instruction religieuse en application des prescriptions de la loi Debré du 31 décembre 1959 ».

POLLUTION

Des nappes d'hydrocarbures sur la Côte d'Azur

Deux semaines après l'explosion du pétrolier chypriote Haven dans le golfe de Gênes, des nappes d'hydrocarbures, poussées par le courant Ligurien, ont réapparu, depuis mercredi 24 avril, sur la Côte d'Azur. Des avions de reconnaissance ont repéré trois zones de pollution sur le littoral des Alpes-Maritimes et du Var, la première au large de Saint-Jean-Cap-Ferrat et du cap d'Antibes (galettes de produits carbonisés et de boulettes de bitumes), la deuxième entre 6 et 8 kilomètres du cap du Dramont (irradiations), et la troisième à plus de 50 kilomètres au large d'Antibes. Des résidus, avaient déjà touché, pendant le week-end, trois plages à Cap d'Ail, Saint-Jean-Cap-Ferrat et Beaulieu, à l'ouest de Nice, sur des largeurs de 20 à 100 mètres. Ces salissures avaient été aussitôt nettoyées par une quarantaine d'hommes de l'unité de la sécurité civile de Brignoles. Les responsables de la cellule de crise créée à la préfecture des Alpes-Maritimes estimaient, cependant, que la situation n'était pas « préoccupante ». Le dispositif du plan Pollmar a d'ailleurs été allégé, passant de sept à trois navires. — (Corresp.)

NUCLÉAIRE

Suicide de l'atomiste américain Henry Hansteen

Le professeur Henry Hansteen, quatre-vingt-six ans, s'est suicidé, mardi 23 avril, à l'université Cor-

JUSTICE

Aux assises de la Haute-Garonne

La famille d'une victime des « paras de Toulouse » veut poursuivre l'armée

Un des avocats de la partie civile au procès de quatre parachutistes de la base de Franceville qui comparaissent depuis le 15 avril devant les assises de la Haute-Garonne pour plusieurs meurtres et viols commis en 1989 a annoncé mercredi 24 avril son intention d'introduire contre l'armée une action devant le tribunal administratif.

M^{re} Georges Catala, qui représente les intérêts des parents de la première victime des accusés, Isabelle Rabou, a estimé qu'il y avait eu un certain nombre de négligences de la part de la BOMAP (Base opérationnelle mobile aéroportée), le corps auquel appartenaient les quatre accusés, Philippe Siau, Thierry El Borge, Thierry Jaouen et Franck Feuerstein.

L'avocat a notamment relevé l'absence de contrôle des appels lors de leurs rentrées nocturnes, et le fait que les sentinelles n'avaient pas donné l'alerte après avoir aperçu les flammes de la voiture dans laquelle ont été retrouvés les corps carbonisés de deux victimes, Luiza de Azevedo, douze ans, et Noria Bousse-dra, dix-huit ans, le 13 juillet 1989.

Un appel de la BOMAP incriminé d'attentat à la pudeur. Un capitaine-chef de la BOMAP a été inculpé mardi 23 avril à Avignon d'attentat à la pudeur après avoir tenté, dans la nuit de lundi à mardi, d'avoir des relations sexuelles avec une voyageuse à bord du train Paris-Lyon. Le jeune appelé a été laissé en liberté.

le Coup de gueule de Catherine Carlson



SCIENCES ET AVENIR

NOUVELLE FORMULE

Le moral au secours du corps

Le moral peut-il accélérer la guérison, aggraver ou déclencher la maladie ? L'influence du psychisme sur la santé provoque les débats les plus passionnés. Qu'en est-il vraiment ? Sciences et Avenir fait le point des recherches actuelles et analyse les différentes hypothèses.

Au même sommaire :

ETHNOLOGIE

Etranges peintures rupestres

ENQUÊTE

Les nouveaux enjeux de la recherche militaire en France.

TECHNOLOGIE

Radio numérique : la FM condamnée ?

ASTRONOMIE

Vénus : Un nouveau monde.

EN VENTE PARTOUT 25 F

سكنا من الوجل

ENQUÊTE

L'Afrique des trafics

III. - Une révolution agricole interdite

Après avoir identifié les filières qui font de l'Afrique un nouveau pôle très diversifié du trafic international des stupéfiants, avec Lagos comme centre d'organisation des filières et du blanchiment de l'argent sale (le Monde du 24 et du 25 avril), nous explorons les possibilités dont le continent noir dispose pour devenir à son tour un producteur de drogues, au-delà du traditionnel cannabis. Rien n'interdit en Afrique une révolution de la coca.

Cannabis, chanvre indien, bangha, liambu, sango, elag-naam, strong sugar, voici l'herbe aux cent noms dont l'Afrique s'enivre pour un voyage qui l'entraîne, selon le mot d'un expert camerounais, « vers des civilisations perdues ». Surtout ne pas s'émouvoir devant cette fausse magie du rituel et de l'habitude ancestrale, comme si l'usage des plantes hallucinogènes chez les Africains d'aujourd'hui répondait au seul respect d'une tradition douce et inoffensive. Les signaux de fumée qui s'échappent du continent noir annoncent le danger d'une intoxication massive, qui gagne les ruraux déracinés des villes d'Afrique, remplace les solidarités familiales défilées par la poussée urbaine et le chômage. Le cannabis fleurit dans le lit d'une société en exode qui aperçoit le monde riche à six heures d'avion, mais sans autre horizon palpable que l'ajustement structurel et la précarité du quotidien.

Le cannabis gagne surtout du terrain sur un continent traumatisé par l'effondrement de tout ce qu'il appelait richesses : cacao, café, coton, arachide, les fruits de la colonisation qui ont pourri sur la branche des indépendances. L'Afrique est peinte à l'aube d'une révolution agricole interdite autour du cannabis, du pavot ou de la coca, les seules cultures rentables. L'Amérique latine lui a montré ce chemin fatal. Combien de mineurs de l'étain bolivien ont émigré vers la vallée du Chappare, après la crise du métal blanc, pour s'adonner à l'« herbe de l'Inca » ? Combien de planteurs de café colombiens se sont convertis à la coca ? Rien n'empêche à présent l'Afrique de développer à grande échelle des cultures de substitution illicites pourvoyeuses de revenus dix fois supérieurs à ceux tirés des productions classiques. Les conditions climatiques et géologiques sont idéales, les rendements espérés sont bons. L'intérêt économique est manifeste. Une baisse de la production de coca dans les autres régions du monde (liée à la destruction de plantations) pourrait inciter des capitaux andins à s'investir sur le sol africain.

Depuis 1985, le cannabis dévore l'espace, bien au-delà de son pré-

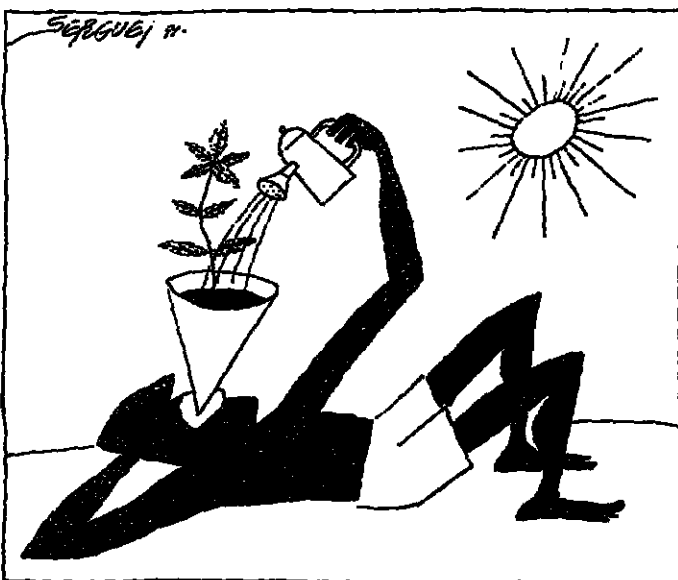
carré traditionnel. Tous les pays d'Afrique subsaharienne en produisent, tous ceux d'Afrique centrale en exportent ; certains, comme le Sénégal, sont à la fois acheteurs et vendeurs d'herbe. Essentiellement expédié sous forme de résine vers l'Europe (pour la mafia italienne et les réseaux néerlandais), les États-Unis et le Canada, le kif marocain subit peu à peu la concurrence d'une résine d'Afrique noire, sous forme de savonnette ou de fromage rond. A l'instar des observations sur le pavot à opium, la société SPOT cherche le moyen technique de détecter le cannabis par satellite, afin de mesurer l'ampleur d'une avancée que l'on devine considérable. Mais les plantations se cachent ou s'affichent au contraire dans les lieux les plus inattendus.

En Centrafrique, le chanvre indien prospère au milieu du riz et du sésame sur des parcelles d'1 à 2 hectares. Il pousse aussi au cœur même de Bangui, dans des enclos privés, mais surtout à grande échelle dans l'arrière-pays. Un minibus intercepté en juin 1989 contenait 11,5 tonnes de cannabis « sorti brousse ». Au Cameroun, l'herbe est dissimulée dans les plantations de tabac ou à proximité des léproseries. Les lépreux et les handicapés physiques sont à la fois des usagers et des trafiquants de chanvre indien. D'importantes saisies ont pu être réalisées à Orly sur des vols Cameroun Air. Au Gabon, le cannabis a été identifié au nord, le long de la frontière entre la Guinée-Equatoriale et le Cameroun, à l'est vers la frontière du Congo, au centre dans la région de Lambarene, et encore au sud. En Angola, il pousse, de l'aveu d'officiers, « un peu partout », de même qu'au Congo, à l'état sauvage. En Guinée, il disparaît dans la forêt. On signale au Burundi et dans les régions septentrionales des cultures « à échelle industrielle », ce qui signifie en clair l'utilisation d'engrais, fongicides, pesticides, insecticides et autres agents de croissance.

Ivresse cannabique

L'ivresse cannabique observée en Afrique s'appuie sur une véritable prolifération de la plante. A l'ouest, le Nigeria et le Ghana, producteurs anciens, ont fait des émules : la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Bénin, le Togo, le Niger. Au centre, le Zaïre et le Congo conservent de l'avance sur les nouveaux venus : Gabon, Guinée « équatoriale », Rwanda, Cameroun et RCA. L'herbe d'Afrique centrale trouve un débouché croissant. A l'est et au sud-est du continent, le Kenya, le Zimbabwe et l'Ouganda sont les principaux fournisseurs.

En se propageant, le cannabis a « justifié » la mise en place de réseaux solides et diversifiés utilisant les stratagèmes les plus divers : le transport « à corps », la descente des fleuves Zaïre, Oubangui et Chari



en pirogue, les transbordements au large, les camions TIR, les bateaux de plaisance, de commerce et de pêche, les vols postaux ou les ballots immergés. Le transit par conteneurs semble avoir la préférence des filières... 9 tonnes de cannabis furent interceptées en 1990 à Portonovo sur un navire en partance vers l'Europe du Nord. Les ports nigériens (Port-Harcourt, Asaba) et ghanéens (Tema) sont des plaques tournantes anciennes. S'y sont ajoutées les infrastructures maritimes du Togo, du Cameroun et de la Côte d'Ivoire, avec l'implication d'organisations criminelles européennes (en particulier celle du Néerlandais Willem Wintges, arrêté en 1986, qui acheminait le haschich dans des fûts de boyaux salés). Le port zairois de

Matadi était un haut lieu du trafic avant la neutralisation d'un important réseau international en 1985. Parmi les ressortissants africains les plus impliqués figurent les Sénégalais et les Gambiens, les Nigériens et les Chanéens.

Au Kenya, outre la production de cannabis (d'herbe et de résine), s'est développée une culture intermédiaire entre la coca et l'opium : le khât. Apparu d'abord au Yémen au treizième siècle (il était selon l'économiste Blandine Destremau réservé aux pratiques religieuses), il s'est étendu dans la péninsule au détriment du café, gagnant plus tard la Corne de l'Afrique, le Kenya et l'Éthiopie. Mâchée de longues heures, la feuille verte fraîchement coupée provoque des effets halluci-

nogènes jusqu'à l'anorexie. Le khât favorise aussi l'apparition de maladies cardiovasculaires, d'ulcères d'estomac et de cancers de l'œsophage. En Afrique de l'Est se développe un trafic intense entre Nairobi, Mogadiscio et Djibouti. Ce commerce rapporte chaque année aux autorités kényanes une somme évaluée à 100 millions de dollars. Même au plus fort des combats en Somalie et en Érythrée, plusieurs petits engins de l'aviation civile s'élançaient chaque matin de Wilson Airport pour livrer leur butin dans la région de Mandera - à proximité des trois frontières - le plan de vol étant renouvelé jour après jour par les plus hautes autorités de l'État kényan.

De l'opium pur

Reste ce doute lancinant, le cauchemar d'une Afrique livrée à la coca. L'an passé, la police camerounaise a saisi de l'opium pur, un suc laiteux séché de pavot dont on extrait divers alcaloïdes : la codéine, la morphine, l'héroïne. Cette découverte laisse penser qu'une activité clandestine de transformation sur place a pu s'implanter vers les hauts plateaux du Nord. Toutes les zones réputées difficiles d'accès, donc quasi incontrôlables, sont désormais soupçonnées d'abriter des cultures illicites. Outre le cannabis, on pense au cacaoyer de la variété brésilienne *apadu*. Le Nigeria, le Cameroun, le Gabon, l'Ouganda, le Kenya et le Rwanda reviennent le plus souvent parmi les champs « possibles » de ces plantes stupéfiantes. Un essai concluant permettrait rapidement l'installation d'infrastructures somme toute assez légères : le matériel des trafiquants se compose d'armes séchantes, de fours à micro-ondes ou de robots ménagers, des appareils de malaxage aisément transportables.

Cette menace supplémentaire trouve un terrain propice auprès d'une population désertée, sou-

vent peu avertie des dangers courus, prête à mélanger l'herbe, l'alcool et les comprimés de toutes sortes, en fonction de leur prix et de leur couleur. Dans les rues de Bangui, les jeunes désœuvrés et les enfants se procurent de petits sachets de chanvre indien pour 50 francs CFA (1 franc français). L'herbe vient « assaisonner » les amphétamines comme le « oui-oui », aussi nommé « bâton-rouge » (une gélule ovale et multicolore importée en contrebande du Nigeria et du Cameroun). Les adolescents s'emprennent volontiers de solvants volatils : supercarburant, colle synthétique, cirage marron étalé sur des tartines de pain (une pratique introduite par les touristes japonais à Bangui), boissons préparées à partir des bandes magnétiques de cassettes radio ! Jusqu'à l'injection de bière par voie intraveineuse au Congo, ou l'utilisation de vieilles couvertures sous forme de cigarettes...

Comment sortir l'Afrique de cette déchéance qui entame ses forces vives ? Des plantations sont régulièrement incendiées en Centrafrique ou au Rwanda. Mais elles reposent ailleurs avec la vigueur du chiendent. S'attaquer au mal suppose un effort de coopération internationale sans commune mesure avec les actions menées jusqu'ici. Doter l'Afrique d'équipements de transmission, de véhicules, de laboratoires et de législation adaptés, de centres de soins de toxicomanes, ce sont là autant de conditions préalables à un début d'amélioration. Rien ne prouve qu'un redressement sensible des prix du café ou du cacao entraînerait un reflux des productions illicites et du trafic. Un relèvement du niveau de vie permettrait en revanche d'espérer une réduction des abus de drogue sur ce continent si proche.

ÉRIC FOTTORINO
FIN

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS Mai 1991

SPÉCIAL EXAMENS

Chaque année, ces dossiers font le point sur les grandes régions du monde et sur la France. Avec les chiffres les plus récents, les données les plus neuves et les analyses des spécialistes du Monde.

LE DERNIER ÉTAT DU MONDE

La guerre du Golfe et ses conséquences. Les principaux événements économiques et commerciaux en URSS, au Japon, en Chine et aux États-Unis. L'Europe et la CEE. La réussite allemande. L'échec du bloc de l'Est. Les difficultés des pays les plus pauvres.

LE DERNIER ÉTAT DE LA FRANCE

Les principales lignes de la vie économique française en 1990. Le ralentissement de la croissance et ses origines. Des inégalités préoccupantes. L'aggravation du chômage. La crise de la protection sociale. Le mal des banlieues. Le mécontentement des agriculteurs.

Un numéro indispensable pour tous les élèves de terminale et les étudiants qui souhaitent actualiser leurs connaissances avant les examens.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

EN PUBLICITÉ, CERTAINS FRANCS PÈSENT PLUS QUE D'AUTRES. LES PREMIERS, PAR EXEMPLE.

Si votre budget de publicité est au printemps de sa trajectoire, si votre premier franc investi est déterminant, il existe aujourd'hui une agence faite pour vous.

Publicis-Aurore est une agence spécialisée dans les budgets de première génération, les budgets des PME/PMI, les budgets de diversification de grands groupes ou les budgets qui remettent leur communication « à plat ».

Deux managers : Michel Armand pour la création et Franck Barennes pour les stratégies.

Une structure courte, vive, accréditée. Et toute la logistique du groupe Publicis.

L'aurore est une naissance, un printemps, un éveil. Et surtout un avenir. Si vous avez 1 franc à investir, bâtissons cet avenir ensemble.

Appelez vite le 47 20 78 00. Aux aurores, s'il le faut.

PUBLICIS AURORE
L'Agence des leaders de demain

PUBLICIS AURORE
26, rue Verret 75008 Paris, tél. 47 20 78 00

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

- Société civile « Les rédacteurs du Monde »
- Association Hubert-Beuve-Méry
- Société anonyme des lecteurs du Monde
- Le Monde-Entreprises
- M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Le Monde PUBLICITE

André Fontaine, président

Françoise Huguen, directeur général

Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 40-65-25-26 ou 45-55-91-71

Tél. MONDOPUB 206 136 F

Téléfax : 45-55-04-70 - Société filiale de journal Le Monde et Regie Presse 34

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE

code d'accès ABO

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE

75501 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-26

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Tél. : 206.806 F

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Tél. : 261.311 F

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-60-32-90

FRANCE	SUISSE-HELV. LUXEMB.	AUTRES PAYS non-euro-CEE
3	400 F	572 F
6	780 F	1 123 F
12	1 400 F	2 086 F
24	2 780 F	4 169 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

مكتبة الأهل

LES FAUX-FUYANTS
de Françoise Sagan.
Julliard, 244 p., 110 F.

FRANÇOISE SAGAN n'est sans doute pas notre plus originale romancière du prolétariat, il faut s'y résoudre. En 1980, elle avait fait une excursion dans les corons du Nord avec *Le Chien couchant*, qui ne lui avait rien rapporté de bon. Un petit rhume et un vilain procès pour s'être inspirée d'une nouvelle de Jean Hougron, *La Vieille Femme*, de manière délibérée — tout à fait avouée, mais pas du tout pardonnée, — dans le même temps où elle bataillait avec son éditeur et ses créanciers, ce qui ne devrait pas, malgré les belles légendes que l'on apprend à l'école sur la condition littéraire, la vie de Balzac à l'appui, constituer le passe-temps le plus fécond des écrivains.

Une fois ces affaires réglées, elle s'était lancée dans un autre univers suspect, celui du best-seller copieux et hâtif, pavé de plage portatif et appuie-tête du campeur à l'heure de la sieste. *La Femme fardée* n'était pas à la hauteur de ses dons. Avec trois romans (*Un orage immobile*, *De guerre lasse*, *Un sang d'aquarelle*) et un très beau livre de portraits et d'amitié (*Avec mon meilleur souvenir*), elle était retournée à ses amours, à sa mesure. Il ne lui restait plus qu'à retrouver l'éditeur de ses débuts, de *Bonjour tristesse*, ce qu'elle fit en 1989 avec *La*

Laissée. En reprenant un thème — le retour forcé à la terre de quelques riches fuyards pendant l'exode en 1940 — et une anecdote — la Rolls de la baronne clouée par l'aviation allemande en rase campagne — qu'elle avait esquissés dans une nouvelle de son propre recueil *Musique de scène*, Françoise Sagan ne verra pas M. Hougron jaillir d'un prétoire, ne sera pas accusée de plagiat, au contraire, on lui saura gré de remettre sur le métier son ouvrage, de creuser son sillon, d'approfondir. Il ne faut rien exagérer, tout de même, et rassurer tous ceux qui craignent trop l'ennui : l'épidémie de sérieux, jamais convenablement éradiquée depuis deux guerres mondiales vraiment regrettables, n'a pas fait une nouvelle victime en l'occurrence.

En juin 1940 donc, sur une nationale bondée de véhicules divers qui s'enfuient de Paris en s'efforçant d'échapper aux attaques aériennes allemandes, quatre personnages roulent à bord d'une antique et luxueuse Chenard et Walcker. Il y a, par ordre d'apparition, un gigolo snob et ruiné, Bruno Delors, petit bellâtre de vingt-huit ans ; Diane Lessing, la plus riche du groupe, la soixantaine rousse, le verbe haut, et du panache ; Loïc Lhermitte, cinquante ans, attaché au Quai d'Orsay depuis trente ans, le plus pauvre, soupçonné d'être pédéraste ; Luce Ader, une jeune gourde, qui vient de se faire opérer de l'appendicite, ce qui a mis tout le monde en retard (« Tous les gens convenables sont partis depuis huit jours », dit Diane), propriétaire néanmoins de la Chenard et Walcker et mariée à un gros banquier qui les attend à Lisbonne pour les embarquer vers New-York, loin de cette chénille. Au volant, un chauffeur dont on ne sait pas très bien le prénom, et encore moins le nom, qu'on appelle Jean, à vue de nez. On pique-nique, on bavarde, et tout à coup les Stukas arrivent du fond du ciel et mitraillent la colonne des réfugiés. La voiture est détruite, Jean tué. Un paysan passe sur

LE FEUILLETON
de Michel Braudeau



Françoise Sagan : une tradition française.

Théâtre
de campagne

sa charrette et se propose d'emmener le quatuor et le défunt à l'abri dans sa ferme. Ils hésitent. — La ferme de ce plouc ? On voit que vous ne connaissez pas les fermes en France, etc., — puis montent. Un Stuka repasse mitrailler la charrette, blesse le paysan à la cheville (il est jeune, bel homme, et se nomme Maurice Henry), mais grâce à ses talons aiguilles et sa présence d'esprit, Diane sauve l'équipage emballé.

A la ferme, la mère de Maurice, Arlette, commande les repas et les travaux. Le grand-père, allongé dans un transat et légèrement sonné depuis quinze ans, après avoir reçu une poutre sur le crâne qui lui a fait perdre toutes ses dents d'un coup, glapit « Bonjour ! » à tout propos, ce qui sans les dents donne « Béju ! Béju ! ». Le père de Maurice et son frère ont été faits prisonniers

au front. Les rescapés vont dormir, les filles d'un côté, les hommes de l'autre, comme il se doit. Le lendemain matin, Luce vérifie ce qu'elle a déjà pressenti dans la charrette : elle plaît à Maurice et surtout Maurice lui plaît. Diane se plaint du chant du coq, du grand-père Béju et de cet insupportable animal qui braie tout à côté (« Qu'est-ce que ça peut être comme bête ? »). Loïc prend une pelle pour enterrer ce pauvre Jean avant que la charrette ne le gêne, Bruno fait la queue.

Les hommes de la maison étant absents, dit Arlette, ce n'est pas tout ça, il va falloir aider aux moissons. Loïc, conseillé par Maurice, apprend très vite à se servir d'une moissonneuse-batteuse — admirable polyvalence des diplomates et des pédérastes — et s'élance vers sa mission, vers les blés presque mûrs (nous sommes en juin...), ces blés « qui l'attendaient, déjà frémissants d'appréhension », bel exemple de saganisme intrépide. Bruno que le travail manuel répugne, part seul à travers champs à la recherche d'un téléphone, d'un télégraphe, n'importe quoi pour communiquer avec le monde civilisé, s'il en reste un. Une insolation l'étend par terre. Un idiot du village qu'on surnomme Meningou ou J'irai-point, le trouve et le sauve. Mais ce débile léger de J'irai-point nourrit des penchants dont un vicar a déjà fait les frais, tombe amoureux de Bruno qui dans son délire le prend pour un Touareg, se préparant ainsi une convalescence troublée. Pendant ce temps, Diane essaie d'appréhender la coquetterie à la robuste Arlette, et Luce pousse des cris dans le foin sous les assauts du beau Maurice. Dieu, que la débâcle est jolie...

FRANÇOISE SAGAN n'est pas Gorki et nous échappons au traité sur la culture du blé aussi bien qu'au couplet didactique sur la lutte des classes en temps de guerre. Ce très involontaire retour à la terre des gens chics est avant tout un prétexte de comédie et l'on rit souvent et de bon cœur à ces répliques, ces situations que l'on imagine volontiers transposées sur la scène d'un théâtre. Dans les moments faciles, on dirait du Poirier et Serrault, pour d'autres épisodes on pense à la *Règle du jeu* de Jean Renoir, à ces marquis, ces cocottes qui lévitent dans un monde déjà disparu, sous l'œil rusé, paisible des domestiques. Tous ne sont pas dupes, Loïc l'ambigu est le plus lucide, qui comprend que « gâcher sa vie n'est pas uniquement une expression romanesque », et Diane n'est pas sans courage physique ni ressources de caractère. Mais elle reste indécrottablement mondaine. Apprend-elle comment l'on tue le cochon : « Finalement, dit Diane de sa voix sérieuse, il y a une sorte de... violence, non, dans la vie agricole, dont on ne se doute absolument pas à la ville... »

C'est drôle, charmant, léger, dans une tradition française du bon mot et de l'insouciance élevés au rang de garde-fous qui nous vaudra toujours les sarcasmes des gens graves et qu'il faut cultiver et protéger comme une plante précieuse, un antidote à la sottise philosophique aussi indispensable que l'ironie voltairienne. Au demeurant, tout ce qui brille n'est pas superficiel, comme ce trait étourdissant et admirable de Diane vers la fin du roman : « Je me demande ce que le passé nous réserve... » Un lapsus de pur moraliste.

APRÈS la deuxième guerre mondiale, Jean-Louis Bory enseignait la littérature française à de jeunes Alsaciens. Il voulait leur faire comprendre que leur famille, c'était Jean de La Fontaine et Voltaire. De même, la Juliette de Jean Giraudoux quittait à l'improviste sa province et son fiancé pour se rendre à Paris, et mieux connaître ces vieux oncles qu'il s'appelaient Voltaire (encore) et Rousseau. L'héroïne désirait comparer « sa pauvre sincérité » de jeune fille avec l'illustre sincérité de Jean-Jacques (1).

Le lecteur converse volontiers avec René Descartes. Il serre la main d'Henri Beyle, s'adresse familièrement à Honoré de Balzac, s'entretient du mauvais temps avec M^{me} de Sévigné et tape dans le dos de Blaise Cendrars. Mais Blaise Pascal intimide, et l'on admire de loin « cet effrayant génie », comme disait François René de Chateaubriand.

Quand on lui fait une visite, les prudences que l'on observe contrarient les bonheurs que l'on éprouve. La folie d'Antonin Artaud et la culpabilité de Franz Kafka inspirent au lecteur une semblable modestie. Les grandes passions effarouchent, et l'on se tient à distance des beaux monstres.

Récemment paru, le troisième volume des *Œuvres complètes* de Pascal débute avec le texte fameux sur la « conversion » de Blaise. Écrit fébrilement dans la nuit du 23 novembre 1654, le *Mémorial* rendrait perplexes tous les lycéens de Palavas-les-Flots, de Bruy-an-Artois ou de Bourg-la-Reine. Pascal relatait sa nuit d'ivresse mystique avec des « Joie ! Joie ! Joie ! et

pleurs de joie », et les lycéens du vingtième siècle se demanderaient pourquoi cet homme s'était mis dans un pareil état. Du reste, les proches de Pascal furent, eux aussi, déconcertés.

Jean Mesnard, l'éditeur de ces *Œuvres complètes*, offre à notre curiosité tous les documents susceptibles de la satisfaire ou plutôt de la raviver. Il publie notamment les lettres de Jacqueline Pascal après la métamorphose de son frère. Pour éclaircir un peu le mystère de cette nuit métaphysique, elle évoquait « l'impénitence » et les « grands excès » de Blaise. Elle rappelait également que cet homme s'était détaché du « monde » et qu'il ressentait à son égard beaucoup de « mépris » et de « dégoût ».

La postérité apprendrait que Blaise avait cousu le texte du *Mémorial* « dans la doublure de son pourpoint ». Cela agaçait Paul Valéry, lequel reprocherait à l'auteur des *Pensées* d'avoir perdu son temps « à coudre des papiers dans ses poches », au lieu de poursuivre ses recherches mathématiques. Valéry n'affectionnait ni les transports mystiques ni les fureurs dévotées. Si Blaise avait pu connaître ces ramontrances, elles n'auraient sûrement pas modéré l'apreté de ses résolutions. Le 10 septembre 1656, dans l'une de ses lettres à M^{me} de Roannez, il

HISTOIRES LITTÉRAIRES
par François Bott

Comment tutoyer Pascal ?



écrivait qu'il fallait « détruire le vieil homme » et ne laisser persister « aucune de ses passions ». C'est justement cet extrémisme qui empêche d'avoir des familiarités avec Pascal.

Les *Provinciales* et les *Pensées* figureront dans le cinquième et le sixième volumes de ces *Œuvres complètes*. Le deuxième et le troisième volumes (ainsi que le quatrième, annoncé pour l'automne) contiennent les « œuvres diverses » de Pascal, depuis sa jeunesse jusqu'à 1662, l'année de sa mort (2).

Mais on y trouve rarement ce qui fait l'ordinaire de l'espèce humaine. Impossible de tutoyer les beaux monstres...

Certes, il arriva à Blaise de regarder les femmes. Vers 1645, il écrivit de la poésie légère et libertine. Du moins ces vers lui furent-ils attribués. Philis. Mais il délaissa très vite les plaisirs de la vie profane. Il aimait mieux les tourments de sa vie secrète et les « tristes délices » de celle-ci, comme le dit André Suarès (3).

En septembre 1647, Blaise rencontra deux fois Descartes. On aurait voulu se trouver derrière la porte afin de surprendre leur conversation. Heureusement, Jacqueline Pascal était présente le premier jour, et elle nous apporte quelques précisions dans une lettre reproduite par Jean Mesnard. Descartes revenait de Bretagne. Il allait retourner en Hollande. De passage à Paris, le voyageur souhaitait connaître Pascal. Il était fort intrigué par les travaux de ce jeune homme excessif. Descartes avait alors cinquante et un ans, et Blaise en avait vingt-quatre. Le 22 septembre, un ami du philosophe se rendit rue Brise-miche, au domicile de Blaise et de Jacqueline, pour demander un rendez-vous. Pascal étant à la messe, c'est Jacqueline qui reçut l'émissaire de Descartes. Bien que son frère fût encore malade, elle n'osa pas refuser ce qu'on lui proposait. Mais, sachant que Pascal avait de la peine à parler le matin, elle évita de fixer le rendez-vous trop tôt.

Descartes et Blaise se rencontrèrent ainsi le 23 septembre, de 10 h 30 à midi, et se retrouvèrent le lendemain, de 8 à 11 heures. Selon Jacqueline, ils parlèrent du vide dans la nature. Ils évoquèrent peut-être également le néant de l'existence. Consulté sur la

maladie de Blaise, Descartes lui recommanda de rester au lit et de se nourrir avec des bouillons. Même les effrayants génies prennent du bouillon avant de s'endormir...

Sans doute le philosophe devinait-il que la première de ses prescriptions ne serait pas suivie, car il serait difficile à Pascal de garder le lit, et le 8 décembre, dans une lettre, Descartes noterait que ce jeune homme semblait « se hâter beaucoup ». Cinq ans plus tard, l'abbé libertin Bourdelot ferait la même sorte de remarque à l'adresse de Blaise : « Vous écrivez merveilleusement bien (...) pour un homme qui voit que le courtier va partir. » Pascal écrivait comme quelqu'un de très pressé. Le courtier ou la vie, pour lui, c'était pareil. Cela s'en allait trop vite. Sa maladie le prévenait qu'il n'aurait jamais assez de temps. Cette prescience explique peut-être la force terrible et désespérée qui l'animait et l'entraînait.

Pleurant à peine, après la mort de son père, Blaise avait toutes les brusqueries du génie. Le métier de la jeunesse, c'est l'impétuosité. Elle en a deux fois plus quand elle pressent que l'existence lui refusera le moindre loisir. Pascal allait mourir le 19 août 1662, à trente-neuf ans. M^{me} de Sévigné le plaindrait rétrospectivement : « La cruelle chose que d'avoir une tête aussi délicate et aussi épuisée que la sienne, qui a fait le tourment de sa vie ! »

(1) *Œuvres romanesques complètes* de Jean Giraudoux, « Bibliothèque de la Pléiade », Gallimard, 1990.

(2) Les *Œuvres complètes* de Blaise Pascal comprennent sept volumes. Le dernier sera consacré à l'héritage de Pascal.

(3) *Ames et voyages*, Gallimard, 1989.

صكزا من الاصل

Monsieur Marcel est mélancolique

Où l'on reparle de Duchamp, vu sous son angle « fin de siècle » et saturnien

DUCHAMP DU SIGNE

Écrits de Marcel Duchamp, réunis et présentés par M. Sanouillet. Flammarion, 316 p., 160 F.

DUCHAMP DADA

de Michael Gibson. NEF Casterman, 264 p., 600 F. jusqu'au 30 juin, ensuite 750 F.

Heureuse circonstance : alors que s'exécutent les fastes de la commémoration surréaliste officielle, les écrits de Duchamp repaissent. Or Duchamp, malgré les manœuvres de séduction et d'enlèvement que Breton essaya sur lui, est demeuré insensible à la rhétorique de l'inconscient et à ses mystères. Nulle équivoque : à ses yeux, entre le dadaïsme, « très utile comme purgatif » en raison de sa « force de vacuité », et le surréalisme, le rapport n'est que de malentendu, sinon de trahison. A Max Ernst, il fait grief à demi-mot de se distinguer comme « le seul peintre dada à s'être tenu à l'écart dans l'aventure surréaliste ». Dans la même notice, tirée du catalogue de la collection d'art moderne dite de la Société anonyme que Duchamp rassembla pour le compte de Catherine Dreier, il qualifie le surréalisme de « littérature », insulte définitive sans doute.

Si Miro a quelque mérite, le principal est qu'il « se tint à l'écart de toute influence directe » du surréalisme. Si Chirico fut renié vers 1930 par Breton et les siens, qui accablèrent l'artiste d'excommunications aussi enflammées que les déclarations d'amour qu'ils lui dédiaient auparavant, Duchamp prend ses distances et conclut : « Mais la postérité aura peut-être son mot à dire. » Chaque article de la Société anonyme a la même acuité, se défend aussi bien contre le lieu commun que contre le goût général. Texte étrange cependant : on n'y trouve aucune trace de ce dédain systématique des beaux-arts qui caractérise, croit-on,



Man Ray : « Le Shampoing de Marcel Duchamp. »

Duchamp, mais des éloges justes et précis de Picasso, Kandinsky et Matisse. Le grand contempteur de la peinture l'aurait-il chérie en secret ?

A le lire, on s'en convainc. Ses écrits se répartissent en trois genres : les notes d'atelier, très détaillées et techniques ; les aphorismes humoristiques, peu nombreux ; les propos sur le vingtième siècle, la plupart désenchantés. Duchamp le répète volontiers : l'art actuel dépérit faute de héros.

Aucun, pas même les plus illustres, ne réalise l'idéal du grand artiste hors du commun que Duchamp vénère.

Il voudrait des génies et des mages, il n'aperçoit que des fabricants et des décorateurs. Il aspire à des révélations médiumniques, on ne lui offre que des exercices de style. Son nihilisme sent le dépit, ses négations la mélancolie de l' amoureux déçu. Quel poète avoue-t-il préférer du reste, lequel illustre-t-il en 1911 ? Laforque. Il

écrit trente ans plus tard : « Rimbaud et Lautréamont me paraissent trop vieux à l'époque. (...) Mallarmé et Laforgue étaient plus près de mon goût – le Hamlet de Laforgue notamment. » Duchamp, Hamlet fin de siècle ? Il se pourrait.

Michael Gibson a perçu cette parenté. Dans les pages qu'il consacre aux débuts de Duchamp, il note ce qui rattache le jeune homme au symbolisme, peintures à la Redon et à la Ranson, lectures mystico-scientifiques et quête de l'ésotérique quatrième dimension. Duchamp y croit et n'y croit pas tout à la fois. Plutôt, il aimerait y croire et s'afflige de son incrédulité. Il se voudrait un pur et un initié, il cultive la froideur et l'ordre des corps. Il exige, paraît-il, que Lydie, sa première épouse, s'épille entièrement, tant les manifestations corporelles lui semblent haïssables. L'idéal, sans cesse l'idéal !

L'ouvrage de Gibson a d'autres mérites : très bien informé, non moins bien illustré, il étudie avec méthode les épisodes du dadaïsme en Suisse, en Allemagne et en France avec un luxe de précisions. Mais ses derniers chapitres sont les meilleurs, parce qu'ils traitent de Duchamp d'une manière neuve et pénétrante et le replacent dans son temps – celui de Péladan et du décadentisme.

Philippe Dagen

► A noter encore que les Editions Hazan rééditent un seul volume des quatre ouvrages de poche de Serge Lemoine, Giovanni Lista et Andrei Nakov consacrés respectivement à dada, à Mondrian, au futurisme et à l'avant-garde russe (les Avant-Gardes, 490 p., 185 F.). Par ailleurs, Jean Suquet publie, sous le titre Le Grand Verre révélé, un essai sur Marcel Duchamp (Aubier, 168 p., 95 F.).

Crevel au cœur

RENÉ CREVEL
Il surréalisme
comme révolte
de Paola Dècina Lombardi.
Centre d'études
franco-italiennes,
universités de Turin
et de Savoie, Ed. Skitine
(7, quai Malaquais,
75006 Paris), 160 p.

RENÉ CREVEL
de François Buot.
Ed. Grasset, 490 p., 180 F.

« Il était né révolté comme d'autres naissent avec des yeux bleus. » Paola Dècina Lombardi adhère sans réserve à ce portrait de René Crevel par Philippe Soupault. Cette universitaire italienne, après avoir soutenu une thèse de doctorat sur Raymond Roussel et traduit *Locust solus* en italien, découvre l'œuvre de Crevel lors des premières rééditions chez Pauvert au milieu des années 70. Plus qu'une découverte, ce fut une véritable rencontre et, depuis, elle arpente l'œuvre et la vie de cet écrivain.

« Crevel, dit-elle, a vécu sa révolte sur sa peau. Il a été jusqu'au bout de tout. Je ne suis pas satisfaite de ce que je lis sur lui. Il me semble que chacun tire Crevel à soi en le réduisant. Il ne fut pas plus le paladin de l'homosexualité que du communisme ou du surréalisme. Il cherchait la liberté, le désir. Son suicide exprime peut-être la contradiction entre l'idéal surréaliste et le réel. »

L'ouvrage de Paola Dècina Lombardi, écrit en italien, intéressera les amateurs de René Crevel car ils y trouveront des extraits, en français, de correspondances inédites de l'auteur de *La Mort difficile*. « J'ai étudié ses lettres, précise-t-elle, à la bibliothèque Doucet. Je voulais découvrir son intimité, fouiller ses souffrances. Le mystère demeure entier mais, au moins, j'ai tracé quelques pistes. On ne peut comprendre un tel person-

nage si on ne reconstruit pas sa vie. Certes, son œuvre n'est pas autobiographique, mais il a intégré des faits, en a axé certains et en a voilé d'autres. »

« J'ai traduit, dit-elle, Mon corps et moi en italien et je travaille à une traduction des *Pieds dans le plat*. J'aimerais écrire un essai sur l'œuvre de Crevel avant d'entreprendre un ouvrage sur Jean-Pierre Duprey et Stanislas Rodanski. J'ai commencé à aimer le surréalisme en rencontrant Michel Leiris et en revoyant avec lui des traductions de ses poèmes. Il m'intimidait trop pour que j'écrive sur lui. Dans quelques années, peut-être... »

Il n'est pas sûr que Paola Dècina Lombardi ait enfin trouvé le « Crevel » de ses rêves avec la biographie de François Buot, un livre dense, précis, mais écrit avec le style d'un greffier et le ton d'un médecin légiste. Le biographe annonce d'ailleurs la couleur lui-même puisque, dès les premières lignes, il précise que ses dix années de recherches ont été « presque un labeur journalier de fonctionnaire de police ».

Reconnaissons, toutefois, qu'il faut un certain talent pour transformer les trente-cinq années (1900-1935) d'un météore en autant de hautes d'un fourgon cellulaire. Michel Carasso, il y a deux ans à peine, avait su, lui, reconstituer dans un récit enlevé, presque haletant (1) – le puzzle d'une vie insolente et désespérée. Là où Carasso s'écroulait aux textes et aux faits, François Buot note les mêmes éléments entre deux bâillements de plume.

P. Dra.

(1) René Crevel, Fayard.

► Signalons également la réédition du livre de Crevel, *Mon corps et moi*, dans la collection « Biblio » du Livre de poche (n° 3154), qui comptait déjà, dans son catalogue, la *Mort difficile*.

Carnets d'un second rôle

Théodore Fraenkel fut l'un des destinataires des « Lettres de guerre » de Jacques Vaché et le « Monsieur Ma Conscience » d'Aragon

CARNETS 1916-1918

de Théodore Fraenkel.
Texte établi et présenté
par Marie-Claire Dumas,
avec la collaboration
de Michel Fraenkel
et François Sullerot.
Texte liminaire d'Aragon.
Editions des Cendres
18, rue des Cendriers,
75020 Paris, 153 p., 130 F.

« Un témoin de ce temps qui fut notre jeunesse vient de disparaître sans avoir déposé », écrit Louis Aragon après la mort de son ami Théodore Fraenkel (1896-1964), qu'il comparait volontiers à Monsieur Ma Conscience, ce personnage que Jarry tirait de sa valise. Le discret Théodore ne niait d'ailleurs pas le caractère « ubique » de son langage et l'influence que le père d'Ubu exerçait sur son comportement pour le moins fantasque.

Si les seconds rôles existaient en littérature comme au cinéma, Théodore Fraenkel en serait l'archétype.

Que savait-on de lui avant que paraissent ces *Carnets* ? Peu de choses, en vérité ! Pour tous les passionnés de l'aventure surréaliste, il représentait une signature en bas de tracts ou de manifestes et, surtout, il était l'un des destinataires des *Lettres de guerre*, de Jacques Vaché. Comment ne pas être attiré par cet inconnu que Vaché surnommait « le peuple polonais » et dont il fit le héros, sous le nom de Théodore Letzinski, de son conte *Le Sanglant symbole* ? On comprend, en lisant son journal intime, quelle séduction il exerça sur ceux qui le fréquenteraient alors. Fraenkel paraît son possesseur fonder d'humour noir et, s'il se dégringolait, c'était pour mieux mettre en avant les qualités de ses amis.

André Breton, qu'il avait rencontré en 1910 et avec qui il avait fait ses études, est, bien évidemment, omniprésent dès les premières pages. Un Breton tout entier déjà tourné vers la poésie et qu'habitent alors totalement l'œuvre et la personnalité de Rimbaud. Les deux jeunes hommes se querellent par-

fois, mais c'est pour mieux se retrouver sur le terrain de leurs communs refus. Pendant la première guerre mondiale, Théodore Fraenkel, tout à ses amours et à ses lectures, n'oublie pas l'uniforme qu'il porte. « C'est la boue qui caractérise cette guerre », note-t-il avant d'évoquer les cadavres que les rats et les vers désignent.

Lorsque la révolution russe de février 1917 éclate, il regrette de ne pas y participer, mais, presque aussitôt, fait état de son peu d'illusion sur la finalité de ces événements : « J'aurais ardemment aimé me donner à cette lutte après, féconde en nobles gestes, en satisfactions momentanées de devoirs de justice, de révolte. J'eusse oublié la dignité du résultat, et que l'action involontaire, le monde reprenait son fait et son visage. » Le 1^{er} juillet 1917, Théodore Fraenkel partit pour la Russie avec la mission militaire chirurgicale française. Son désir de déracinement est tel qu'il aurait voulu partir encore plus loin, en Extrême-Orient ou dans quelque « colonie océanique bleue ». Le docteur Fraenkel suit pourtant que rien ne le guérira plus de la mélancolie que le ronger. Théodore Fraenkel, réalisant ses *Carnets* le 24 avril 1926, instruit, une fois encore, son procès : « J'ai une grande tendresse et quelque mépris pour l'enfant qui a écrit ces *lettres*. Je ne sais pas ce que c'est que se sentir vieux ; sans doute c'est une idée que les jeunes se font de la vieillesse. Mais je me sens tellement différent de l'autre... »

Théodore Fraenkel s'éloigna d'André Breton en 1932 et les deux hommes rompirent définitivement deux ans plus tard. Quoi qu'il ait pu écrire, le docteur Fraenkel n'a jamais trahi le révolté de 1916. C'est ainsi qu'il rejoindra les républicains espagnols pendant la guerre d'Espagne et combattrait dans les rangs de la France libre à partir de 1943. Quant à son dernier acte public, il se passe de commentaire : Théodore Fraenkel fut l'un des signataires du « Manifeste des 121 » en 1960.

Pierre Drachline

Autres parutions

• René Passeron : *Histoire de la peinture surréaliste*. L'art surréaliste, de ses origines et de sa préhistoire dadaïste à ses derniers avatars et à la mort de Breton. Réédition d'un ouvrage paru en 1968. (Livre de poche, Biblio-Essais, n° 4129.)

• Gérard de Cortanze : *Le Monde du surréalisme*. Guide du surréalisme. Avec des entrées par nom et par sujet. (Henri Veyrier, 182 p., nombreuses illustrations, 295 F.)

• Europe (n° 743, mars 1991) : André Breton, Henri Béhar a préparé ce numéro d'Europe, dans lequel on trouvera des contributions de Jean-Luc Steinmetz, Henri Pastourneau, Alain Jouffroy... (236 p., 90 F.)

• Annie Le Brun : *Qui vive*.

• Considérations actuelles sur l'innocence du surréalisme. Fidèle à l'esprit surréaliste de la grande époque, l'auteur s'en prend aux fossoyeurs, officiels ou non, du mouvement et de la subversion dont il reste, selon elle, porteur. (Ramsay-J.-J. Pauvert, 158 p., 69 F.)

• Marcel Jean : *Au galop dans le vent*. Les mémoires d'un compagnon de Breton, peintre, poète, historien de la peinture surréaliste, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-onze ans. (Ed. Jean-Pierre de Monza, 40, rue Marbeuf, 75008 Paris, 226 p., 160 F.)

• Signalons aussi qu'un colloque international sur le thème « Lire le regard : André Breton et la peinture », se tiendra au Centre Pompidou les 22, 23 et 24 mai.

Une éducation surréaliste

Le récit d'une amitié avec André Breton

ANDRÉ BRETON A-T-IL DIT PASSÉ ?

de Charles Duit.
Ed. Maurice Nadeau,
261 p., 90 F.

« J'allais avoir dix-sept ans. Disciple tout verbal de Sade, je pensais ma révolte plus que je ne la vivais, sans avoir la force d'élever cette contradiction à la conscience », constate Charles Duit lorsqu'il se rappelle l'adolescent mélancolique, exilé à New-York, qu'il était en 1942. Etranger à lui-même autant qu'à la grande cité nord-américaine, le jeune homme ne ressent que de l'hostilité autour de lui. Il n'est qu'un intrus, « un avatar du mal ». « Ville sans femme, New-York était, pour cette raison même, une ville sans beauté », note-t-il avant de décrire ces rues grises dans lesquelles se célébraient « les noces insanes de la pharmacie et de la police ».

Solitude, masturbation, lecture et rage. Ces quatre mots résument sa vie d'alors jusqu'au jour où il découvre la revue *VVV* chez un libraire new-yorkais. Le sommaire de cette publication lui révèle qu'André Breton et quelques-uns de ses amis surréalistes partageaient le même exil que lui. Pour Charles Duit, le surréalisme représentait la continuation de la Terre de 93, « la Révolution intégrale ». Lecteur exalté du *Revoluer à cheveux blancs*, il écrit une lettre à André Breton. De cette bouteille à la mer, le poète accusera réception. Faut-il rappeler que la disponibilité à l'inconnu n'était pas la moindre des qualités d'André Breton ?

Breton, âgé alors de quarante-cinq ans, lui apparut lors de leur première rencontre comme un homme terriblement seul, « pris dans le silence comme une lave qui achevait de se durcir ». Charles Duit se sent enfin chez lui, à sa place. Il ne se passe pas huit

jours et il croise Max Ernst, Duchamp, Masson, Tanguy, Man Ray, Robert Lebel et, surtout, Matta, avec qui il se liera d'amitié. Même s'il n'est pas dupe des « fallacieuses ivresses de la conversation », il participe à celles-ci comme s'il s'aventurait sur les terres de l'esprit.

André Breton a-t-il dit passé ? dont Charles Duit nous propose aujourd'hui une édition revue et complétée (1), n'est en rien une biographie de l'auteur de *Nadja*, encore moins une hagiographie, mais le récit d'une amitié qui, en dépit de broutilles passagères, dura jusqu'à la disparition de Breton en 1966. Charles Duit, dont il convient de saluer la prose à la fois majestueuse et douloureuse, restitue l'image, à jamais vivante, du premier

adulte qui s'aperçut de son existence. Bien sûr, fort heureusement, André Breton n'était pas la perfection faite homme, et Duit ne manque pas de souligner combien il pouvait être injuste, voire méchant.

André Breton ne fut pas une espèce de Pygmalion pour Charles Duit, même s'il lui conseilla certaines lectures et lui ouvrit les yeux sur des beautés souterraines. Il lui apprit surtout à devenir autonome, à s'obéir qu'à ses passions. « Soyez à l'excès Charles Duit et nul autre », lui écrivait-il le 18 mars 1943. Ce conseil, si l'on en croit ses écrits, Charles Duit l'a suivi.

P. Dra.

(1) Première édition : Denoël, *Lettres nouvelles* (1969).

Le petit jeu

ART POÉTIQUE

André Breton et Jean Schuster.
Le Temps qu'il fait, 56 p., 50 F.

André Breton et Paul Eluard avaient, en 1936, dans leurs *Notes sur la poésie* (1), retourné à la manière de Lautréamont des propositions de Paul Valéry. Aussi, lorsque Roger Caillols publia un *Art poétique* (2), André Breton proposa-t-il à Jean Schuster de renouveler l'expérience en partant de ce livre. Les deux surréalistes retournèrent chaque aphorisme. Noir devint blanc ; petit, grand. Certains aphorismes les obligèrent à plus d'imagination afin d'égarer le lecteur.

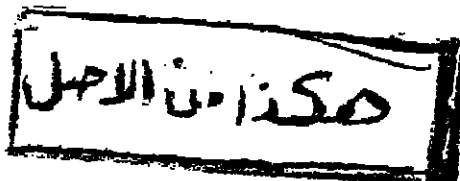
Leur jeu échavé, André Breton et Jean Schuster le publièrent dans *Blef* (3) en ne donnant

aucune clé. Aujourd'hui, plus de trente ans après ce « forfait », Jean Schuster estime qu'il y a prescription, et c'est bien volontiers que, à l'occasion de la réédition de cet *Art poétique*, il relate les faits en soulignant comment comptait pour Breton l'amour du jeu.

Lorsque l'impertinence et la beauté font l'amour dans un livre, le plaisir du lecteur est garanti. Il suffit de se laisser porter par des mots aussi libres que l'air. Et puis il est toujours possible aux plus téméraires d'essayer de retourner à la source et de retrouver, sous les phrases de Breton et Schuster, celles de Roger Caillols.

P. Dra.

(1) GLM.
(2) Gallimard.
(3) N° 7, juin 1959.



DICTIONNAIRE DE L'ETHNOLOGIE ET DE L'ANTHROPOLOGIE

sous la direction de Pierre Bonte et de Michel Izard.

PUF, 755 p., 496 F.

CEDEPE CHASSEUR
Une mythologie du sujet en Nouvelle-Guinée
de Bernard Juillerat.
PUF, 292 p., 188 F.

Le mot « anthropologie » est bien plus ancien que la science qu'il désigne ; il apparaît en France dès le seizième siècle. Et cette discipline est beaucoup plus récente : elle se forme au cours du dix-neuvième siècle, de la volonté de savoir dont elle procède. Elle existe avant d'être constituée et nommée ; elle naît de la rencontre des autres et de leurs différences, de l'étonnement éprouvé au-delà des frontières culturelles à l'interieur desquelles chaque homme se trouve placé. Tout commence par une démarche de l'intelligence et de la sensibilité, celle dont Segalen dit qu'elle donne accès à la notion du différent, à la perception du divers. En ce sens, les *Enquêtes* d'Hérodote composent l'un des premiers textes anthropologiques.

Les découvertes des nouveaux mondes, puis le mouvement des idées, conduisent progressivement à l'ambitieux projet de fonder une « science générale de l'homme ». C'est alors l'anthropologie du temps des Lumières. L'anthropologie scientifique en est issue ; établie avant la fin du dix-neuvième siècle, elle s'impose au siècle suivant, se diversifie selon les aires de recherche, se complexifie en multipliant les divisions qui la spécialisent, se développe sous l'effet des théories et de leur confrontation. Jusqu'au moment où les grands chambardements contemporains – les décolonisations, les avancées de la modernité, les révolutions du savoir – conduisent les anthropologues à s'interroger sur la définition actuelle de leur discipline. C'est le temps du bilan.

Celui dont Pierre Bonte et Michel Izard sont les partisans principaux, et qu'ils présentent sous la forme d'un dictionnaire, produit d'une démarche « encyclopédique et critique ». Une œuvre qui a provoqué un vaste rassemblement d'anthropologues, deux cent trente collaborateurs. La plus actuelle et la plus éclairante des explorations conduites à l'intérieur de l'espace anthropologique. L'accent est justement porté sur ce qui spécifie « un mode original de connaissance » : il est montré « comment l'anthropologie fait connaître » plus que « ce qu'elle fait connaître ». Sans rien cacher des incertitudes qui incitent à un retour aux sources, notamment celles de

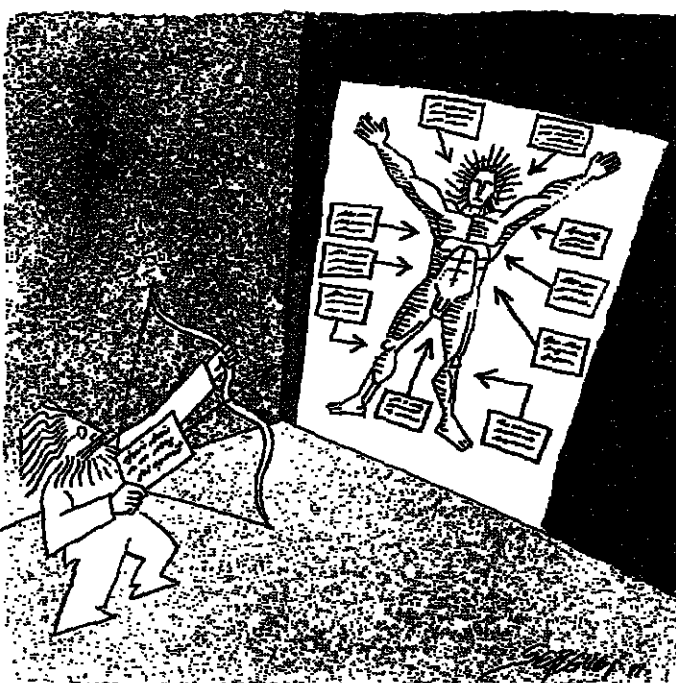
l'école durkheimienne, et à une évaluation des acquis.

Ce dictionnaire est organisé en fonction d'« ensembles », de choix qui marquent des préférences, et d'exclusions raisonnables – notamment celle des entrées ethniques qui auraient incorporé un répertoire dispersé de faible intérêt. Par contre, les grandes régions culturelles sont situées dans un milieu et une histoire, avec une mise en place des peuples qui sont de celles-ci les acteurs ; elles apparaissent aussi comme des espaces où les conditions particulières infléchissent les orientations théoriques. A quoi s'ajoutent une présentation des « anthropologies nationales », dont certaines restaient mal connues (japonaise, chinoise, indonésienne, russe, etc.), et une suite de biographies dimensionnées selon des attirances évidentes.

Dans un dictionnaire spécialisé, le choix des entrées est révélateur de l'état présent de la discipline, plus que des options des maîtres d'œuvre – pourtant assez apparentes dans ce cas. Le lexique est renouvelé : des notions y perdent de leur éclat, d'autres gagnent en présence ou en importance. Ainsi, celles qui se rapportent au corps et aux techniques corporelles, à la différenciation des sexes, à la constitution de la personne. Celles aussi qui marquent la place de la parole et de l'oralité dans les sociétés de la tradition, et ce qui en résulte en matière de formation des savoirs et des configurations culturelles, de définition des processus d'individuation. Et, en parallèle, la mise en évidence des effets de la culture qui affectent les hiérarchies, les coupures sociales, et entraînent le développement de la raison graphique.

Les territoires nouveaux bien occupés par les anthropologues apparaissent : ethnoscience et anthropologie cognitive, anthropologie interprétative, ethnopsychiatrie, écologie culturelle, anthropologie visuelle, etc. L'anthropologie politique occupe la place que certains lui ont

SOCIÉTÉS
par Georges Balandier



La science de l'Autre

longtemps contestée, en manifestant des composantes du pouvoir, des configurations et des logiques que les politologues avaient négligées. Mais l'anthropologie ne traverse plus les cultures en solitaire, elle rencontre les disciplines de voisinage. P. Bonte et M. Izard ont introduit les problèmes d'« interface » : ceux qui résultent des rapports à la biologie, à la démographie, à la linguistique, aux mathématiques, à la psychanalyse et à la psychiatrie. Et aussi de la relation à l'histoire, qui impose désormais de ne plus accepter le partage entre sociétés engagées dans les turbulences du devenir historique et sociétés préservées. Ajoutons encore la petite ouverture qui donne accès au monde de la modernité, par

l'anthropologie des minorités, de la ville, de l'entreprise. Le bilan d'une discipline n'est jamais ni complet ni neutre, tout ne peut y figurer, et les options personnelles accordées aux artisans de la discipline et à leur apport des parts inégales. Celui-ci témoigne de la force et des exigences de la recherche anthropologique actuelle, et de sa nécessité en un temps où toutes les sociétés sont devenues communicantes.

L'ANTHROPOLOGIE n'a pas cessé d'être une interrogation de l'Autre, de ses figures, de ses représentations. Plusieurs ouvrages récents s'attachent à identifier les modes de penser l'Autre dans des cultures fort différentes. F. Marie Renard Casevitz identifie la vision de l'étranger par le truchement des mythes indiens de l'Amazonie péruvienne, et les peurs qu'elle nourrit (1). Ch. Henry Pradelles de Latour emploie l'ethnopsychanalyse au renouvellement de l'étude des chefferies bamilek du Cameroun. Il montre le rapport à la parole, la formation du sujet et la figure de l'Édipe, le jeu des obligations fondées à la fois sur des « dettes réelles, symboliques et imaginaires » ; dans une présentation monographe de l'une de ces sociétés (2).

Il faut porter l'attention sur l'important ouvrage de Bernard Juillerat consacré à la mythologie du sujet chez les Yafar de la Nouvelle-Guinée. Il y marque ses distances à l'égard des traitements formalistes du mythe ; il place au premier plan l'interprétation, à la faveur d'une démarche orientée par la psychanalyse de Freud (dynamique de l'Édipe et du sujet), et l'herméneutique de Paul Ricoeur. Il fait de la question du sens le centre de son travail. Le corpus traité est composé de six textes choisis et placés dans l'ordre qui permet de progresser du « noyau significatif » vers « une plus large diversification thématique » et, en final, vers l'histoire du héros en quête d'identité et engagé dans sa mission fondatrice.

Des mythes d'une richesse foisonnante, mise en analogie par les Yafar avec les lianes de l'igname, à partir desquels s'effectue par étape une « ethnographie de l'inconscient ».

C'est à une représentation des mythes plus complexe que ce parcours permet tout d'abord d'accéder. Le savoir qu'ils recèlent est assimilé aux « paroles des ancêtres », il est en même temps secret – livré à la garde de ses exégètes – et publiquement communiqué, de façon inégale selon le sexe, l'âge, le prestige personnel. A tous les niveaux, il se présente sous la forme d'interprétations, de versions, qui ont leurs analogies dans les pratiques culturelles ; avec, en arrière-plan, un sens ultime qui relève largement du non-dit. Le cheminement interprétatif conduit de l'expression publique du mythe à la connaissance secrète et puis à l'inconscient.

Le mythe fait ici apparaître le sujet, sous l'aspect du héros du discours narratif. Un sujet qui se partage en « figures opposées », et dont la constitution et les aventures sont saisies par le truchement de la symbolique édipienne. A partir de là se trouvent situés les rapports de sexes, de générations, les relations d'« aîné à cadet », le pouvoir masculin, la fonction « médiatrice » des femmes et l'enjeu que constitue leur fécondité.

Avec le rappel obsédant d'une crainte constante, celle que la régression puisse l'emporter sur l'ordre social. On le voit, le livre est prenant, même si, à certains moments, on en vient à croire – comme l'ont dit d'autres ethnologues – que « les Blancs pensent trop ».

(1) Franco-Marie Renard-Casevitz : *Le Banquet masqué, une mythologie de l'étranger*, L'Harmattan, 280 p., 163 F.

(2) Charles-Henry Pradelles de Latour : *Ethnopsychanalyse en pays bamilek*, EPEL, 264 p., 135 F.

► Signalons parmi les ouvrages récents : de Clémence Ramnoux, *Le Grand roi d'Irlande* (éditions de l'Aphélie, 241 p., 150 F.), qui situe le paganisme irlandais aux confins du mythe et de l'histoire ; d'Emilia Masson, *Le Combat pour l'immortalité* (PUF, 318 p. et planches hors texte, 198 F.), qui manifeste l'héritage indoeuropéen dans la mythologie anatolienne ; et, plus ancien, l'ouvrage de Michèle Cros *Anthropologie du sang en Afrique* (préface de Jean Bernard, L'Harmattan), qui montre la portée de l'« hématologie symbolique ».

Les « Morales » d'« Autrement »

Une nouvelle approche des questions éthiques

Jean Baubérot, qui fait partie du « comité de conseillers » que la revue *Autrement* a mis en place pour sa série « Morales », dirigée par Nicole Czechowski, précise ici le sens de cette démarche.

La revue *Autrement* relève un défi, grâce à sa nouvelle collection, « Morales » (1). Le titre lui-même est une plaisante impertinence. Dans sa grandeur d'âme, l'intellectuel moyen – cousin sophistiqué du Français moyen – aurait admis une collection sur l'éthique. Ce dernier mot sonne moderne, il renvoie à bioéthique et à la pensée d'Habermas. Bref, il a de la distinction. Mais « Morales », pour les adeptes du prêt-à-penser, cela fleurit le XIX^e siècle, voire le Moyen Âge !

C'est précisément parce que l'expression de « vie morale » est devenue très problématique qu'elle retrouve une singulière pertinence. Puisque la morale n'a plus valeur d'évidence, même plus une morale de l'engagement ou de l'ambiguïté, alors, loin du confort et du terrorisme intellectuels, il est possible de réinvestir, à nouveaux frais, un champ d'interrogations immémoriales.

La *Fidélité*, la *Politesse*, l'*Honneur*, le *Pardon* : tels sont les thèmes des premiers numéros. Suivront la *Tolérance*, le *Courage*, la *Patience*. Des mots si importants des siècles durant, façonnés par une longue histoire, ne pouvaient s'évanouir tout à coup. A les déclarer privés de sens au lieu de les réinterpréter de façon neuve, une certaine intelligence les rendait forcément captifs de

groupements aux buts plus ou moins douteux. Notre paresse intellectuelle avait laissé prendre en otage politesse, honneur et fidélité.

Le renouvellement du discours sur la morale provient largement du « rajustement » des approches. Certes des disciplines classiques comme la philosophie et la critique littéraire restent indispensables. Mais, dans chaque publication, elles doivent, pour conserver leur pertinence, faire une large place aux sciences humaines.

Ce sont ces dernières qui montrent le mieux la profonde ambivalence des valeurs morales en même temps que leur impérieuse nécessité : elles font partie du pacte constitutif de l'organisation humaine et sociale, des repères symboliques, des quêtes d'identité. Les règles du jeu peuvent changer selon les lieux, les époques et les domaines, l'existence et l'exigence de régulations demeurent, qu'elles soient l'objet de discours ou de silence. Mais ces règles du jeu variables ne sont jamais innocentes : les enjeux de pouvoir et de violence sont aussi des enjeux d'humanité.

Noyau dur

L'ethnologie, la sociologie, les sciences politiques, la psychanalyse, la linguistique sont donc largement mises à contribution. Il y a un siècle environ, Emile Durkheim assignait déjà comme but aux sciences humaines de devenir des « sciences de la morale ». Il n'avait pas pu être atteint, notamment parce qu'il subsistait un noyau dur de certi-

tudes morales et cela empêchait une réflexion véritablement distanciée. Aujourd'hui, une véritable neutralité axiologique apparaît possible.

D'autre part, en maîtrisant, les sciences humaines se sont diversifiées et sont devenues plus modestes. Il ne s'agit plus de bâtir globalement une morale fondée sur la science mais de réflexions morales. Les connaissances sont trouées et ne prétendent pas dicter des conduites. Celles-ci sont aussi affaire d'intuition et, finalement, de décision personnelle et collective. C'est pourquoi le point de vue de Guy Bedos sur la politesse nous importe tout autant que ceux de la psychanalyste Marthe Coppel.

Diversité des approches, diversité des collaborateurs : certains possèdent une grande notoriété comme André Comte-Sponville, Raphaël Draï, André Green, Jacques Hassoun, Julia Kristeva, Marcel Ophüls, Julia Pitt-Rivers, Tsvetan Todorov, Jean-Pierre Vernant, etc. D'autres sont moins connus mais parlent de dossiers qu'ils maîtrisent tout à fait. Au total, la collection « Morales » ne vise pas, bien sûr, à donner de quelconques recettes, elle souhaite fournir, au contraire, des éléments essentiels pour alimenter un débat moral à la fois volontaire et public.

Jean Baubérot

(1) La *Politesse*, vertu des apparences, dirigé par Régine Dhoroquois ; la *Fidélité*, un horizon, un échange, une mémoire, dirigé par Cécile Wajsbrot ; l'*Honneur*, image de soi ou don de soi, un idéal équivoque, dirigé par Marie Gautheron ; le *Pardon*, briser la dette et l'oubli, dirigé par Olivier Abel. Chaque numéro : 98 F.

Le grand passage

Un regard sur la France d'aujourd'hui pour comprendre celle du XXI^e siècle

Dieu est-il toujours FRANÇAIS ?

de Raymond Soubie.
Ed. de Fallois, 288 p., 120 F.

Il y a du Romain chez Raymond Soubie. Son livre est conçu comme un triptyque dont les titres ne demandent qu'à être latinisés : « De la richesse », « De la cité », « De la gloire ». Une façon commune d'autre de prendre quelque hauteur pour un sujet qui colle aux pieds, à la tête, au cœur, celui de la France et de son destin. « Dieu est-il français ? », demandait en 1929 l'écrivain allemand Friedrich Sieburg (1), avec un grand succès. « Dieu est-il toujours français », enchaîne Raymond Soubie. Il en doute mais il est persuadé que notre pays a mieux que de beaux restes.

Jean Girardoux pensait que la vocation de la France était d'être « l'embêteuse du monde ». Il lui arrive encore de mettre des bâtons dans les roues de plus puissants qu'elle, mais de moins en moins. Notre pays rentre dans le rang. Vaut-il perdre son âme ? Cette question taraude Raymond Soubie. Il y revient au fil des pages d'une belle tenue et la clarté du plan, de l'exposé et la rigueur du style permettent au lecteur de se laisser porter par une analyse pointue et originale.

Cela commence par un chapitre roboratif. Selon la « loi du nombre », celle de la démographie, la France n'est pas mal placée du tout. Certes, elle vieillit, mais comme l'avaient déjà noté Henri Mendras et Michel Cieurel, les « nouveaux rentiers », qui vont vivre encore pas mal d'années et qui disposent de loisirs et de moyens, peuvent donner un élan irrésistible à ce qu'on appelle « l'économie sociale ». Au reste, nous sommes aujourd'hui en Europe le pays le moins vieux. En

2025-2030, la population de l'Allemagne réunifiée sera de l'ordre de 60 à 70 millions d'habitants, et la France s'en rapprochera avec 58 millions d'habitants selon les prévisions de l'ONU (sans parler des flux migratoires impossibles à évaluer). Le point noir est ailleurs. A cette époque, l'ensemble du Maghreb aura de 120 à 145 millions d'habitants, soit plus que la France et l'Allemagne réunies. Potentiel explosif si l'on songe que ces populations seront jeunes, pauvres et de plus en plus attirées par l'intégrisme.

Autre face du changement : la manière de créer la richesse. En quelques années, la France a abandonné la tenue colbertiste pour les habits du capitalisme anglo-saxon. Ses héros ne sont plus des hauts fonctionnaires, planificateurs ou responsables d'établissements publics, des François Bloch-Lainé, Pierre Massé ou Marcel Boiteux, mais des chefs d'entreprise mâtins de financiers du style Bernard Tapie ou Bernard Arnault. Le grand virage de politique économique en 1982-1983 a ouvert une nouvelle ère qui se distingue de la précédente par trois points essentiels : rigueur à l'égard des salaires, maintien des mesures libérales prises par le gouvernement de cohabitation, rénovation des marchés monétaires et financiers.

Le paysage français s'est considérablement modifié aussi du fait de l'écroulement des mythes comme le rôle rédempteur de la classe ouvrière, le pouvoir syndical et l'intérêt public. Le social est en miettes non seulement à cause du déclin syndical mais parce que les partenaires – et parfois complices – syndicaux, patronat et Etat, ne se sont plus retrouvés comme auparavant avec leurs idéologies, leurs passions, leurs conflits, leurs négociations qui, estime notre auteur, tissent « un monde sans doute plus près de la recherche du bien commun, plus

moral et aussi animé d'une plus grande volonté sociale que les temps actuels ».

Sur la crise du politique, Raymond Soubie développe les constatations que l'on fait tous les jours : le public se désintéresse des partis, qui, eux-mêmes, ont perdu leurs repères. Les institutions demeurent solides mais l'Etat est malade : il a perdu le respect des citoyens et celui de ses services. Magistère, police, services fiscaux, enseignement, sont atteints d'un mal d'être. En même temps, on assiste à la fin de la vulgate gaulliste, qu'il s'agisse des rapports avec les États-Unis, avec l'URSS ou avec l'Europe communautaire.

Il faut une doctrine nouvelle et Raymond Soubie n'a pas d'accents trop éloquentes pour prouver que « notre avenir d'ici à la fin de ce siècle est d'abord en Europe ». La France a des options à prendre sur trois sujets : les frontières (meilleures des adhésions nouvelles au coup par coup qu'une Europe à deux vitesses avec les pays de l'Est) ; les transferts de souveraineté et l'organisation des pouvoirs (la méthode la plus sage serait de renforcer de façon concomitante et équilibrée le Conseil des Douze et la Commission avec un contrôle démocratique accru sur l'ensemble du système). Mais rien de solide ne sera édifié si les États ne sont portés par un mouvement d'adhésion puissant des peuples.

Le grand passage vers la France du vingtième siècle sera réussi, Raymond Soubie en est persuadé, si la place du politique est restaurée « au sens le plus ancien et le plus beau du terme, fruit de la morale et de l'ambition collective ». Un livre d'espérance plus que de nostalgie.

Pierre Drouin

(1) Ce titre de Friedrich Sieburg, *Dieu est-il français ?*, vient d'être réédité chez Grasset, dans la collection « Les cahiers rouges », 332 p., 58 F.

سكزا من الامل

UN AIR DE FAMILLE
(Running in the Family)

de Michael Ondaatje.
Traduit de l'anglais par Marie-Odile
Fortier-Masch.
Ed. de l'Olivier, 220 p., 95 F.

LE BLUES DE BUDDY BOLDEN
(Coming through Slaughter)

de Michael Ondaatje.
Traduit de l'anglais
par Robert Paquin.
Le Seuil, collection
« Points Roman » n° 447, 186 p., 25 F.

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Une île en forme de larme

A langue anglaise est décidément la plus extraordinaire des métropoles (ou des colonies ?) pour la littérature. On est frappé de voir, saison après saison, que des écrivains venus des quatre coins du globe, tels Yazuo Ishiguro, V. S. Naipaul, Salman Rushdie, Timothy Mo, ou encore Guillermo Cabrera Infante – sans oublier le très grand Joseph Conrad, – ont en commun de n'avoir rien de britannique ; sauf une éducation scolaire et universitaire qui, paradoxalement, leur a laissé une totale liberté. Ainsi, le Canado-Sri-Lankais de Toronto, Michael Ondaatje, que nous avions pu découvrir en traduction française avec *La Peau d'un lion* (1), devenu en quelques années un des grands de l'anglophonie, et dont paraissent simultanément *Le Blues de Buddy Bolden* (1976) et *Un air de famille* (1982), deux romans qui sont, chacun à sa façon, une sorte d'enquête, poétique et sinuose, sans début et sans fin, l'une à la recherche du pays d'origine, l'autre à la recherche d'une des figures légendaires du jazz de La Nouvelle-Orléans.

« Il était le meilleur jazzman de son époque, c'était lui qui jouait le plus fort et c'était lui qu'on aimait le mieux. » Les histoires du jazz ne disent pas grand-chose de Buddy (Charles) Bolden (1877-1931) qui jouait comme un forcené, qui devint fou au milieu d'une parade, qui dirigeait au début du siècle le Buddy Bolden Brass Band et dont il ne reste pas de trace, car il n'enregistra pas de disque. « On aurait dit qu'il n'avait pas le cerveau d'un professionnel : il lançait et soudain des notes immenses sans se soucier du danger de se fendre une lèvre ; il pouvait attaquer la première note avec une force qui faisait mal aux oreilles. Il était obsédé par la magie de l'air, par ses odeurs qu'il neutralisait en les faisant circuler dans les poussoirs, avant de les recacher dans la bonne ode. »

Entre Masonic Hall, le Globe et d'autres salles de concert, entre Canal Street et Storyville, le romancier retrouve les temps et les lieux de l'aube du jazz en suivant ce cornetiste génial, barbare au salon de N. Joseph, bon mari et bon père de famille tout en ayant une réputation de joueur de jupons invétéré, amateur d'alcool et de femmes, jaloux du passé de la sienne, fragile aussi, au point de jouer (aussi) du rasoir et de disparaître, de

réapparaître pour passer ensuite les vingt-cinq dernières années de sa vie à l'asile.

L'important n'est pas dans la recherche d'une documentation, ou dans l'enquête que mène le policier Webb, mais dans l'art de la narration qui est la caractéristique de Ondaatje qui se promène dans l'histoire, dans La Nouvelle-Orléans et dans les vies des personnages qu'il rencontre. Comme s'il suivait vraiment, dans la rue, des inconnus qu'il s'agit chaque fois de convaincre de parler d'un homme dont on ne sait pas grand-chose. Comme s'il inventait au fur et à mesure une histoire dont il est le témoin actif sans savoir comment tout cela finira. « Certaines dates ont été modifiées, certains personnages ont été réunis et certains faits ont été amplifiés ou polis afin de les rendre conformes à la réalité de la fiction. » C'est la fiction qui commande.

Le photographe E. J. Bellocq, dont les clichés avaient inspiré le film de Louis Malle *La Peille*, a rencontré Buddy Bolden dans ce quartier des bordels où l'on comptait au bas mot soixante-dix joueurs professionnels et une trentaine de pianistes, et au moins deux mille prostituées répertoriées dans un guide de l'amateur qui se vantait d'y inscrire toutes les putains de la ville : « On trouvait d'abord le nom des Blancs, puis le nom des Noirs, par ordre alphabétique, de Marsha Alice, au 1200, rue Customhouse, à Louise Walter, au 210 nord, rue Basin. Les mulâtres octonnes venaient ensuite. » En 1860, le prix d'une adolescente vierge était de 800 dollars. « Le lundi soir à Lincoln Park, s'est souvent un contemporain, c'était quelque chose à voir, surtout quand les maquerelles et les souteneurs amenaient leurs écuries de femmes entendre Bolden jouer. Chaque maquerelle avait des filles d'une couleur différente. Chaque écurie avait sa couleur. Comme un bouquet. »



Michael Ondaatje, le Canado-Sri-Lankais de Toronto.

Surtout, Ondaatje retrouve, comme par osmose, les émotions, les perceptions des odeurs et des sons, la mystère des « putains à matelas » à « 25 cents la baise » : il semble penser à travers le cerveau de Buddy, à travers l'épiderme de Buddy ou de ses femmes, éprouver lui-même, pour nous les restituer, les sensations de ses personnages, dans le désordre de leurs vies, dans l'improvisation d'un « bouff » ou dans l'amour, ou encore dans l'angoisse de la mort, avec une acuité, une précision sensorielle, une intensité insoutenable quand tout se rompt et que le soliste, qui a voulu se perdre dans sa musique, ne peut plus entendre la musique qu'il joue. Un livre qui résonne de tous les sons et les cris d'une Nouvelle-Orléans retrouvée. A ne pas manquer pour les amateurs de jazz (2).

Station Q, Toronto, Ontario, Canada M4T 2M5.

Un air de famille, avec ses titres de chapitre allusifs (« Une belle histoire d'amour », « Ne me parlez pas de Matisse », « Plumage d'éclipse », « Le fils prodigue », « Ce que nous pensons de la vie conjugale », « La société cinghalaise des cactus et plantes grasses »), est le voyage de retour, plus ou moins fantasmé, d'un écrivain qui, vers trente-cinq ans, s'aperçoit qu'il est passé à côté de son enfance (« Je m'en retourne vers la famille que j'avais quittée en grandissant, vers ces gens de la génération de mes parents figés dans ma mémoire, opérés pétrifiés. Je voulais, en les touchant, les transformer en moi »).

Un rêve d'Asie dans cette île en forme de larme, un peu plus grande que la France, société coloniale qui envoie ses garçons en Angleterre faire des études ou... les quatre cents coups, et qui vit au

rythme des saisons, des moussons, des inondations, des parties de tennis et des bals costumés, de la chaleur des basses terres en avril et des villégiatures dans la fraîcheur de la montagne quand la famille et ses amis désertaient Colombo pour Nuwara-Eliya où les jardins regorgeaient de cyprès, de rhododendrons, de digitales, d'arums, de pois de senteur. « Voilà ce qu'était Nuwara-Eliya dans les années 20 et 30. Tout le monde était plus ou moins apparenté et avait du sang cinghalais, tamoul, hollandais, britannique ou burgher dans les veines depuis des générations. Un fossé social séparait ce cercle des Européens et des Anglais qui ne s'étaient jamais mêlés à la communauté cinghalaise. On considérait les Anglais comme des gens de passage, des snobs et des racistes ; ils évitaient ceux qui s'étaient mariés avec des autochtones. Mon père se prétendait tamoul cinghalais... »

L'auteur (tamoul cinghalais devenu anglais) se sent comme « un rescapé de générations anéanties » qui, quoi qu'il fasse, ont de l'influence sur sa vie. Il se ment avec délice et curiosité au milieu de cette multitude de castes qui, toutes, se procèdent la meilleure, et se soucie surtout de conserver sa liberté de narration dans un collage de chapitres qui est comme un tour de l'île du descendant de la dynastie des Ondaatje : le mariage du 11 avril 1932, Lalla, la grand-mère, qui avait passé sa vie à donner tout ce qu'elle avait (« c'était une socialiste lyrique »), Bampa, le grand-père, qui aimait à se prétendre « anglais », les tantes qui tissent l'Histoire. Et aussi la passion du jeu (« La seule occupation qui put rivaliser avec la boisson et la bagatelle était le jeu. Aux Indes, seule l'aristocratie jouait. A Ceylan, les banquiers, les chauffourniers, les marchands de poisson ou les rentiers passaient leurs après-midi côte à côte. Les matras du pays pensaient sérieusement que les parieurs étaient autant de grévistes en moins ; car, pour pouvoir jouer, il fallait travailler »), les dons de l'oncle qui connaissait au moins cinquante-cinq sortes de poisons différents, les thalagoyas – qu'il ne faut pas confondre avec les karabagoyas – dont il faut manger la langue pour avoir la parole facile !

Les bruits de la nuit, les stridences des grenouilles, les sifflements des oiseaux exubérants, les cris des paons dont les plumes portent malheur... On croirait que l'auteur a voulu rapporter, dans l'histoire canadienne, tous les sons, les saveurs, les odeurs de l'océan indien perdu.

(1) Lire « D'autres mondes » du 12 mai 1989. La Peau d'un lion vient d'être repris en Folio-Gallimard (n° 2249).

(2) On regrettera que l'éditeur, outre des québécoises, des solécismes et des fautes d'orthographe, ait choisi une solution bariolée, et souvent incohérente, pour la traduction des noms de rue de La Nouvelle-Orléans, telles la « rue First », la « rue Rampart » et la « rue du Canal ».

Edgar Reichmann

(1) J'envisageais quatre ans à Auschwitz. Poèmes de la Résistance.
(2) Un an de concert, la Porte, Nocturne et le Grabe.
(3) Signons un volume de poèmes au titre péroratoire, paru à L'Arrière en 1967, la Mémoire de l'eau (Éditions de la Cité). Citons, parmi les essais, le Cas Vargas (L'Esprit commun).

Errances et mémoire

Quand les survivants racontent leur histoire et leur quête permanente de la liberté

LES ACCIDENTS DE L'ÂME

d'Ana Novac.
Traduit du roumain par l'auteur,
en collaboration avec Luba
Jurjensen. Baland, 237 p., 98 F.

LA PASSERELLE DES ÉMIGRÉS

de Jacques Givet.
Stock, 250 p., 98 F.

Les écrivains abusés et désabusés par les tourments de l'Histoire, qui ont échappé à ses pièges obsédants et dépassé la condition de témoin, toujours nécessaire, ne sont pas nombreux. Parmi ceux qui réussissent à raconter leur histoire, puissante, singulière, chargée d'interrogations, il convient de compter désormais Ana Novac et Jacques

Givet. Ana Novac commence à écrire tout juste échappée de l'enfer concentrationnaire (1), où, à peine sortie de l'enfer, elle noircissait déjà des bouts de papier. Plus tard, dans sa Roumanie stalinienne, elle devient auteur dramatique à succès. Son théâtre, joué à Paris (2), est jugé subversif à Bucarest : le don de la complaisance fait défaut à cette dame, qui, avec la liberté et le refus têtue de mourir, de mentir, choisit l'insolence salutaire. Une fois en France, elle continue à écrire.

Le récit qu'elle publie aujourd'hui séduit par l'élégance, la fluidité de la traduction. Il s'agit d'une longue lettre adressée par Ana à sa meilleure amie, femme-pilote, femme cynique aussi bienfaisante que maléfique. Elles se lient jeunes, dans un camp d'extermination, là où le bol de soupe devient synonyme de survie. Elles se retrouvent libres, en Roumanie, lorsqu'un imprévisible miracle épargne à la narratrice – malade et arrivée au stade terminal – le voyage sans retour.

Leur amitié se poursuit dans une ville de province, vestige de la défunte monarchie biéphone, elle

se ressourcit ensuite au café littéraire bucarestois, en dépit de leurs déchirements, malgré l'homme qu'elles se partagent, le seul que la narratrice ait jamais aimé, un professeur universitaire volage et « gentleman communiste ». Au terme d'un odieux chantage, « l'autre » finit par l'épouser.

Elles se rencontreront des années plus tard à Paris, où la femme-clown, romancière à succès en voyage touristique, rend visite à l'exilée pauvre qui a eu l'insolence de dire non à la tyrannie. N'est-elle pas toujours, cette transfuge, son meilleur public, à la fois victime, justification et raison d'être ? Le mérite d'Ana Novac, recaptée de la fuite nazie avant de s'évader des banquises de l'esprit, est de laisser toujours la vedette à son interlocutrice, personnage fabuleux qui tantôt l'aide à vivre, tantôt l'assassine avec une joyeuse cruauté.

Vampire, la femme-clown se nourrit et prospère à la faveur du désarroi de sa jeune amie, dont l'écoute lui est aussi nécessaire que le bol de soupe avalé autrefois sous le regard goguenard des SS, alors que la haine rentrée donne à la narratrice la force d'écrire et ainsi de

survivre. Ce n'est pas d'un banal accident de l'âme que nous entretenons Ana Novac au cours de ce beau récit, d'une amitié dangereuse, coupée et recousue par la grande Histoire, mais de la catastrophe de l'être, blessé dans ce qu'il a de plus profond.

Un voyage
à travers le siècle

Servi par une écriture plus sereine, mais tout aussi séduisante, le livre qui retrace l'itinéraire de Jacques Givet, frère en errance d'Ana Novac – il régle lui aussi ses comptes avec les dérangements de l'Histoire, – est bien différent, il nous fait traverser notre siècle. Givet vient au monde à Moscou en 1917, année où l'utopie semblait devenir réalité au sein de ce monde écarté par le grand carnage. Très vite à l'espoir succède l'imposture. Des hommes et des femmes s'enfuient de Russie par millions. Parmi eux, la famille de l'auteur, auquel ses ancêtres juifs ont légué le témoignage de leurs infortunes, pogroms et fuites éperdues.

Le père, éditeur toujours en faille, avait été proche de Tsvetaïeva

et d'Ehrenbourg. La mère enseigna à son fils le devoir de défendre son honneur, elle nourrissait pour lui de grandes ambitions dans un pays où la judéité était considérée comme une malédiction. Et c'est pourquoi les parents de Givet devaient aussi peu juifs que possible afin qu'il puisse, lui, accéder à une carrière honorable. Le cours des événements en décida autrement.

L'enfant devenu adulte, essayiste et poète (3), nous donne aujourd'hui un beau livre, récit d'un exil qui, paradoxalement, lui restitue une identité occultée. De Moscou, la famille arrive à Berlin, puis à Bruxelles, enfin en France, étapes d'un périple angoissant ponctué de rencontres insolites, d'amours fugaces ou tenaces, de grandes illuminations. Entre les pensions de famille, les hôtels misérables et les appartements d'un Paris confortable, se dessine la démarche du contour qui hésite entre la tentation assimilatrice et la mémoire des origines.

Avec la guerre et l'Occupation, il perd sa mère, déportée par les nazis. Givet attendra toujours son

retour impossible. Entré dans la Résistance, il y découvre, avec l'exaltation du combat, le sectarisme imbécile de la mouvance communiste. Encore un mythe qui vole en éclats. Arrêté, il s'évade. Au terme de cette quête permanente de la liberté, Givet comprend enfin qu'il n'est ni illusoire ni dénué de sens de vouloir, simplement et pleinement, être à la fois juif et vivant.

COMBAT DE NÈGRES DANS UNE CAVE, PENDANT LA NUIT
(Reproduction du célèbre tableau)

Magnifique tableau extrait de l'album
PRIMO-VRILESCUE
d'Alphonse Allais
que votre librairie vous offre pour l'achat de trois livres de la collection
MICRO-CLIMATS

CLIMATS

OÙ TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Ecrivez ou téléphonez :
LIBRAIRIE (service 18)
LE MONDE DU LIVRE
60 RUE ST-ANDRÉ-DES-ARTS
75006 PARIS
(1) 43.25.77.04
Code Minitel : 3615 MDL

1990
guerre ou paix ?

JOURNAL DE L'ANNÉE
ÉDITION 1991

L'Arrière / Le Monde
12 mois d'actualité
1 an d'histoire

LIBRAIRIE St Michel

LE PLAISIR D'ÉCRIRE LE DROIT D'ÊTRE LU

Si pour vous écrire est une passion, écrivez-nous. Nous sélectionnerons et diffuserons vos textes. Écrivez, nous publions, nous distribuons, nous diffusons. Envoyez des manuscrits à :

LA PENSÉE UNIVERSELLE
115 boulevard RICHARD LENOIR
75014 PARIS CEDEX 11
Tél. (1) 43 37 74 74
Compte d'épargne par l'art, 40 de la loi de 1957 sur la propriété intellectuelle.

PIERRE DUHEM
Homme de science et de foi
par Stanley L. JAKI

Un prophète
des temps modernes

180 pages 150 FR.

BEAUCHESNE
22, rue des Saints-Pères 75007 PARIS

La Caisse et les « affaires »

A partir de dossiers nettement distincts, mais faisant l'objet d'offensives simultanées, un climat de suspicion est ainsi créé contre le gouvernement. Quel ne risque pas d'être dissipé par l'embarras du ministre de l'économie, tant sur le dossier de la Caisse des dépôts que sur les liens entre le Crédit lyonnais et Gian Carlo Peretti.

Un entretien avec M. Paul Quilès

Face à la concurrence japonaise, le ministre des postes, des télécommunications et de l'espace défend le rôle des entreprises publiques

– Il faut dépassionner
Je connais les problèmes

vous rappelle aussi qu'exis

européen et que
négociations commer
celles du GATT sans
je ne suis pas très r

MICHEL COL
et ÉRIK

celles du GATT sans naïveté.
je ne suis pas très partisan
d'une salle fermée.

celles du GATT sans naïveté. Mais je ne suis pas très partisan de l'union en salle fermée...

Conditions de participation :
- des diplômés (bac + 4) et/ou
- des demandeurs d'emploi.
- domiciliés à Paris depuis un an

imum.
 sion de printemps 1991
 rtement immédiat :
 voyer CV + photo + lettre de
 tivation à I.G.S. Mme Floirac
 00, rue Danton
 300 Lezavillois-Perret
 l. : 47 57 31 41
 our convocation à une réunion
 information.

صلى الله عليه وسلم



Le conseil d'administration réuni le 24 avril 1991, sous la présidence de Monsieur Claude Hess, a arrêté les comptes du premier semestre de l'exercice de la société mère qui se soldent par un bénéfice avant impôts et participation des salariés de 6,53 millions de francs contre 2,59 millions au 31 décembre 1989.

Au cours du premier semestre, l'activité a progressé de 8,2 %. Depuis janvier, la conjoncture générale est devenue beaucoup plus difficile et l'évolution des ventes a vu sa tendance s'infléchir en raison notamment de la crise qui affecte l'industrie automobile française et des effets d'une saturation des circuits de distribution agrochimique liée aux conditions climatiques de la saison passée.

Aussi, contrairement aux prévisions, le résultat de la société mère sera en net retrait par rapport à celui de l'exercice précédent.

Au niveau du groupe, la rentabilité de l'ensemble des filiales sera maintenue.

Soucieuse de renforcer sa présence en Europe, la société vient de prendre le contrôle du groupe Gerhard Ruff qui, solidement implanté en Allemagne et en Autriche dans le domaine de l'hygiène agro alimentaire, réalise un chiffre d'affaires de plus de 80 millions de francs.

Cette acquisition fait suite à celles des dernières années : Lobeco aux Etats-Unis, Seac, Elde et Keimer Protan en France. Elle s'inscrit dans la stratégie de croissance externe du groupe, visant à obtenir la taille critique dans ses principaux métiers et à accentuer sa présence internationale.



Constructions industrielles de la Méditerranée

Le conseil d'administration de CNIM, réuni le 25 avril 1991, a approuvé les comptes de l'exercice 1990.

Ces comptes se soldent par un résultat de 30,7 millions de F. après 27,2 millions de F d'amortissements, 11,0 millions de F d'impôt sur les sociétés et 1,3 millions de F de participation des salariés aux fruits de l'expansion.

Ce résultat, en retrait par rapport à celui de l'exercice précédent (46,3 millions de F), s'explique, comme il a déjà été dit, non par des raisons conjoncturelles mais par des pertes ou risques exceptionnels à l'exportation qui ont été entièrement provisionnés.

Les prévisions de résultat pour l'exercice 1991 devraient retrouver les niveaux antérieurs.

Pour marquer le caractère accidentel des résultats de 1990, le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale la distribution d'un dividende égal à celui de l'année précédente.

Par ailleurs, CNIM présente pour la première fois un bilan consolidé comprenant notamment le groupe Babcock, lui-même constitué de Babcock-Entreprise (acquis en 1989) et de l'ex-groupe Wanson (acquis en 1990).

Le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice s'est élevé à 2,032 milliards de F, ce chiffre n'étant pas parfaitement représentatif, l'ex-groupe Wanson n'y figurant que pour les trois derniers trimestres de 1990.

Le résultat consolidé (part du groupe) s'est élevé, avant amortissement de l'écart de première consolidation, à 37,0 millions de F.

Après prise en compte d'un amortissement sur 20 ans de cet écart de première consolidation, le résultat consolidé s'élève à 33,6 millions de F.

Ces résultats tiennent compte des coûts d'intégration de Babcock-Entreprise et de l'ex-groupe Wanson ainsi que de la restructuration de divers éléments de ce groupe.

Le groupe Babcock comprenant Babcock-Entreprise et l'ex-groupe Wanson seront en très nette amélioration en 1991.

COMPAGNIE FINANCIÈRE

DELMAS VIELJEUX

Outre sa participation majoritaire dans DELMAS, la CFDV, holding de tête du Groupe DELMAS-VIELJEUX (cotée au marché au comptant de la Bourse de Paris), détient des participations minoritaires dans les secteurs du transport, de la banque et de la construction navale.

Les résultats consolidés de l'exercice 1990 se résument comme suit :

En millions de francs	1990	1989
Résultat total consolidé	174	619
dont part du Groupe	88	454

Compte tenu de la plus-value immobilière exceptionnelle réalisée en 1989 par sa principale filiale DELMAS, les résultats de la CFDV ne sont pas comparables d'une année sur l'autre.

Le Conseil d'Administration, réuni le 17 avril sous la Présidence de M. Tristan Vieljeux, a décidé de proposer à l'Assemblée Générale des actionnaires la distribution d'un dividende unitaire de 51,50 francs par titre de capital (actions, certificats d'investissement), majoré d'un avoir fiscal de 25,75 francs, contre 30 francs majoré d'un avoir fiscal de 25 francs au titre de l'exercice précédent.



Des résultats d'exploitation en progression supérieurs aux prévisions

En dépit d'une conjoncture maritime défavorable, de la baisse du dollar et des conséquences de la guerre du Golfe, DELMAS (société cotée au Second Marché de la Bourse de Paris) réalise en 1990 un chiffre d'affaires consolidé de 6,476 millions de francs, en progression de 16,9 % sur l'exercice précédent, et dégage un résultat d'exploitation en augmentation de 36 % sur 1989. Ces résultats sont supérieurs aux prévisions, notamment grâce aux bonnes performances du 4^e trimestre 1990.

A périmètre constant, la progression du chiffre d'affaires n'est que de 4,5 %, reflétant l'impact de la baisse de la devise américaine sur plusieurs activités importantes du Groupe.

Les chiffres-clés consolidés de l'exercice 1990 se résument comme suit :

En millions de francs	1990	1989
Chiffre d'affaires	6,476 (1)	5,537
Excédent brut d'exploitation	735	621
Résultat d'exploitation	230	182
Marge brute d'autofinancement	682	1,014 (2)
Bénéfice net (part du Groupe)	115	532 (2)
Investissements réalisés	1,414	1,201

L'important effort d'investissement du Groupe en 1990 porte essentiellement sur l'acquisition de 6 navires d'occasion, le paiement des acomptes des 5 navires en construction, les travaux du nouveau siège social, ainsi que des prises de participation. Ces investissements ont été largement autofinancés.

Le Conseil d'Administration, réuni le 17 avril 1990 sous la Présidence de M. Tristan Vieljeux, a décidé de proposer à l'Assemblée Générale des actionnaires la distribution d'un dividende de 30 francs par action, majoré d'un avoir fiscal de 15 F, contre 27,50 F majoré d'un avoir fiscal de 13,75 F au titre de 1989, soit une augmentation de 9 %.

Les perspectives de l'exercice 1991 s'annoncent favorablement. Sauf incident majeur ou dégradation brutale de la conjoncture, le résultat d'exploitation devrait s'accroître de 20 à 25 %, tandis que le résultat net avoisinerait 200 millions de francs.

(1) Le périmètre de consolidation retenu en 1990 le Groupe SOFRANA et la Société ANEL. Le Groupe TRANSCAP INTERNATIONAL sera consolidé en 1991.

(2) Non comparables, compte tenu de la plus-value immobilière à long terme à caractère exceptionnel réalisée en 1989.

OFPI - Omnium Financier de Paris

communiqué

Le conseil d'administration de l'OFPI - Omnium Financier de Paris, dans sa séance du 9 avril 1991, a décidé de reporter la date de l'assemblée générale ordinaire qui avait été fixée au 4 juin 1991. Elle se tiendra en même temps que l'assemblée générale extraordinaire le 17 juin 1991.

TOTAL

PALUEL-MARMONT S.A.

Résultats

Le Directeur a arrêté les comptes de l'exercice 1990 qui ont été approuvés par le Conseil de Surveillance.

Le résultat social est de 9.367.403 F après des provisions extraordinaires et temporaires liées à la récession américaine et à la baisse du dollar à la fin de 1990.

Le dividende global proposé sera de 19,50 F, en augmentation de plus de 18 % sur le précédent.

Les comptes consolidés font apparaître un résultat net de 7,9 MF après 5,2 MF d'amortissements des écarts d'acquisition.

Activité

PALUEL-MARMONT S.A. poursuit une stratégie visant à construire activement un groupe structuré. Le Directeur a veillé à concentrer les moyens humains et financiers de la société sur un nombre limité d'activités où elle a acquis savoir-faire et expérience.

1) La COMPAGNIE LEBON constitue l'investissement principal de PMSA qui détient 40 % du capital. Elle a développé ses capacités en matière de capital-développement. Au 31 décembre 1990, la Cie Lebon détenait 12 filiales industrielles auxquelles s'ajoutent des participations stratégiques d'ouverture, un patrimoine immobilier important, ainsi qu'un portefeuille et des liquidités.

Le résultat social de la Compagnie Lebon pour l'exercice 1990 atteint 81,6 MF.

2) PALUEL-MARMONT BANQUE est orientée principalement vers la gestion de portefeuilles. Les faibles volumes des transactions boursières depuis le milieu de 1990 ont pesé sur l'activité de la banque qui est restée néanmoins bénéficiaire.

En 1991, une accélération du développement se fera en direction de la clientèle privée.

3) L'hôtellerie de caractère dont ESPRIT DE FRANCE, filiale à 100 % de PMSA, a acquis l'expérience et mesuré la rentabilité, est un des métiers d'avenir de PMSA. Esprit de France possède et gère actuellement 4 hôtels à Paris. En 1991, elle se donnera les moyens de saisir de nouvelles opportunités d'achat, de rénovation et de gestion d'hôtels en faisant entrer des actionnaires minoritaires dans son capital.

En outre, PMSA s'est intéressée depuis longtemps au secteur de la communication avec une participation dans BDDP et dans une filiale de droit cinématographique, 2001 Audiovisuel, dont elle assure la gestion avec le groupe Virgin.

Ainsi les activités de PMSA se développent en profondeur et permettent de prévoir un accroissement sensible de l'actif net.



GROUPE PALUEL-MARMONT

PUBLICATION JUDICIAIRE

Par arrêt en date du 22 novembre 1990, la 1^{re} chambre de la cour d'appel de PARIS a confirmé le jugement de la 1^{re} chambre correctionnelle, qui condamnait l'hebdomadaire *Le Point* pour diffamation publique envers L. Pierre BESREST et la société SYNERG.L.C.C., avec dommages et intérêts, pour avoir écrit, dans son numéro 832 du 16 janvier 1989, page 59 : « Pierre SCHIELE, sénateur du Haut-Rhin, n'est plus questeur au Sénat. Le 5 janvier, le bureau de la chambre haute, présidé par Alain POHER, lui a retiré ses délégations. Motif : P. SCHIELE aurait favorisé les adjudications de travaux du Sénat, au profit de son gendre, P. BESREST, patron du B.E.T. SYNERG.L.C.C. »

« Il est insinué que P. SCHIELE a été relevé de ses fonctions parce qu'il se serait rendu coupable d'un trafic d'influence en faveur de son gendre. » A cet égard, ni le témoignage de P. SCHIELE, qui conteste les faits, ni les documents produits, ne sont de nature à faire cette preuve.

« Une telle allégation porte manifestement atteinte à l'honneur de P. BESREST. » Sans aucun doute un arrêté a été pris, le 5 janvier 1989, signé du président Poher, qui a mis fin aux fonctions de questeur du Sénateur SCHIELE : toutefois, cette décision ne comporte aucune motivation.

« Sans aucun doute encore, les prévenus apportent la preuve de l'existence d'une rumeur ; mais cela ne permettrait pas à la journaliste de colporter sur le compte d'autrui de semblables accusations, d'autant qu'elle ne pouvait exciper, en l'espèce, d'une enquête de sa part. »

« Considérant que les premiers juges ont fait aux prévenus une juste application de la loi pénale et sur les intérêts civils une exacte appréciation des réparations à allouer aux parties civiles, la cour confirme en toutes ses dispositions le jugement dont appel. »

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330



Le Conseil d'Administration de Credisuez, réuni le 18 avril 1991 sous la présidence de Bernard Egloff, a examiné les comptes consolidés clos au 31 décembre 1990.

ACTIVITE DU GROUPE

L'encours de crédits consentis à la clientèle a progressé de 14 %, passant de MF 60.906 à MF 69.327.

La Banque La Hénin a consenti des crédits nouveaux pour un montant de MF 22.030, en hausse de 57 % par rapport à l'exercice précédent.

La production de crédits de la Banque Sofinco, y compris la production liée aux opérations réalisées hors métropole, est restée stable à MF 16.600.

L'encours d'OPCVM distribués par la Banque La Hénin s'est élevé à MF 3.322.

La production de la Compagnie La Hénin Vie, au global, a marqué le pas en 1990. Les primes nettes d'assurance s'établissent à MF 1.123,9 contre MF 1.225,7 en 1989 (-8,4 %).

Le volume des capitaux gérés par Fimigest est en hausse de 7 %, atteignant MF 21.100 au 31 décembre 1990 contre MF 19.700 au 31 décembre 1989.

Le total du bilan consolidé de Credisuez se monte à MF 88.110, en hausse de 11 % par rapport à l'exercice précédent.

RESULTATS ET FONDS PROPRES

Le total des revenus du groupe, dont le périmètre de consolidation par rapport à 1989 n'a été que légèrement modifié, s'est élevé à MF 3.599, en hausse de 15 %.

Le bénéfice net total atteint MF 319,7, en progression de 17,2 %. Il comporte MF 26,1 d'opérations exceptionnelles, correspondant pour l'essentiel au changement des méthodes de comptabilisation de l'impôt différé.

Le bénéfice net courant s'établit à MF 293,6, à comparer avec MF 270 en 1989 (+ 8,74 %).

Les fonds propres de première catégorie, après distribution, atteignent MF 2.276 (+ 10 %) et les fonds propres globaux, y compris la part des tiers et les titres subordonnés, s'établissent à MF 3.705 (+ 26 %).

La rentabilité des fonds propres moyens de l'exercice s'élève à 13,5 %.

AVRIL 1991

Le Monde

Numéro hors série

EUROPE :
L'ENGRENAGE
DU MARCHÉ UNIQUE.

116 pages - 45 F

Le Monde
L'EDUCATION

ENQUÊTE

ÉCOLIERS, COLLÉGIENS,
LYCÉENS
LA SANTÉ, ÇA VA ?

ÉVALUATION

LE PALMARÈS DES IUT.
LES BTS, MODE D'EMPLOI.

Le Monde
DOSSIERS
& DOCUMENTS

Premier dossier
LA SIDÉRURGIE
Second dossier
LE BRÉSIL

Le Monde
PHILATELISTES

- Thématique : la franc-maçonnerie.
- Classique : les timbres coupés de Djibouti.
- Histoire postale : les plis des services en régime international.
- Comment faire éditer une télécarte ?

En vente chez votre marchand de journaux

L'HERMÈS Editeur
L'essentiel sur
ECONOMIE DE L'ENTREPRISE
par François MOREAU et Jean-Louis ROMÉYER
Diffusion MEDILIS SA 9 rue Séguier 75006 PARIS

Tél. (1) 46 34 07 70

Les « capitalistes » de la retraite

Dans les principaux pays industrialisés, les retraites complémentaires dépendent de fonds de pension. Ceux-ci gèrent un capital financier et immobilier considérable

COMMENT réagirait un salarié français si, demain, sa retraite complémentaire devait entièrement dépendre des résultats de son entreprise ou du rendement de placements boursiers et immobiliers ? Selon toute probabilité, il aurait l'impression de sauter dans l'inconnu. Pourtant, la plupart des pays développés appliquent ces principes depuis fort longtemps et le Livre blanc que vient de publier le gouvernement suggère que « la mise en place dans un cadre professionnel de fonds d'épargne collective s'adressant à un ensemble d'actifs d'une même entreprise ou d'un même secteur professionnel » fasse l'objet d'un examen attentif.

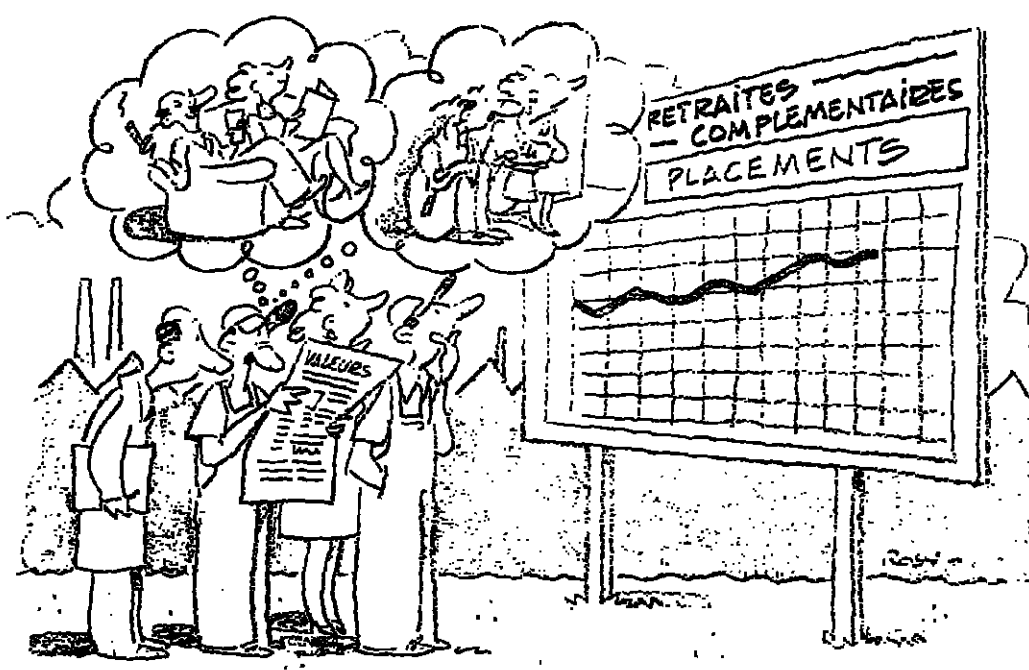
Certes, quelques sociétés françaises, après avoir conclu un accord avec des compagnies d'assurances, accordent à leur personnel des avantages de retraite par capitalisation. Mais les sommes capitalisées de la sorte ne pèsent pas lourd à côté des cotisations (180 milliards de francs environ) encaissées chaque année par les régimes complémentaires obligatoires fonctionnant par répartition (les cotisations des uns financent en temps réel les retraites des autres).

Pratiquement sans équivalent en France — seuls quelques rares

groupes comme la BNP ou Essilor (qui dispose d'un véritable fonds de pension dont bénéficient déjà une cinquantaine de ses cadres) ont développé, mais à une échelle réduite, des instruments comparables — les fonds de pension disposent à l'étranger d'une puissance financière considérable. Acteurs à part entière sur les marchés boursiers comme sur le secteur immobilier, ils drainent vers l'économie une épargne qui atteint plus de 700 milliards de dollars au Japon, 250 milliards de livres au Royaume-Uni, 2 500 milliards de dollars aux États-Unis.

Avantages fiscaux

Stimulés par de larges avantages fiscaux, ces régimes par capitalisation sont organisés entreprise par entreprise, mais ils restent facultatifs car aucune société n'est tenue de s'en doter, alors que les salariés restent libres d'y participer. Autres points communs : leurs placements sont consacrés à des valeurs sûres — y compris étrangères — dont la rentabilité est évaluée sur le long terme en recourant notamment aux services d'acteurs spécialisés dans l'évaluation des risques, alors qu'un organisme national intervient en cas



de faillite. Cependant, des différences importantes les séparent. En Grande-Bretagne ou aux Pays-Bas, les ressources peuvent provenir des employeurs et/ou des salariés alors que les valeurs sont gérées en dehors de l'entreprise. En revanche,

les Allemands investissent les cotisations, presque toujours patronales, dans la société, qui bénéficie ainsi de l'apport de quasi-fonds propres que, toutefois, il lui faudra rembourser. Le fonds de pension, instrument idéal de financement des retraites,

Peu sensibles au rapport entre cotisations et retraites, ces mécanismes n'en comportent pas moins des inconvénients, car leur efficacité à long terme dépend soit de la santé de l'entreprise, soit du dynamisme des marchés financier et immobilier

comme du niveau des taux d'intérêt réels.

Ces variables impliquent également que les futurs retraités ne sont pas tous logés à la même enseigne : non seulement le taux de cotisation est variable, mais le montant de la retraite est tributaire des placements réalisés par les gestionnaires de chaque organisme. En outre, les modalités de réévaluation des rentes garantissent rarement un maintien du pouvoir d'achat des retraités, et une forte proportion des salariés des PME sont tenus à l'écart de ces mécanismes qui, trop souvent, restent l'apanage des grosses firmes.

Appels du pied des assureurs

Si, en France, on voit mal comment ils pourraient se substituer aux régimes complémentaires traditionnels, la création de fonds de pension mériterait de faire l'objet d'un débat. Or, malgré les appels au pied de la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA), ni les syndicats ni même la plupart des entreprises ne semblent encore prêts à s'intéresser de près à cette formule dont l'essor nécessiterait de surcroît des incitations fiscales significatives.

JEAN-MICHEL NORMAND

L'art allemand de la réconciliation du social et du financier

COLOGNE

de notre envoyé spécial

LES Allemands font confiance à leurs entreprises. La preuve : ce sont elles qui assurent leur retraite complémentaire. A l'heure actuelle, 65 % des salariés d'outre-Rhin bénéficient d'un système de prévoyance facultatif, une formule plus ancienne que les systèmes publics et obligatoires de sécurité sociale.

Les sommes dégagées par les contributions patronales — 240 milliards de francs, qui permettent de verser chaque année 50 milliards de francs à deux millions de retraités — sont réparties entre 36 618 sociétés. Elles font partie intégrante du patrimoine des firmes allemandes puisqu'elles figurent au passif du bilan et n'apparaissent pas en tant que telles dans les ressources de l'entreprise. Pour parer aux aléas économiques, un fonds national de garantie a été créé afin de prendre en charge les engagements qui ne pourraient être honorés. Ces treize dernières années, celui-ci a dû verser 5 milliards de deutschemarks pour assurer les retraites de trois cent soixante mille personnes appartenant à quatre mille sociétés mises en faillite.

M. Wolfgang Wahl, membre du comité de direction de Goetze AG, une firme spécialisée dans la fourniture de segments et de joints pour l'industrie automobile, n'en fait pas mystère : la création d'un fonds de

pension a permis à sa société de disposer des fonds propres qui lui faisaient défaut. « Une entreprise familiale comme la nôtre, explique-t-il, n'avait pas les moyens de procéder à une augmentation de capital. » Goetze AG, qui a réalisé des acquisitions à l'étranger, a donc mis sur pied, il y a une quinzaine d'années, un fonds de pension financé par des cotisations exclusivement patronales. Actuellement, deux mille cinq cents de ses six mille salariés bénéficient de ce régime qui compte mille six cents retraités dont les pensions s'échelonnent entre 850 et 5 000 DM par mois (de 2 900 francs à 17 000 francs).

Conciliant le social et le financier, les fonds de pension ont largement contribué à l'essor de l'économie allemande. « Dans les années 50, la sous-capitalisation était le problème numéro un. Dans ce contexte, les réserves financières engendrées par la création de régimes de retraite ont largement contribué à combler le manque de capitaux propres », souligne le Dr Heuback, président d'un des plus importants cabinets de conseil spécialisés. « Néanmoins, poursuit-il, certaines entreprises trop généreuses n'ont pas toujours vu le danger et se sont retrouvées en difficulté. »

Pour leur part, les dirigeants de Goetze ont senti le danger dès 1984. Les engagements liés à leur fonds de pension équivalaient alors à 150 % du chiffre d'affaires et les spécialistes sollicités par le conseil d'administration prévisaient que, à l'horizon de l'an 2000, ils atteindraient deux à trois

fois les ventes du groupe. Ils ont donc décidé de passer un accord avec l'assureur Colonia qui, désormais, assure la gestion du fonds en mettant au point des formules d'assurance-vie.

Financés par des cotisations patronales, les fonds de pensions allemands échappent à la censure, mais les responsables nationaux des syndicats sont pourtant loin de s'en désintéresser. « Malheureusement », déplore M. Michael Schöden, chef du service du droit du travail du DGB, les militants syndicaux préfèrent négocier des hausses de salaires plutôt que des avantages en matière de retraite. »

Le DGB formule tout de même certaines critiques. Ce n'est en effet qu'après dix années d'ancienneté qu'un salarié est assuré qu'il pourra percevoir une rente lorsqu'il cessera d'exercer un emploi. Cette disposition, qui constitue un puissant facteur de fidélisation, pourrait bien être battue en brèche par l'unification européenne qui s'accompagne mal des droits de la mobilité du personnel. Enfin, le mode d'indexation des pensions, parfois réévaluées une fois tous les trois ans en fonction de la seule évolution des prix, suscite régulièrement des récriminations. Malgré ces réserves, les syndicats allemands ne remettent nullement en cause les systèmes de retraite par capitalisation. Ils s'efforcent d'ailleurs de négocier leur extension aux entreprises de l'extradite.

J.-M. N.

La leçon d'épargne à l'anglaise de British Petroleum

LONDRES

de notre envoyé spécial

JOHN MARTIN, directeur des investissements du British Petroleum Pension Fund, est un homme modeste. « Notre fonds de pension est loin d'être parmi les plus importants du pays. Nous ne faisons même pas partie des dix premiers », insiste-t-il. M. Martin gère pourtant la bagatelle de 4,8 milliards de livres, soit 48 milliards de francs.

Bien que la plupart des petites entreprises ne soient pas dotées de tels mécanismes — à moins de recourir à des formules individuelles de capitalisation, la moitié de la population active, soit onze millions de personnes, devra se satisfaire des modestes pensions servies par la sécurité sociale — les fonds de pension britanniques disposent d'une puissance financière impressionnante. Alimentés par des contributions patronales et/ou salariales (1), les 100 000 organismes concernés totalisent environ 250 milliards de livres et concernent des salariés du privé ou du secteur public. Selon certaines évaluations, ils détiendraient 30 % de la capitalisation boursière de la City mais leurs placements s'orientent aussi vers l'étranger. Avant de quitter la rue de Rivoli pour Bercy, certains services du ministère des finances français n'étaient-ils pas locataires, en face du Louvre, d'un immeuble appartenant au fonds de retraite des postiers de Sa Gracieuse

Majesté ? L'utilisation de ces moyens considérables est assurée par les « trustees », personnalités désignées par la direction et par les syndicats. Après que l'entreprise ait fixé le montant des prestations, les « trustees » réalisent les placements sous le contrôle d'acteurs et parfois, comme chez BP, d'un comité d'investissement composé d'experts.

Dans la firme pétrolière, la gestion des ressources est celle d'un bon père de famille. Principe de base : ne pas mettre ses œufs dans le même panier et éviter en toute circonstance d'acquiescer des actions de BP afin de ne pas mélanger les genres. Pour assurer le paiement des pensions des 33 000 retraités et futurs retraités, le portefeuille constitué par les seules cotisations de l'entreprise (32 700 salariés cotisants) est réparti en actions (70 %), en investissements immobiliers (20 %) et en obligations et dépôts à terme (10 %). Jusqu'à 20 % des fonds sont placés à l'étranger : actuellement, notamment, un milliard de francs en France.

« Il ne s'agit pas de spéculer, mais d'assurer les retraites. D'ailleurs, comme tous les fonds de pension, nos résultats sont publiés chaque année. Les salariés peuvent comparer les performances et les nôtres sont bonnes », assure M. Martin, chiffres à l'appui. Les revenus de placement du BP Pension Fund ont atteint 250 millions de livres l'an passé, un résultat supérieur de 25 % à celui de l'année précédente et qui a permis non seulement de faire face aux engage-

ments calculés par les actuaires mais aussi de baisser la cotisation patronale, réduite de 40 % en trois ans.

Les bénéficiaires, exonérés d'impôts — de même, dans une large mesure, que l'employeur — perçoivent une pension qui, selon l'ancienneté, peut atteindre à soixante-cinq ans les deux tiers de la dernière rémunération. Un salarié embauché à quarante-cinq ans pourra quant à lui prétendre à une rente de l'ordre de 25 % de son salaire alors que la sécurité sociale anglaise distribue une modeste pension forfaitaire (2 300 francs par mois pour une personne seule).

En Grande-Bretagne, le calcul des rentes peut obéir à deux techniques différentes. Il peut s'agir soit d'un système à cotisation définie (la prestation, liée au rendement des placements, étant aléatoire jusqu'au dernier moment), soit d'un système à prestation définie. Ce dernier, qui fait peser l'essentiel des risques sur l'employeur — surtout lorsque celui-ci est l'unique cotisant, — jouit de la préférence des syndicats. De même, l'indexation des pensions peut varier d'un fonds à un autre. Un taux minimum de 5 % est garanti mais aucune obligation n'impose d'aller au-delà alors que la hausse des prix est de l'ordre de 8 % à 10 % en Grande-Bretagne.

J.-M. N.

(1) Les cotisations patronales sont de l'ordre de 2 % à 10 % du salaire, les cotisations salariales de 4 % à 6 %.

Les parvenus néerlandais de la capitalisation

AMSTERDAM

de notre correspondant

CARRELAGE noir marbré de blanc dans le hall, fer et aluminium doré dans l'ascenseur, épaisse moquette sombre dans les bureaux, plantes vertes innombrables et luisantes : le siège de la caisse de retraite PGGM à Zeist, ville moyenne du centre des Pays-Bas, exhale le même parfum d'aisance un peu capiteux qu'un duplex de parvenus.

Vingt-deux courtes années après sa création — à la suite de la fusion de 3 organismes assurant les salariés de certaines institutions médicales, paramédicales et médico-sociales en fonction de leur religion (catholique, protestante, neutre) — la PGGM est la première caisse de retraite du secteur privé néerlandais. Près de 8 500 établissements dits « de bien-être » y sont affiliés, et leur quelque 360 000 employés cotisent obligatoirement à

la caisse, dont les prestations concernent directement 850 000 personnes.

Au plan financier, la PGGM est l'archétype de la caisse de retraite néerlandaise. Gérée paritaires par les employeurs et les salariés, elle est un organisme à but non lucratif, qui engrange chaque année des bénéfices considérables... non soumis à l'impôt : près de 10 milliards de francs en 1990, revenus tirés d'un portefeuille d'investissements pesant 112,5 milliards de francs.

Le système des retraites aux Pays-Bas est ainsi conçu que toute personne atteignant l'âge de 65 ans reçoit, qu'elle ait ou non travaillé, une assurance-vieillesse financée par le budget de l'Etat et dont le montant ne dépend aucunement du passé professionnel du bénéficiaire mais de critères généraux, tels que la situation conjugale ainsi que l'âge et les revenus du partenaire. Toutefois, 80 % des Néerlandais actuellement actifs percevront en plus, lorsqu'ils cesseront de travailler, une retraite

complémentaire versée au titre de l'un des régimes d'assurance mis en place de façon conventionnelle par les partenaires sociaux au cours des 30 dernières années. Les salariés de la fonction publique cotisent ainsi à la caisse ABP et les salariés du secteur privé à l'un des nombreux fonds de retraite créés soit par leur entreprise (tel est le cas de Shell, de Philips ou d'Unilever), soit par plusieurs entreprises d'une même branche d'activité.

Réserves phénoménales

La PGGM appartient à cette dernière catégorie. Elle fixe elle-même le taux de la cotisation que supportent les employeurs et les salariés, soit respectivement 3,8 % et 5,2 % du salaire brut annuel. Il y a 3 ans, ces taux étaient de 8 % et de 7 %. Mais la baisse des recettes de la caisse — environ 4 milliards de francs en 1989 — est compensée par l'augmen-

tation du nombre des salariés et celle des rémunérations. L'évolution des salaires dans le secteur du bien-être est aussi le critère d'indexation qui s'applique automatiquement aux prestations de la PGGM. Celles-ci ont pour autre caractéristique d'être proportionnelles à la dernière rémunération perçue.

Mais le total (allocations vieillesse et retraite complémentaire) est plafonné à 70 % du dernier salaire annuel, et il faut avoir cotisé pendant 40 ans à la même caisse pour percevoir la pension maximale. Compte tenu de la jeunesse du système néerlandais, un tiers des retraités seulement en profite à plein. Mais, avec le temps, le montant moyen des pensions augmentera, de même que leur nombre : la PGGM n'en a sur 1, en 1990, que 60 000, toutes catégories confondues, pour un montant total de 2,7 milliards de francs.

Ses cotisants ayant en moyenne 38 ans et ses cotisants 43 ans, la PGGM mange actuellement son pain

blanc. Pour pouvoir faire face, demain, à ses obligations, elle investit la totalité des fonds disponibles : à 64 % dans des valeurs à taux fixe (obligations, emprunts d'Etat et réserves) et à 36 % dans des valeurs à rendement variable (actions : 18 %, et immobilier : 18 %). La prédominance des valeurs à rendement fixe est traditionnelle dans « la gestion de rentes » pratiquée par les caisses de retraite néerlandaises. La PGGM s'est cependant fixée pour objectif de porter, d'ici à 1995, la part des actions à 30 % et celle des investissements immobiliers, tels le centre commercial Nieuw Eindhoven et l'immeuble Wilson à la Défense, à 20 %.

Malgré ce n'est pas tant le goût du risque que la maîtrise que la perspective d'une rentabilité accrue.

Bénéficiant d'un statut fiscal particulièrement avantageux, les caisses de retraite néerlandaises ont constitué des réserves phénoménales : évaluées à quelque 362 milliards de florins, soit 1 086 milliards de francs.

elles représentent près du quart des réserves de tous les organismes de retraite de la CEE et 75 % du PNB des Pays-Bas : un record du monde, en même temps qu'un pactole qui fait rêver tous les gouvernements succédant à La Haye. Le premier ministre a récemment suggéré de prélever 10 % des réserves de l'ensemble des « zinszins » (soit 1 600 milliards de francs) et d'accorder, en échange, un allègement de l'impôt prélevé lors du versement effectif des pensions. Destinée à réduire la dette de l'Etat, ce mécanisme de perception anticipée de recettes fiscales a été rejeté par les caisses de retraite. PGGM en tête, peu enclins à financer le déficit public avec l'argent de leurs cotisants et sans doute peu soucieuses de voir les besoins financiers de l'Etat s'amoindrir : cela signifierait, en effet, moins d'emprunts à souscrire. Au grand jeu de la capitalisation, les malheurs financiers de l'un font le bonheur des autres.

CHRISTIAN CHARTIER

سكنى الاحول

صكرا ٥٠٠٠٠٠٠٠

AFFAIRES

Les banquiers allemands gardent le moral

L'invasion du Koweït par l'Irak et les coûts résultant de la réunification ont entamé les profits des banques allemandes. Mais elles restent optimistes pour 1991, malgré le ralentissement de la croissance

FRANCFORT

correspondance

CHER, très cher, le coût de la réunification pour les trois grands instituts de crédit ouest-allemands, la Deutsche Bank, la Dresdner Bank et la Commerzbank. Certes, ils ont chacun profité d'un gonflement - exceptionnel - de leur volume d'activité au cours de l'exercice écoulé, en raison de l'extrême vivacité de la demande de crédits tant en Allemagne qu'à l'étranger. Mais l'OPA de la RFA sur la RDA, puis la guerre du Golfe ont pesé de diverses manières sur leurs comptes.

Le 27 mars, la Deutsche Bank, première banque commerciale du pays, ouvrait le bal des traditionnelles présentations de bilan outre-Rhin. Les nouvelles n'étaient que modérément favorables. Chiffre d'affaires consolidé et résultat brut d'exploitation étaient certes en hausse (respectivement + 16 % et + 9,7 %), mais compte tenu de fortes provisions, la banque a annoncé un bénéfice net en baisse de 20 % par rapport à 1989, à 1,07 milliard de DM en 1990 (3,6 milliards de francs environ).

Comme ses consœurs, la Deutsche Bank a été affectée au premier chef par les turbulences

enregistrées sur les marchés des capitaux après l'invasion du Koweït par l'Irak. Ainsi, la Deutsche Bank a été obligée de constituer des provisions pour 161 millions de DM sur les actions et 42 millions de DM sur les obligations pour amortir les pertes de ses opérations en Bourse au cours du deuxième semestre de 1990, tandis que les profits résultant des transactions propres sur titres plongeaient de 28 % pour atteindre 600 millions de DM. Ces pertes ont toutefois été plus que compensées par les revenus nets d'intérêts, qui ont atteint 6,4 milliards de DM, soit un taux de croissance record de 20 %.

Exercice périlleux

Dans la mesure où la Deutsche Bank est la seule à avoir accepté, jusqu'à présent, de publier ses résultats globaux, une comparaison entre les trois grandes banques allemandes reste un exercice périlleux. Le détail des transactions propres sur titres ou à l'étranger n'apparaît pas, en effet, dans le bilan des autres établissements de crédit, qui se contentent de publier les résultats partiels d'exploitation (les recettes au titre des intérêts et des commissions, moins les frais de gestion).

Commentant les résultats pour 1990, jugés « particulièrement satisfaisants », le président du directoire de la Commerzbank, M. Walter Selpp, a toutefois indiqué, le 10 avril, qu'un bénéfice brut d'exploitation de 1,5 milliard de DM pour le groupe (et de 1,1 milliard de DM pour la maison-mère) « était à peu près exact », ce qui représente une croissance de 12,3 % par rapport à 1989. Mais ce bon résultat apparent, encore confirmé par le bénéfice partiel du groupe - 1,39 milliard de DM, soit une augmentation de 18,1 % - ne doit pas faire oublier, selon les experts, les faibles profits réalisés par la banque sur les transactions propres (à peine 100 millions de DM contre 600 millions pour la Deutsche Bank et 500 millions pour la Dresdner Bank), de même que le volume non négligeable des dépréciations sur titres, qui ont été, il est vrai, largement compensées par les produits hors exploitation.

Pour sa part, le président du directoire de la Dresdner Bank, M. Wolfgang Röller, a formellement démenti que la vente à Daimler-Benz, annoncée le 27 mars, de 10 % (sur les 23 % détenus par la banque) du groupe Metallgesellschaft, ait servi à embellir le bilan. « *Vu plus cette transaction que la venue de la part*

détenue dans les ciments Heidelberg ne figure dans l'exercice 1990 », a-t-il précisé, lors de la conférence de presse du 12 avril. De l'avenement de M. Röller, la crise du Golfe a durablement affecté les profits de la Dresdner Bank, avec une dépréciation des titres détenus en propre estimée entre 400 et 800 millions de DM. Résultat : à la différence des autres banques, le bénéfice brut d'exploitation au niveau du groupe a stagné en 1990 à 2,5 milliards de DM, même si le bénéfice partiel accusait une légère progression (+ 4 %) pour atteindre 1,95 milliard de DM.

Pour 1991, M. Röller reste toutefois optimiste, notamment en raison d'une évolution sur le marché des valeurs mobilières, qui devrait être « beaucoup moins problématique » que l'an dernier. Il a également jugé « très intéressantes » les perspectives pour des opérations avec l'étranger, malgré le ralentissement de la croissance dans de nombreux pays. En ce qui concerne l'Allemagne, la Dresdner Bank veut profiter de l'expansion de son réseau à l'est pour compenser le ralentissement de la croissance économique attendue outre-Rhin et dont les effets devraient se faire sentir sur la dynamique des opérations bancaires. Actuellement, la banque emploie 4 700 personnes dans les cinq nouveaux

Länder, dont 1 200 viennent de l'Ouest. D'ici à la fin de l'année, le nombre des succursales va encore augmenter, pour approcher les 160 agences.

Critiques à l'égard du gouvernement de Bonn

Sur l'Est, les responsables des grandes banques ouest-allemandes se sont montrées très critiques à l'égard du gouvernement de Bonn. Les mises en garde des dirigeants des grandes banques de Francfort, assez inhabituelles par leur virulence, visent avant tout le système des subventions - toujours en place à l'Ouest - pour l'extraction du charbon, l'agriculture, l'allègement social ou les zones défavorisées. Cet argent - plus de 130 milliards de DM chaque année - serait beaucoup mieux employé, selon eux, pour aider les cinq nouveaux Länder. A Francfort, on craint que les énormes investissements consentis depuis l'entrée en vigueur de l'union économique et monétaire, le 1^{er} juillet 1990, ne soient compromis si la reprise de l'activité tarde trop à l'Est.

Le président du directoire de la Deutsche Bank, M. Hillmar Kopper, a ainsi été obligé de reconnaître que l'activité dans les cinq nouveaux Länder n'était pas encore profitable. La Deutsche

Bank y emploie 8 500 personnes et dispose de 156 succursales, ce qui a « considérablement » augmenté les coûts de gestion, en raison notamment du gonflement des charges salariales, a-t-il précisé. Même chose pour la Commerzbank, où l'augmentation des effectifs a pourtant été limitée à 525 personnes, grâce à la mise en place d'un réseau propre d'agences à l'Est qui comprenait, à la fin de 1990, 50 unités et environ 750 employés.

L'augmentation des provisions sur les créances des pays endettés a également affecté les comptes des grandes banques allemandes. Elles ont cherché à accroître leur taux de couverture sur les « risques-pays » pour les porter en moyenne autour de 60 %. Les créances sur l'URSS ? Elles sont déjà considérées comme douteuses par la Deutsche Bank et la Dresdner, mais la Commerzbank refuse, pour l'instant, d'inclure l'Union soviétique parmi les mauvais payeurs. Malgré toutes ces difficultés, les banques allemandes auront finalement connu une année 1990 beaucoup plus favorable que leurs concurrentes américaines, japonaises, anglaises ou françaises. Elles restent optimistes pour 1991.

Ch. HOLZBAUER-MADISON

PORTRAIT

La bonne mine du PDG de Clarins

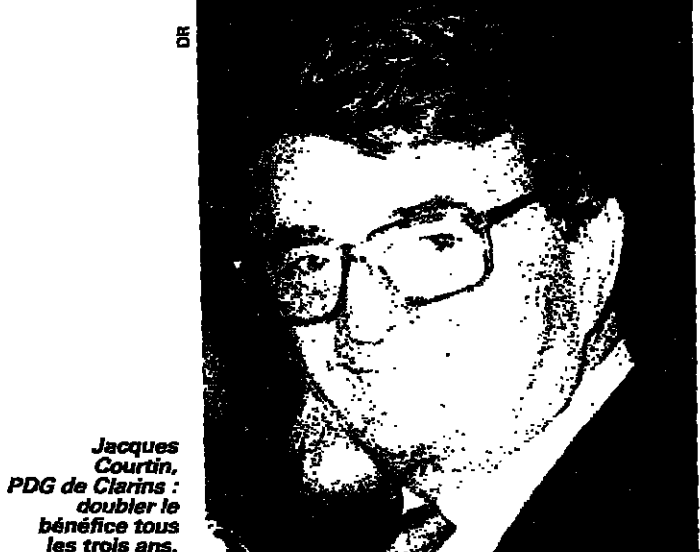
Jacques Courtin a bâti patiemment en quarante ans le premier groupe européen de produits de soins haut de gamme

MIEUX vaut ne pas demander son âge à Jacques Courtin, PDG de Clarins (spécialiste des produits de soins de beauté). C'est manifestement une question sensible : ses collaborateurs évitent de le mentionner, y compris dans les documents présentant l'entreprise. C'est donc « lorsqu'il était étudiant en médecine » que Jacques Courtin a commencé à « s'intéresser aux problèmes de peau des femmes, obliquant très vite vers la cosmétique.

Cet intérêt ne s'est pas démenti depuis près de quarante ans. Le succès non plus : les premiers instituts de beauté Clarins, créés en 1954, ont été le véritable berceau d'une entreprise qui est aujourd'hui, selon ses responsables, numéro un en Europe pour les produits de soins (catégorie luxe). Elle a réalisé en 1990 un chiffre d'affaires consolidé de 1,337 milliard de francs - dont les trois quarts à l'exportation (dans plus de cent pays), en progression de 33,9 % par rapport à l'année précédente. Une performance en période de crise. « *Jamais nous n'avons gagné autant de parts de marché* », s'exclame Serge Rosinier, vice-président-directeur général. « *Nous avons renforcé notre position de leader en France et en Grande-Bretagne. Nous sommes passés du cinquième rang au deuxième en Allemagne, et du troisième au deuxième en Italie* ». Même aux Etats-Unis, où l'entreprise est encore relativement peu implantée, les ventes ont progressé d'environ 30 %, pour atteindre 33,9 millions de dollars. Et le Japon est en plein boom : plus de 98 % en 1990, et une progression « plus que confortable » au premier trimestre. De quoi faire des jaloux lorsque les plus grandes marques de cosmétiques voient leurs ventes chuter.

Manifestement bien dans sa peau - une peau d'apparence fraîche, lisse et bronzée, comme il se doit -, Jacques Courtin s'enflamme : « *Nos produits sont à la base de notre succès. Ce ne sont pas des produits « marketing », ils correspondent à des besoins réels, identifiés dans les instituts de beauté où nous les utilisons : et nous les améliorons pendant un ou deux ans après leur mise au point par notre laboratoire* ». Selon lui, pas un des quatre-vingts produits signés Clarins qui n'ait subi moins de quarante modifications au cours des ans. « *On a dû renvoyer cent cinquante fois la crème pour les mains au labo* ».

Dès son origine, et bien avant que ce soit la mode dans l'industrie des cosmétiques, Clarins a misé sur la technicité du produit et le dialogue avec la consommatrice. En institut d'abord, puis, à partir de 1964, grâce



Jacques Courtin, PDG de Clarins : doubler le bénéfice tous les trois ans.

aux explications et aux cartes-clients incluses dans chaque emballage. Les observations faites par les consommatrices sont mises en ordinateur et communiquées au laboratoire. Un terminal trône sur le bureau du PDG, qui peut notamment consulter à chaque instant le « casier judiciaire » de chaque produit. Un gadget ? Voir. Clarins a utilisé son fichier pour interroger deux mille de ses clientes sur ce qu'elles reprochaient aux produits de maquillage et ce qu'elles souhaitaient trouver sur le marché. A partir des mille réponses reçues (preuve d'un dialogue efficace), la firme a élaboré une gamme de maquillage qu'elle vient de lancer.

Diversification avec Thierry Mugler

Pourquoi cette diversification dans une période où la conjoncture économique n'est guère favorable ? D'autant que Clarins a déjà lourdement investi depuis 1989. L'entreprise a notamment doublé ses capacités de production et pris une participation (34 %) en septembre dernier dans Thierry Mugler Triumvirat, d'une part, et dans Thierry Mugler Parfums (64 %), d'autre part. Cette filiale commune est destinée à propulser Clarins dans le monde des parfums, grâce à la griffe du créateur, qui en était également absent jusqu'à.

« *Nos grands concurrents jouent sur une gamme d'activités plus large* », constate Jacques Courtin. Or, en lançant des maquillages italiens, ils ont fait ce que nous aurions dû faire, nous qui nous préoccupons depuis toujours de la qualité de la peau. »

Arrivant plus tard, il se devait d'innover. Il a fallu trois ans à Clarins pour mettre au point un maquillage « anipollution » : puisqu'il doit rester à la surface de la peau, on lui confie le soin de barrer la route à tout ce qui attaque celle-ci (fumée de cigarette, oxyde de carbone, de soufre, etc.). Cette nouvelle activité devrait un jour représenter au moins 20 % du chiffre d'affaires, si Jacques Courtin a bien calculé son coup. Apparemment, il n'en doute pas.

Il aborde avec le même optimisme sa coopération avec Thierry Mugler, à une époque, pourtant, où le mode est plutôt morose. « *Mais Thierry Mugler est, comme nous, une entreprise qui progresse et gagne de l'argent malgré la conjoncture. Elle a, de plus, un fort potentiel de développement : relativement peu de licences ont été accordées. Le parfum et les accessoires représentent des opportunités de croissance importantes* ». Certes, à condition de réussir le lancement, prévu fin 1992. Le doute ne semble effleurer ni Jacques Courtin ni Serge Rosinier : « *Je ne vois pas pourquoi nous ne réaliserions pas un chiffre d'affaires consolidé de 2 milliards de francs en 1992* », lance ce dernier. Il est vrai que Clarins a pris le bénéfice net à crû moins rapidement l'an dernier, la marge nette est quand même de 12 % environ. Quant au cours de l'action (l'entreprise familiale a été introduite au second marché fin 1984), il a été multiplié par vingt en six ans. Comme se plaît à dire Jacques Courtin : « *Nous ne vendons pas du rêve, mais des résultats* ». En effet.

MARTINE LEVENTER

Le réveil de Next

Steve Jobs, le fondateur de Next, après avoir été celui d'Apple, semble renouer avec le succès, grâce à sa nouvelle station de travail

SAN FRANCISCO

correspondance

A l'arrière-plan de l'immense salle du conseil d'administration, la baie de San Francisco se découpe finement entre les persiennes à demi closes et les ordinateurs futuristes. Dans le bureau voisin, celui de Steve Jobs, le célèbre créateur d'Apple, gisent pêle-mêle quelques cartons vides servis du cube multicouleur, le logo de Next. L'enfant terrible de l'informatique moderne, en jeans, le regard dérivé de cette quête d'assentiment qui le caractérise et la voit maîtrisée, malgré quelques tons d'aigue, corrobore la thèse en vigueur dans la Silicon Valley : « *Il a changé* ». D'ailleurs, à trente-cinq ans, le célibataire le plus recherché d'Amérique a, épousé, le mois dernier, une étudiante de la Stanford Business School. Comme un bombeur n'arrive jamais seul, Next, jadis fragile, consolide progressivement sa place sur le segment des stations de travail, ces ordinateurs, particulièrement doués dans le domaine du graphisme, conçus initialement pour les ingénieurs, mais qui intéressent une cible de plus en plus large (financiers, formateurs, etc.).

La déception des fidèles

Le 5 septembre 1985, Steve Jobs quitte Apple avec amertume. Le PDG qu'il a recruté, John Sculley, le pousse à la démission. En réaction, il crée Next (« prochain »), l'entreprise qui doit accoucher d'un ordinateur révolutionnaire sous deux ans. Malgré une équipe de programmeurs dévoués à sa cause, la machine ne parvient pas à sortir des laboratoires. Certes, Apple poursuit Steve Jobs en justice afin de freiner ses progrès. Mais surtout les dysfonctionnements du système d'exploitation (le logiciel qui donne des instructions à la machine) requièrent plus de temps de développement que prévu.

Finalement, en octobre 1988, dans un cérémoniel grandiose, Steve Jobs

dévoile le nouvel ordinateur et dévoile ses fidèles. Malgré son avance technologique, le produit ne « colle » pas au marché. Celui-ci aspire à la standardisation, or le système d'exploitation de Next, quoique inspiré d'Unix, ne permet pas d'utiliser la librairie de logiciels déjà développée pour les stations de travail. Le prix de vente, 7 000 dollars, est trop élevé pour les universités, cible initiale de Next. D'autre part, la stratégie de distribution de Next échoue. Businessland, chargé de la commercialisation auprès des entreprises, s'enfonce dans un océan de pertes et ne peut assumer ses responsabilités. Enfin, Steve Jobs s'est entêté à remplacer les traditionnelles disquettes par une mémoire d'avant-garde, le CD-ROM, disque compact pour enregistrer les données, trop lent et coûteux. Conséquence, les ventes ne décollent guère.

Le produit de la dernière chance

Le temps passe et les 20 millions de dollars investis dans le développement ne suffisent guère. Les bailleurs de fonds, Stanford University, Ross Perot (le fondateur d'Electronic Data System, première société de services en informatique dans le monde et filiale de General Motors) disposent de larges ressources. Aussi Steve Jobs se penche-t-il vers Canon, avec qui il a mis au point l'imprimante à laser Laserwriter d'Apple en 1984. La firme nipponne ajoute 100 millions de dollars de trésorerie en échange des droits de distribution en Asie et d'une portion du capital. « *Next ne s'arrêtera jamais faute d'argent* », explique Steve Jobs (dont la fortune personnelle est évaluée à 300 millions de dollars).

Assurée de survivre, l'équipe de programmeurs améliore la Next-station. En deux ans, ils ajoutent la couleur, améliorent l'interface utilisateurs et attirent pléthore de développeurs. Des logiciels d'application dont le traitement de textes Word Perfect ou le tableur Lotus deviennent disponibles dès 1990. La rapidité du pro-

cessus (Motorola 68040) et la boîte à outils logiciels pour faciliter la réalisation d'applications séduisent les entreprises qui effectuent des développements internes. Enfin les prix sont revus à la baisse : moins de 32 000 francs HT pour la moins chère de la gamme. Quand Steve Jobs annonce le produit de la dernière chance, il a déjà en poche gagné. « *Il m'a toujours fallu deux essais pour réussir mes ordinateurs chez Apple, confie-t-il. Chez Next, je n'ai pas échoué à la règle* ».

En 1990, Next se classait en septième position mondiale sur le marché des stations de travail, selon la société d'études IDC, derrière les américains Sun, Hewlett Packard, Digital Equipment, IBM, Intergraph et le japonais Sony. Mais, lors du trimestre écoulé, l'entreprise de Redwood City livre 800 machines, soit 20 % des stations de travail vendues dans le domaine commercial, selon Dataquest. Cela permet à Steve Jobs d'être résolument optimiste : « *En divisions, nous dépasserons bientôt notre secteur et dépasserons bientôt Hewlett Packard* ». Il compte passer la barre des 50 000 machines en 1991. Déjà, à Wall Street, on envisage que Next réalisera 100 millions de dollars de chiffre d'affaires en 1992. « *Pourquoi pas ?* », dit le fondateur. Cela permettrait à son équipe de s'enrichir après plusieurs années de sacrifices.

Cependant, la partie n'est pas jouée. « *L'insularité de leur système d'exploitation limite leur potentiel* », selon Laura Segerwall, de Dataquest. Les concurrents, dont Sun Microsystems et Apple, observent avec attention l'évolution de Next. Son succès, même passager, dérange leurs plans. Mais, confie l'un des proches de Steve Jobs, « le plus grand danger vient du fondateur de Next lui-même et de sa suffisance ». « *Un fondateur pour la tête, rétorque le fondateur. Avec le temps, j'ai appris que dominer son succès permet de vaincre sur le long terme. Je donnerai l'exemple en essayant de demeurer modeste* ». Il a vraiment changé.

ALEX SERGE-VIEUX

Le Monde
DOSSIERS ET DOCUMENTS
NUMÉRO SPÉCIAL
EUROPE : L'ENGRENAGE DU MARCHÉ UNIQUE
116 pages 45 F
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

L'HERMÈS Editeur
Tél. (1) 46 34 07 70
L'essentiel sur TECHNIQUES DU COMMERCE INTERNATIONAL
par M.P. JEANDAT
et F. MOREAU
Diffusion MEDILIS SA
9 rue Séguier 75006 PARIS

AFFAIRES

Le tourisme populaire franchit les frontières

L'association Villages-Vacances-Familles a trouvé, après de longues pérégrinations, des partenaires pour créer des centres de séjour internationaux

Le tourisme familial ne doit pas être bloqué dans les frontières nationales : en ouvrant coup sur coup son deuxième et son troisième Eurovillage (des centres de séjour construits en commun avec des partenaires étrangers), neuf ans après le premier, l'association Villages-Vacances-Familles, du groupe de la Caisse des dépôts, commence à vraiment accomplir son vœu.

« Les jeunes et les gens aisés peuvent franchir les frontières, non les familles, notamment celles aux revenus modestes », s'indignait récemment Edmond Maire, président de VVF, ancien secrétaire général de la CFDT, le jour même de l'inauguration de l'Eurovillage d'Obernai, en Alsace. VVF, qui gère aujourd'hui 186 équipements représentant 67 000 lits, avec un chiffre d'affaires de 845 millions de francs, s'est depuis longtemps heurtée à cet obstacle, et la même protestation avait déjà été exprimée par André Guignand, le prédécesseur d'Edmond Maire à la tête de l'association et européen convaincu. Avec un second motif : les centres de VVF, qui refusent du monde en été, ne font le plein que quatre mois sur douze. En s'associant avec des étrangers, ne pouvait-on, en jouant sur les différences d'habitudes et de calendrier de vacances, allonger la « saison » ?

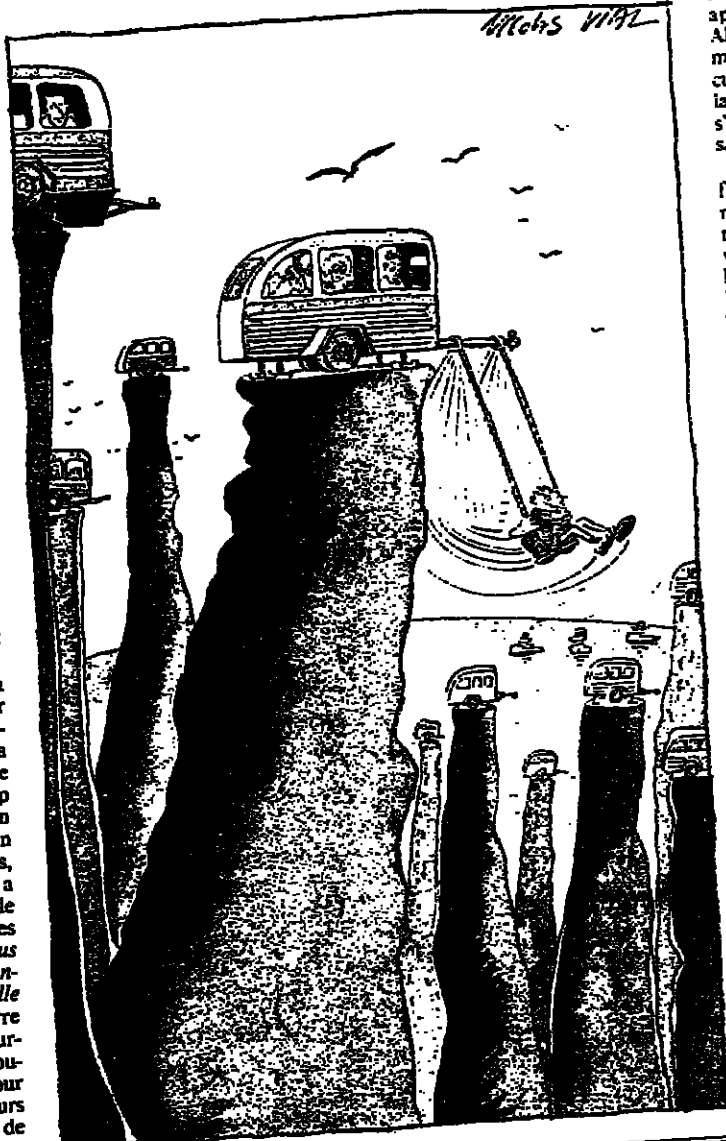
André Guignand avait rallié à son idée Raymond Stelandre, son homologue à la tête de l'association belge Loisirs et Vacances, service vacances du mouvement ouvrier chrétien, né comme VVF du catholicisme social : au lieu de se contenter d'échanger des droits de séjour dans des centres de vacances (ce qui se fait un peu), pourquoi ne pas s'associer pour en construire ensemble ? C'est ainsi qu'est née, en 1974, l'idée des Eurovillages, impliquant un part-

enariat complet et durable, de la conception à la gestion : chaque partenaire s'engage à occuper le village à due proportion de sa participation dans la construction et la gestion.

Elargir le groupement

Conséquence : les équipements doivent être adaptés aux normes des associés (« Nos villages comportent quarante mètres carrés par couple », Les Danois en prévoient cinquante », souligne Jean-Pierre Noël, directeur général de VVF) : les services doivent être organisés pour favoriser rencontres et échanges « internationaux ». Un groupement européen d'intérêt économique (GEIE) a été formé pour délivrer le « label », qui garantit la présence d'un personnel bilingue ou trilingue, l'existence d'espaces « culturels », comme une bibliothèque, et l'organisation de rencontres : il compte aujourd'hui huit adhérents, appartenant à sept pays (France, Belgique, Allemagne, Suisse, Italie, Espagne et Portugal).

Il a cependant fallu huit ans à VVF et à Loisirs et Vacances pour ouvrir en 1982 le premier Eurovillage de 820 lits au cap d'Agde, sur la côte languedocienne, et neuf encore pour le deuxième. Non que le cap d'Agde n'ait pas marché : avec son personnel en majorité français, son directeur et des animateurs belges, comme 40 % de ses « clients », il a un taux d'occupation supérieur de 10 % aux installations comparables de VVF : « Les Belges sortent plus volontiers hors saison que les Français : cela allonge la durée annuelle de remplissage », dit Jean-Pierre Noël. Mais les projets se sont heurtés à la difficulté d'obtenir des pouvoirs publics des contributions pour des équipements situés hors de leurs pays, et surtout à celle de trouver de vrais partenaires, ayant les mêmes



intérêts et la même vocation sociale, mais aussi la capacité de réunir appuis et financements. Ainsi en Allemagne, André Guignand et Raymond Stelandre ont longtemps discuté avec Touring Europe, filiale de la centrale syndicale DGB, avant de s'apercevoir que celle-ci ne s'intéressait qu'au tourisme automobile.

C'est en fait un regroupement familial, le Deutsches Familienferienwerk, qui réunit les trois organismes réalisateurs de villages de vacances (catholique, protestant et laïque), qui participe aujourd'hui à l'Eurovillage d'Obernai : ces associations, qui gèrent au total 172 centres (50 000 lits), apportent l'équivalent de 15 millions de francs (directement ou en subventions de l'Etat fédéral et du Land frontalier de Bade-Wurtemberg), permettant d'ajouter deux pavillons aux trois ouverts en février.

A Bruxelles, c'est un petit hôtel trois étoiles - « Le tourisme social ne doit pas être un tourisme de pauvres », dit Raymond Stelandre - qui a été réalisé par Loisirs et Vacances pour un montant d'environ 57,4 millions de francs français (dont près de 34 millions de subventions du ministère du tourisme français) : il a ouvert le mois dernier dans le quartier Schuman, à cent mètres des Communautés. VVF et Relais Soleil (autre association française, qui gère dix-huit villages de vacances en France) ont pris chacun 17 % de la société de gestion.

Retard en Italie

Cette fois, le mouvement paraît bien lancé. Eurovillage a trouvé aussi des partenaires en Espagne et au Portugal : respectivement IGS et Aportal, des coopératives de construction dans la mouvance des centrales syndicales. Courant 1992 doit ouvrir à Séville un autre hôtel,

construit sur la commune limitrophe de Gines, non loin du site de l'Exposition universelle, avec une participation de 30 % de VVF, et en 1993, un village à Comporta, sur la côte près de Lisbonne, associant Aportal (52 %), VVF (24 %), Relais Soleil (12 %) et Loisirs et Vacances (12 %). Deux autres devraient aussi déboucher assez vite : Denis, sur la côte méditerranéenne entre Valence et Alicante, Evora au Portugal.

Parallèlement, plusieurs centres existants doivent, moyennant quelques transformations, pouvoir s'enrichir de participations étrangères et obtenir le label Eurovillage : Port d'Albret (de VVF), sur la côte landaise, dont IGS prendra 30 %, dès 1991, plus tard Coq-sur-Mer (de Loisirs et Vacances), sur la côte belge, et deux villages savoyards, l'un appartenant à VVF, aux Saïsis, l'autre à Relais Soleil, près d'Evian, pour lesquels on cherche encore les partenaires. Et l'on songe, à côté des « villages traditionnels » et des hôtels dans les grandes villes « européennes », à créer des « eurovillages », plus modestes, dans des campagnes. Tout en cherchant des partenaires dans d'autres pays (Grèce, voire Hongrie).

Mais, sauf pour les opérations en cours, la prudence est de rigueur sur le calendrier, en raison des difficultés de bouclage des financements : les responsables du GEIE souhaitent notamment obtenir des subventions du FEDER (Fonds européen de développement économique régional), mais tous les sites ne figurent pas dans les régions qu'il a définies. Prudence justifiée : les sept Eurovillages prévus en Sardaigne et sur la côte sud de l'Italie, par ETSS, organisme de loisirs proche de la centrale syndicaliste socialiste CISL, avec VVF, Loisirs et Vacances et l'Innsud, la société d'Etat chargée du développement touristique du Mezzogiorno, tardent toujours à sortir.

GUY HERZLICH

La moto à l'âge de raison

Les fanatiques du deux-roues vieillissent. Ils recherchent plus l'agrément que les performances. Yamaha, numéro un sur le marché français, en a tiré les conséquences

Au royaume de la moto, les canons de la beauté évoluent. Les clés de la réussite commerciale ne passent plus seulement par la mise en avant d'arguments exclusivement sportifs ou même esthétiques. La moto doit s'adapter à son environnement, c'est-à-dire au vieillissement relatif d'une clientèle qui s'assagit et tend à se préoccuper davantage de l'agrément de conduite que des performances.

Présentée sur les routes de Corse par l'importateur Sonauto, la gamme Yamaha 1991 - leader sur le marché français depuis deux ans - reflète cette nouvelle tendance avec le lancement de ses deux principales nouveautés : la TDM 850 et la XTZ 660 Ténéré. « La clientèle devient plus raisonnable. Ceux qui l'on pourrait appeler les purs et durs, attirés par des machines très typées comme les customs et les sportives, ne représentent que 20 % du marché. Désormais la plupart des acheteurs sont des citadins exécutés par les encombrements - d'où l'essor des scooters - et surtout, des consommateurs qui opèrent un compromis entre la moto-passion et la moto-pratique », souligne M. Jean-Claude Olivier, directeur du département Yamaha chez Sonauto.

En effet, c'est largement le créneau des trail-bikes (38 % des ventes en France), gros monocylindres ou plus rarement bicylindres qui ont fait leurs preuves sur le Paris-Dakar, qui constitue l'élément dynamique du marché de la moto qui a enregistré une croissance de 11 % l'an dernier (123 129 immatriculations) et n'a chuté « que » de 11 % au cours des premiers mois de l'année alors que l'automobile enregistrerait un recul plus marqué. Ce type de machine, adapté à l'usage urbain comme à la route et - à condition de ne pas trop en faire - au tout-terrain, contribue notamment à faire revenir à la moto des trentenaires qui l'avaient délaissée quelques temps pour des motifs familiaux ou professionnels.

Le boom des scooters

Reste que, si elle possède désormais des revenus comparables à la moyenne des Français (8 250 francs par mois), la clientèle, imperceptiblement, prend de l'âge : le motard d'aujourd'hui a entre vingt-quatre et vingt-huit ans, soit un vieillissement de quatre ans depuis 1985. Malgré le boom des scooters et des modèles de petite et moyenne cylindrée, le

deux-roues s'est banalisé et n'est plus le symbole d'indépendance d'antan. « Les plus jeunes sont moins attirés par la moto. Cela nous pose un problème pour l'avenir », reconnaît Jean-Claude Olivier. Fort de sa nouvelle gamme, Yamaha - qui créera prochainement une société commune avec Sonauto pour commercialiser ses produits - compte néanmoins consolider en 1991 sa première place sur le marché français (28 % des ventes avec 34 956 immatriculations l'an dernier) devant Honda (22 %).

Plus légère que la Super Ténéré 750 cm³, la nouvelle Ténéré 660, équipée d'un refroidissement liquide, souffre parfois d'un manque de puissance mais elle fait preuve d'une remarquable stabilité... y compris à l'arrêt, où les petits gabarits apprécieront sa hauteur de selle raisonnable. Quant à la TDM 850, dont le moteur bicylindre est directement dérivé de Yamaha du Paris-Dakar, elle dispose d'un couple moteur qui permet une conduite souple et peu éprouvante mais aussi d'une ligne compacte agréable.

JEAN-MICHEL NORMAND

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 25, rue Frédéric-Sauton F. dim. Park.	12 h 30-14 h 30, 20 h 23 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix, dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.
ALSACE A PARIS 43-26-89-36 9, pl. Saint-André-des-Arts, 6 ^e T.I.J.	Au cœur du QUARTIER LATIN, de 12 h à 2 h du mat., dans un cadre à découvrir. Déj. Diner. Grillades. Choucroutes. Poissons. Coquillages. Salons pour 16, 30, 30, 60 couverts. Pour groupes, nous consulter.
YUGARAJ 43-26-44-91 14, rue Dauphine, 6 ^e F. lundi	SPÉCIALITÉS INDIENNES. « De tous les indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » Christian Millau (Gault-Millau).

"NOUS NE POUVONS AGIR QUE SUR L'AVENIR."

Bertrand de Jouvenel

La Fondation HEC remercie les entreprises qui ont répondu favorablement à la demande qui leur était faite d'être parmi les toutes premières à rejoindre le Collège des Fondateurs, créé le 30 janvier 1991.

ARTHUR ANDERSEN
BANQUE NATIONALE DE PARIS
BOUYGUES
CIMENT FRANÇAIS
COMPAGNIE FINANCIÈRE DE PARIBAS
COMPAGNIE GÉNÉRALE DES EAUX
CRÉDIT LYONNAIS
ECCO
EDF-GDF
ERNST & YOUNG AUDIT ET CONSEIL
FINADIN SA
FRANCE TELECOM
GROUPE CASINO
GROUPE NOUVELLES GALERIES
HEWLETT PACKARD
MARS & CO.
ORCOFI
PERNOD-RICARD
PRICE WATERHOUSE
PROCTER & GAMBLE
SCHNEIDER SA
STRAFOR FACOM
(liste arrêtée au 19 avril 1991)

Dans le cadre d'un accord de partenariat, ces entreprises renforceront les liens entre la communauté des affaires et le monde académique. Elles permettront au Groupe HEC - avec l'aide de la Fondation HEC, des Associations d'Anciens Elèves HEC et ISA et de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris - de mettre en œuvre la stratégie arrêtée à l'horizon 1995 : croissance, internationalisation, développement du Corps Professoral et de la Recherche.

LA FONDATION HEC EST RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE DÉCRET DU 5 JUILLET 1971
Pour tous renseignements, téléphonez au 39 67 72 11



FONDATION HEC

سكز انا الاصل

COURSE DU

La banque Fleet/Norstar reprend la Bank of New England en faillite

Déclarée insolvable après avoir subi une perte globale avoisinant les 2 milliards de dollars, en dépit de la cession de plus de 6 milliards d'actifs et du licenciement de 6 000 personnes, la Bank of New England n'avait échappé à la faillite que grâce au concours exceptionnel du Trésor, qui avait injecté plus d'un 1 milliard de dollars dans ses comptes.

SERGE MARTI

Cerus annonce une perte de 2.2 milliards de francs pour 1990

L'endettement de Cerus, mais aussi les provisions comptabilisées pour la cession des titres Société générale de Belgique (vendue au groupe Suez) au cours du premier semestre 1991 ont eu un lourd impact sur ses résultats : son exercice 1990 se clôture avec une perte consolidée (part du groupe) de 2,2 milliards de francs. Ces différentes opérations permettent à Cerus de réduire son endettement ramené désormais à moins d'un milliard de francs.

VALEURS	Cours de 23 avril	Cours de 24 avril
Alcan	68 1/2	70
AT&T	36 1/2	37 1/8
Bearing	47 1/2	47 3/4
Chem. Washington Bank	19 1/4	19 1/4
De Pont de Nemours	40 1/2	41 1/4
Essex-Kellogg	43 1/2	43 5/8
Exxon	80 7/8	80 7/8
General	33	33 1/4
General Electric	72 7/8	73 1/8
General Motors	27 1/2	28 1/8
Goodyear	51 1/2	51 3/8
IBM	108 3/4	108 1/4
ITT	57 1/2	57 1/2
Mobile Oil	98 1/8	98 3/8
Polar	52 5/8	54 5/8
Schlumberger	62 3/8	63 1/8
Shell	67 3/4	68 1/8
UAL Corp.-ex-Allegre	157 1/2	159 3/8
United Carbon	17 7/8	18 1/8
USX	32 1/2	33 1/8
Westinghouse	28 5/8	29 1/8
Xerox Corp.	58 1/4	59 1/4

Selon les professionnels, les investisseurs hésitent à s'engager, l'attente est de rigueur. De plus, la baisse des cotations du titre est particulièrement le constat est toutefois unanime : les valeurs sont très minimes. Ces quelques titres ont été achetés par des banques, telles que AGF (Assurances générales de France) qui ont fait l'objet d'un rachat de 500 millions de francs au prix de 542 francs dans le cadre, murmure-t-on sur le marché, d'un relancement international. Cette opération a permis d'acquiescer à la cession de 500 millions de francs qui avaient été traités à la mi-journée, sur le marché à règlement mensuel. Les investisseurs institutionnels des assurances-Dunelm, dont le bénéfice annuel pour l'exercice 1986 se présente des pertes (sur l'exercice 1985) de 1,422 milliard de francs perdus plus de 2,5 % pour un volume de 122 000 titres. Eurodynamie a perdu 12,7 %, et les autres assureurs ont subi des pertes ; les opérateurs ont justifié leur mouvement par des informations issues dans le presse, selon lesquelles les détenteurs du titre pourraient demander à l'emprunt de changer en raison d'un litige avec un sous-traitant. C'est, le holding français de 122 000 titres, qui a subi une perte de 2 % pour 37 000 titres. L'anonce de son désengagement d'Yves Saint Laurent (14,9 %) n'a pas été bien accueillie par le marché.

L'essentiel de l'activité a consisté en des ajustements de position avant la série de jours fériés de la semaine prochaine, ont rapporté les opérateurs. Comme le constate un trader de Lehman Brothers japonais avec ces jours fériés en vue et en l'absence de facteurs de soutien, le marché a été entamé par des ventes par petits lots.

VALEURS	Cours du 24 avril	Cours du 25 avril
Alcatel	781	840
Bridgestone	1 080	1 090
Citron	1 580	1 570
Fuji Bank	2 600	2 610
Honda Motors	1 370	1 370
Massachusetts Electric	1 730	1 720
Missubishi Heavy	765	755
Sony Corp.	6 500	6 350
Toyota Motors	1 820	1 800

La plupart des valeurs ont perdu du terrain, notamment les banques, les pétrolières, les groupes de distribution alimentaire et les brasseries.

mardi 23 avril, à la Bourse de Varsovie n'a pas provoqué autant d'émotion que celle de la semaine précédente. En effet, si au cours de la journée du 16 avril, marquant la réouverture de la place polonaise après un demi-siècle d'interruption, quatre des cinq valeurs actuellement négociées étaient en hausse (le Monde du 18 mars), il en est allé tout autrement cette semaine-ci. Les actions de la Pologne, inquiétante de ces jeunes privatisées ont sensiblement affecté leurs cours boursiers. Ainsi, les verreries de Krosno sont restées incrochables à la baisse. Tonsil (électrococtique) et Prochnik (fabricant d'imprimables) ont respectivement abandonné 10 et 15 pour cent de leurs cotes de Slask demeurant inchangées. Le groupe de construction Exbud a confirmé sa progression en gagnant 10 %.

□ Devalany et Indreco reprennent *Maugia* (vêtements d'enfants), les groupes textiles Devalany et Indreco, présidés par M. Léon Chyng, ont repris le repère de vêtements d'enfants *Maugia*, qui doit leur permettre de constituer un « pôle enfant » pesant « très rapidement » environ 400 millions de francs de chiffre d'affaires. Le Fonds creé en 1959 a été racheté par Louis Maugia et réalisé en 1990 un chiffre d'affaires de 135 millions de francs pour un résultat net de 6 millions. La société réalise aujourd'hui plus de 65 % de ses ventes à l'exportation. Devalany et Indreco disposent déjà de deux magasins dans le vêtement d'enfant. Jean-Louis Chyng, directeur général des deux groupes textiles, présente environ 3,5 milliards de francs de chiffre d'affaires.

□ **Laura Ashley** : augmentation de 43 % des pertes en 1990. - Laura Ashley Holdings, le groupe britannique de confection et d'aménagement de la maison, annonce une augmentation de 43 % de ses pertes l'an dernier au cours d'un exercice marqué notamment par l'entrée d'un groupe de distribution japonais, Jusco dans le capital. Laura Ashley a subi une perte nette de 1,6 millions de livres (2,6 millions de francs) contre 4,7 millions en 1989. Le chiffre d'affaires a progressé de 10 % à 327,5 millions de livres contre 296,6 millions et les stocks ont été réduits de 38 %.

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 **TAPEZ**
LE MONDE

COURS		ÉCHÉANCES			
	Jun 91	Sept. 91	Déc. 91		
Dernier	106,52	106,56	106,64		
Précédent	106,72	106,68	106,08		
Options sur notional					
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE		
	Jun 91	Sept. 91	Jun 91	Sept. 91	
107	0,49	1,25	0,85	1,50	
CAC 40 A TERME					
(MATIF)					
Volume : 7 666.					
COURS		Avril	Mai	Jun	
Dernier	1 783,50	1 796,50	1 783		
Précédent	1 785	1 795	1 785,50		

Le dollar a clôturé en hausse jeudi 25 avril à Paris. La devise verte s'est échangée à 5,9210 francs contre 5,8540 la veille. A Tokyo, le billet vert s'affichait également en hausse jeudi 25 à 137,87 yens, soit un gain de 0,32 yen par rapport à la clôture de la veille à 137,55 yens.

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)		
	23 avril	24 avril
Valeurs françaises...	116,90	116,70
Valeurs étrangères...	112,80	112,60
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	480,49	479,31
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 781,83	1 782,03

Industrielles.....	2 930,45	2 949,58
LONDRES (Indices « Financial Times »)	23 avril	24 avril
100 valeurs.....	2 583,80	2 488,60
30 valeurs.....	1 965,80	1 952,50
Mines d'or.....	143,59	144,59
Fonds d'Etat.....	84,96	84,99

(effets privés)

Paris (25 avril).....	9 3/4-7/8 %
New-York (24 avril).....	5 13/16 %

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UNE MOIS		TROIS MOIS		SEIZ MOIS	
	+ ann	+ ann	+ ann	+ ann	+ ann	+ ann	+ ann	+ ann
\$ E.-U.	5,8990	5,9010	+ 155	+ 165	+ 300	+ 320	+ 850	+ 810
\$ can.	5,1891	5,1131	- 12	- 6	- 19	- 11	- 51	- 3
Yen (100)	4,2746	4,2792	+ 37	+ 46	+ 78	+ 98	+ 280	+ 31
DM	3,5724	3,5745	+ 2	+ 17	+ 2	+ 23	+ 15	+ 2
£ (100)	16,2592	16,2587	+ 10	+ 6	+ 10	+ 10	+ 48	+ 4
FF (100)	16,2592	16,4050	+ 8	+ 60	+ 10	+ 110	+ 46	+ 2
FS	4,0129	4,0170	+ 36	+ 36	+ 43	+ 62	+ 181	+ 2
£ (1 000)	4,5641	4,5641	+ 23	+ 130	- 150	- 154	- 543	- 2
DM (1 000)	2,9811	2,9204	- 265	- 176	- 176	- 176	- 197	- 2

S-EU	5 7/8	6 3/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 3/16	6 5/8
Yen	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/4	8 1/16	8 1/16	8 15/16
DH	8 11/16	8 3/8	8 7/8	9	9	9 1/4	9 1/4
Flats	8 3/2	9	8 5/16	9 1/16	9	9 3/16	9 3/16
FR (100)	8 1/4	9 1/8	8 7/8	9	9	9 1/4	9 7/8
RS	8 1/8	8 1/4	8 5/16	8 3/4	8 5/16	8 3/16	8 3/16
L (1000)	11 3/8	12 3/8	11 3/8	11 3/4	11 3/8	12 3/4	11 5/8
LC	11 3/4	12	11 7/8	12	11 3/4	11 1/2	11 5/8
Pace	9 11/16	9 13/16	9 5/16	9 5/16	9 3/16	9 5/16	9 7/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués fin de matinée par une grande banque de la place.

ENTREPRISES
à 22h15 sur RTI

Judi 25 avril
Raymond Lambert,
directeur général de la BNP,
« Le Monde Affaires »
du 26 avril publie une enquête
sur les fonds de pension.

Vendredi 28 avril
Edme Narot,
président du Comité
des expositions de Paris.

**Association des Traducteurs
Diplômés de l'Université de Londres**

Vous propose une équipe de traducteurs
FRANÇAIS et ANGLAIS
Tél. : 47-07-77-13 - 45-55-92-94 - 45-79-41-66
B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07
Siège social : Institut britannique de Paris

هكذا من الأهل

SPORTS

FOOTBALL : vainqueur de Moscou (2-1), l'OM en finale de la Coupe d'Europe des clubs champions

Marseille, la belle effrontée

L'Olympique de Marseille s'est qualifié pour la finale de la Coupe d'Europe des clubs champions en dominant sans difficulté l'équipe soviétique du Spartak de Moscou (2-1), mercredi 24 avril au stade-vélodrome, à l'occasion du match retour des demi-finales. Le 29 mai, à Bari (Italie), les Marseillais affronteront les Yougoslaves de l'Etoile rouge de Belgrade, également qualifiés malgré leur match nul à domicile contre le Bayern de Munich (2-2). Après Reims, Saint-Etienne et Bastia, l'OM est la quatrième équipe française à accéder à une finale européenne. Elle pourrait être la première à gagner un tel trophée. A Marseille et dans le reste du pays, le « phénomène OM » dépasse largement le cadre du football.

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

La voilà donc, cette finale. Attendue depuis quinze ans, entrevue l'an dernier, promise cette année, elle s'offre enfin à l'Olympique de Marseille. Le 29 mai, l'équipe phocéenne fera bien le voyage de Bari, dans le sud-est de l'Italie, au rendez-vous de l'apothéose dont elle rêve. Elle ira au devant de cette Coupe d'Europe qu'aucun club français n'a jamais gagnée, malgré trois tentatives (Reims, Saint-Etienne et Bastia). Quinze ans après les « verts » stéphanois et leur défaite de Glasgow contre le Bayern de Munich, l'OM affrontera les Yougoslaves de l'Etoile rouge de Belgrade en un duel inédit.

Au terme d'une partie languissante comme une interminable formalité, le club olympien s'est logiquement acquitté de sa tâche, mercredi soir, en écartant un insupportable Spartak de Moscou (2-1, buts d'Abdel Pelé et de Basile Boli), déjà dominé au match aller en Union soviétique (3-1). Cette qualification, plus que l'accession au succès face à un adversaire amorphe en première période, Marseille l'a fêlée jusqu'à l'excès, entre Canebière et Vieux-Port, averses bloquées et drapeaux au vent. Une célébration exubérante, marseillaise, gâchée par de sérieux incidents dans le centre-ville (voir notre encadré).

Reranché de la « Naples française »

Dans l'attente du lointain voyage vers cette Italie du soleil que des milliers de supporters promettent de rallier « à pied, à cheval ou en barque », la ville entière a savouré son succès sans retenue, boulimique et passionnée, comme pour mieux s'identifier à son club. En fait, si l'AS Saint-Etienne des années 70 était l'équipe de la France profonde, des mines du Forez aux bistrots de Belleville, si les oriflammes vertes fleurissaient jusque dans les charcuteries du Pas-de-Calais, l'OM de 1991, lui, est avant tout l'équipe d'une ville, d'une région. Certes, Jean-Pierre

Papin et ses coéquipiers séduisent la plupart des amateurs de football du pays. Mais l'euphorie véritable est moins diffuse, plus concentrée qu'à l'époque des « verts ». L'OM en finale, n'est-ce pas d'abord et surtout Marseille en tête d'affiche ?

« Revanche d'une métropole sinistrée », répètent les sociologues. « Contre-attaque de la Naples française », titrent les journaux étrangers. La cité phocéenne, elle, résiste tant bien que mal à la caricature. Elle parade volontiers, s'amuse de son propre spectacle, telle une belle effrontée qui aurait carte blanche pour se livrer à cœur ouvert, enfin. Généreuse, insouciant et excessive, elle s'affiche à l'état brut. Abreuve de son accent les micros parisiens. Offre son Vieux-Port et ses pêcheurs de rascasse aux caméras allemandes. Marseille promue « bête de scène », disséquée à longueur d'émissions spéciales, auscultée au cours d'innombrables débats, Marseille et le Front national, les quartiers nord, les élections régionales, Vigoroux et Tapie. L'OM, aussi, surtout l'OM.

Comme on se pressait jadis dans les tribunes de Geoffroy-Guichard pour parer de toutes les vertus cette cité stéphanoise qui n'avait pourtant guère de charme, on vient de loin pour courtoiser cette marseillaise qui n'avait jamais été à pareille fête. Vedettes de la politique et du spectacle se bousculent au stade-vélodrome. Elles traquent Jean-Pierre Papin, mendient des strapontins dans la loge ou l'avion de Bernard Tapie, s'émervillent devant ces gradins de bleu et de blanc. Contre le Spartak, Yves Montand lui-même avait délaissé son arrière-pensée, afin de mieux goûter la grisaille des soirées olympiennes.

La ville se laisse porter par cette vague d'enthousiasme qu'elle sait fugitive et inconsistante. Mieux, elle s'y complait, déguste l'instant présent d'un jeu qu'elle aime, pour une fois, à sa guise. On lui fait perdre la tête et elle aime ça, pourvu que son OM gagne à Bari le 29 mai. Comme frappée d'amnésie temporaire, elle pardonne certaines critiques passées mais, dans un

Trente et un blessés sur la Canebière

Trente et un blessés, dont vingt-deux membres des forces de l'ordre, une trentaine de manifestants placés en garde à vue, une dizaine de magasins endommagés : tel était le bilan établi par les services de police de Marseille, après les incidents qui ont suivi la qualification de l'OM pour la finale de la coupe d'Europe des clubs champions. Ces incidents ont éclaté sur la Canebière peu après la fin du match lorsque de jeunes casseurs ont profité de l'atmosphère de fête pour saccager quelques commerces. Les forces de l'ordre ont répliqué par des tirs de grenades lacrymogènes.

sursaut de lucidité, n'oublie jamais de fustiger les « Parisiens », ceux du football (Ligue et Fédération de football) et les autres (pouvoirs publics, hommes politiques).

Une équipe programmée

L'amour de l'OM emporte tout sur son passage. Les idées reçues, les excès et même les doutes. Le tout-Marseille, celui des braves gens et des fripouilles, des notables et des « beurs », oublie volontiers les incartades et les promesses politiques de Bernard Tapie ou son audition par les policiers de la brigade financière pour quelques « anomalies » dans la gestion du club (le Monde du 24 avril). Quant à la France du football, à force de célébrer cette osmose entre la ville et ses joueurs, elle finit par se persuader que Jean-Pierre Papin n'est pas né à Boulogne-sur-Mer, mais à Marignane (1), et que l'entraîneur belge Raymond Goethals pimente son accent bruxellois d'intonations provençales.

On pardonne tout à l'OM tant qu'il reste lui-même. Et Dieu sait qu'il s'y entend pour entretenir sa flamme, cette formation de mercenaires qui ne compte pourtant dans ses rangs aucun Marseillais de souche. À l'exception de Jean Tigana, natif du quartier des Caligons, et d'Eric di Meco, seul rescapé de l'ère « pré-Tapie ». La croit-on trop terne et timorée face à des Moscovites pourtant bien peu gailards ? Même au plus fort de l'ennui, il se trouve toujours un Waddle de génie pour esquiver soudain des pas de danse entre les maillots rouges. L'estime-t-on inefficace et guère audacieuse ? Et voilà qu'un Pelé de grand talent vient inscrire, d'un tir lointain, le superbe premier but d'une victoire sans relief.

En fait, Marseille et Saint-Etienne se rejoignent sur le terrain de la passion, mais diffèrent sur un point essentiel. Alors que la progression des « verts » tenait parfois de l'héroïsme besogneux, celle des Marseillais résulte à l'évidence d'une programmation de longue date, pour le club comme pour la ville : l'OM doit gagner la Coupe d'Europe et Marseille sera son complice.

PHILIPPE BROUSSARD

(1) Le capitaine marseillais se sent si bien à l'OM qu'il a annoncé, mercredi soir, son intention de rester une saison de plus en Provence. Son contrat arrivant à terme, quelques clubs italiens de premier plan souhaitent en effet l'embaucher dès la saison prochaine. Ils devront patienter.

Les résultats

Coupe d'Europe des clubs champions

*MARSEILLE b. Spartak Moscou, 2-1 (3-1) ; *ETOILE ROUGE BELGRADE et Bayern Munich, 2-2 (2-1).

Coupe des vainqueurs de coupe

*Juventus Turin b. BARCELONE, 1-0 (1-3) ; *MANCHESTER UNITED et Legia Varsovie, 1-1 (3-1).

Coupe de l'UEFA

*AS ROME et Brondby (Dan.) 2-1 (0-0) ; *INTER MILAN b. Sporting Lisbonne, 2-0 (0-0).

(Les équipes qualifiées sont en majuscules. Entre parenthèses figurent les résultats des matches aller.)

1. TENNIS : Edberg et Agassi éliminés à Monte-Carlo. - Le Suédois Stefan Edberg, numéro un mondial, a été battu, mercredi 24 avril, au deuxième tour du tournoi de Monte-Carlo, par son compatriote Magnus Larsson (5-7, 6-3, 7-6). L'Américain André Agassi a également été éliminé par l'Autrichien Horst Skoff (6-0, 6-7, 6-3), tout comme le Français Fabrice Santoro par le Soviétique Alexander Volkov (2-6, 6-1, 6-4).

Demain notre supplément

Le Monde sans visa

GUY BROUTY

CARNET DU Monde

Naissances

- Didier MORFOISE, Laurence HERSZBERG, et Léa,

sont heureux de faire part de la naissance de

Nathana,

le 23 avril 1991.

162, boulevard Voltaire, 75011 Paris.

Mariages

Viviane CARTAIRADE et Alain CORNET,

sont heureux de faire part de leur mariage, qui a été prononcé ce mois d'avril 1991.

Décès

- Le recteur de l'université Saint-Joseph de Beyrouth, Le doyen de la faculté des lettres et des sciences humaines, Le directeur et les professeurs de l'Institut de lettres orientales, ont le regret d'annoncer le décès du

professeur

Jabbour ABDEL-NOUR, survenu à Beyrouth, le 21 mars 1991.

- Henriette et Marcel Reghi, René et Françoise Chalou, ses enfants,

Jacqueline et Jean-Philippe Dereane, Nicole et Jacques Zeller, Monique et André Petit, Hélène Reghi et Joseph Akoussigne, Isabelle et Francis Moreau-Reghi, ses petits-enfants,

Jean et Eléna, Pascal et Frédérique, Sandra, Olivier, Jean-Emmanuel, Aurélien,

ses arrière-petits-enfants, Chloé, Joseph, Julien, Thomas, Raphaël, Gabriel,

ses arrière-arrière-petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Philomène-Blanche CHALON, survenu dans sa quatre-vingt-dix-neuvième année, le 23 avril 1991.

Les obsèques auront lieu le 26 avril, à 16 heures, à Saint-Jean-de-la-Ruelle (Loiret).

- Claude Ferran, son épouse, Et Anne-Laure Ferran, sa fille,

M^{me} Jacques Jérôme, M^{me} et M^{me} Jacques Feugier et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Gérard FERRAN, ingénieur civil des mines, survenu le 13 avril 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

9, avenue Taillade, 75020 Paris.

- M^{me} Denise Hébrard, ses enfants, Ses gendres et belles-filles, Ses petits-enfants,

font part du décès brutal dans sa soixante-troisième année, de

M. Jacques HÉBRARD, ancien député de la Résistance, croix de guerre avec Palmes, médaille de la Résistance, ancien des camps de Struthof et de Neuengamme.

- M^{me} Paule Jacques-Neuilly, sa sœur, M^{me} Solange Peter, sa nièce, M^{me} et M^{me} Christophe Peter, ses petits-enfants,

M^{me} Lucienne Szobél, M^{me} Suzanne Darnois, ses belles-sœurs, M^{me} et M^{me} William Zaoui, ses neveux,

font part avec douleur du décès de

M^{me} Denise JOLY-NEUILLY, professeur honoraire agrégée de lettres classiques, survenue le 15 avril 1991 dans sa quatre-vingt-unième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité au cimetière de Boulogne-Billancourt.

1 bis, rue Casteljau, 92100 Boulogne-Billancourt.

- M. Pierre Kauffmann, son épouse, Micheline et Jean-Renaud Garol, Joëlle Kauffmann-Bernard, ses enfants,

Vincent, Soia, Mélanie et Sophie, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Pierre KAUFFMANN, née Josette Roussot, survenue le 24 avril 1991.

Les obsèques auront lieu le vendredi 26 avril, au cimetière parisien de Bagneux.

On se réunira à la porte principale, à 11 heures précises.

Cet avis tient lieu de faire-part.

20, boulevard de la République, 92210 Saint-Cloud.

- M^{me} Pierre Orillard, son épouse, Clément Orillard, son fils, M^{me} Geneviève Rougé, sa mère, M^{me} René Goudard, M^{me} et M^{me} Hubert Goudard et leur fille Pauline, M^{me} Tristan Orillard, M^{me} et M^{me} Philippe Orillard et leur fille Céline, M^{me} Eugène Savin, M^{me} et M^{me} Jean Rivero, M^{me} Marie Pham Gia Nghi, Toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès accidentel, à l'âge de quarante ans, de

M. Pierre ORILLARD, directeur adjoint de la Caisse régionale d'assurance-maladie du Sud-Est.

La cérémonie religieuse sera célébrée en la cathédrale Saint-Sauveur, à Aix-en-Provence, le vendredi 26 avril, à 14 h 15.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité, à Toulon, dans le caveau familial.

La famille ne reçoit pas.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Mas Betelem, 7, rue de Cuges, 13100 Aix-en-Provence. Domaine de la Rougère, 83130 La Garde.

- M^{me} Pierre Volmer, son épouse, M^{me} et M^{me} Jean-Pierre Volmer et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Michel Volmer, M^{me} François Volmer, ont l'immeuble de faire part du décès de

M^{me} Pierre VOLMER, née Marie-Anne Normant, survenue le 21 avril 1991.

L'inhumation aura lieu le vendredi 3 mai, au cimetière de Charonne, rue de Bagneux, à Paris.

44, rue Baldaire, 67100 Strasbourg.

Les obsèques auront lieu le 26 avril, à 16 heures, à Saint-Jean-de-la-Ruelle (Loiret).

- Claude Ferran, son épouse, Et Anne-Laure Ferran, sa fille,

M^{me} Jacques Jérôme, M^{me} et M^{me} Jacques Feugier et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Gérard FERRAN, ingénieur civil des mines, survenu le 13 avril 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

9, avenue Taillade, 75020 Paris.

- M^{me} Denise Hébrard, ses enfants, Ses gendres et belles-filles, Ses petits-enfants,

font part du décès brutal dans sa soixante-troisième année, de

M. Jacques HÉBRARD, ancien député de la Résistance, croix de guerre avec Palmes, médaille de la Résistance, ancien des camps de Struthof et de Neuengamme.

- M^{me} Paule Jacques-Neuilly, sa sœur, M^{me} Solange Peter, sa nièce, M^{me} et M^{me} Christophe Peter, ses petits-enfants,

M^{me} Lucienne Szobél, M^{me} Suzanne Darnois, ses belles-sœurs, M^{me} et M^{me} William Zaoui, ses neveux,

font part avec douleur du décès de

M^{me} Denise JOLY-NEUILLY, professeur honoraire agrégée de lettres classiques, survenue le 15 avril 1991 dans sa quatre-vingt-unième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité au cimetière de Boulogne-Billancourt.

1 bis, rue Casteljau, 92100 Boulogne-Billancourt.

- M. Pierre Kauffmann, son épouse, Micheline et Jean-Renaud Garol, Joëlle Kauffmann-Bernard, ses enfants,

Vincent, Soia, Mélanie et Sophie, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Pierre KAUFFMANN, née Josette Roussot, survenue le 24 avril 1991.

Les obsèques auront lieu le vendredi 26 avril, au cimetière parisien de Bagneux.

On se réunira à la porte principale, à 11 heures précises.

Cet avis tient lieu de faire-part.

20, boulevard de la République, 92210 Saint-Cloud.

Les obsèques ont eu lieu le 26 avril, à 16 heures, à Saint-Jean-de-la-Ruelle (Loiret).

- Claude Ferran, son épouse, Et Anne-Laure Ferran, sa fille,

M^{me} Jacques Jérôme, M^{me} et M^{me} Jacques Feugier et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Gérard FERRAN, ingénieur civil des mines, survenu le 13 avril 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

9, avenue Taillade, 75020 Paris.

- M^{me} Denise Hébrard, ses enfants, Ses gendres et belles-filles, Ses petits-enfants,

font part du décès brutal dans sa soixante-troisième année, de

M. Jacques HÉBRARD, ancien député de la Résistance, croix de guerre avec Palmes, médaille de la Résistance, ancien des camps de Struthof et de Neuengamme.

- M^{me} Paule Jacques-Neuilly, sa sœur, M^{me} Solange Peter, sa nièce, M^{me} et M^{me} Christophe Peter, ses petits-enfants,

M^{me} Lucienne Szobél, M^{me} Suzanne Darnois, ses belles-sœurs, M^{me} et M^{me} William Zaoui, ses neveux,

font part avec douleur du décès de

M^{me} Denise JOLY-NEUILLY, professeur honoraire agrégée de lettres classiques, survenue le 15 avril 1991 dans sa quatre-vingt-unième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité au cimetière de Boulogne-Billancourt.

1 bis, rue Casteljau, 92100 Boulogne-Billancourt.

- M^{me} Pierre Orillard, son épouse, Clément Orillard, son fils, M^{me} Geneviève Rougé, sa mère, M^{me} René Goudard, M^{me} et M^{me} Hubert Goudard et leur fille Pauline, M^{me} Tristan Orillard, M^{me} et M^{me} Philippe Orillard et leur fille Céline, M^{me} Eugène Savin, M^{me} et M^{me} Jean Rivero, M^{me} Marie Pham Gia Nghi, Toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès accidentel, à l'âge de quarante ans, de

M. Pierre ORILLARD, directeur adjoint de la Caisse régionale d'assurance-maladie du Sud-Est.

La cérémonie religieuse sera célébrée en la cathédrale Saint-Sauveur, à Aix-en-Provence, le vendredi 26 avril, à 14 h 15.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité, à Toulon, dans le caveau familial.

La famille ne reçoit pas.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Mas Betelem, 7, rue de Cuges, 13100 Aix-en-Provence. Domaine de la Rougère, 83130 La Garde.

- M^{me} Pierre Volmer, son épouse, M^{me} et M^{me} Jean-Pierre Volmer et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Michel Volmer, M^{me} François Volmer, ont l'immeuble de faire part du décès de

M^{me} Pierre VOLMER, née Marie-Anne Normant, survenue le 21 avril 1991.

L'inhumation aura lieu le vendredi 3 mai, au cimetière de Charonne, rue de Bagneux, à Paris.

44, rue Baldaire, 67100 Strasbourg.

Les obsèques auront lieu le 26 avril, à 16 heures, à Saint-Jean-de-la-Ruelle (Loiret).

- Claude Ferran, son épouse, Et Anne-Laure Ferran, sa fille,

M^{me} Jacques Jérôme, M^{me} et M^{me} Jacques Feugier et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Gérard FERRAN, ingénieur civil des mines, survenu le 13 avril 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

9, avenue Taillade, 75020 Paris.

- M^{me} Denise Hébrard, ses enfants, Ses gendres et belles-filles, Ses petits-enfants,

font part du décès brutal dans sa soixante-troisième année, de

M. Jacques HÉBRARD, ancien député de la Résistance, croix de guerre avec Palmes, médaille de la Résistance, ancien des camps de Struthof et de Neuengamme.

- M^{me} Paule Jacques-Neuilly, sa sœur, M^{me} Solange Peter, sa nièce, M^{me} et M^{me} Christophe Peter, ses petits-enfants,

M^{me} Lucienne Szobél, M^{me} Suzanne Darnois, ses belles-sœurs, M^{me} et M^{me} William Zaoui, ses neveux,

font part avec douleur du décès de

M^{me} Denise JOLY-NEUILLY, professeur honoraire agrégée de lettres classiques, survenue le 15 avril 1991 dans sa quatre-vingt-unième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité au cimetière de Boulogne-Billancourt.

1 bis, rue Casteljau, 92100 Boulogne-Billancourt.

- M. Pierre Kauffmann, son épouse, Micheline et Jean-Renaud Garol, Joëlle Kauffmann-Bernard, ses enfants,

Vincent, Soia, Mélanie et Sophie, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Pierre KAUFFMANN, née Josette Roussot, survenue le 24 avril 1991.

Les obsèques auront lieu le vendredi 26 avril, au cimetière parisien de Bagneux.

On se réunira à la porte principale, à 11 heures précises.

Cet avis tient lieu de faire-part.

20, boulevard de la République, 92210 Saint-Cloud.

Les obsèques ont eu lieu le 26 avril, à 16 heures, à Saint-Jean-de-la-Ruelle (Loiret).

- Claude Ferran, son épouse, Et Anne-Laure Ferran, sa fille,

M^{me} Jacques Jérôme, M^{me} et M^{me} Jacques Feugier et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Gérard FERRAN, ingénieur civil des mines, survenu le 13 avril 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

9, avenue Taillade, 75020 Paris.

- M^{me} Denise Hébrard, ses enfants, Ses gendres et belles-filles, Ses petits-enfants,

font part du décès brutal dans sa soixante-troisième année, de

M. Jacques HÉBRARD, ancien député de la Résistance, croix de guerre avec Palmes, médaille de la Résistance, ancien des camps de Struthof et de Neuengamme.

- M^{me} Paule Jacques-Neuilly, sa sœur, M^{me} Solange Peter, sa nièce, M^{me} et M^{me} Christophe Peter, ses petits-enfants,

M^{me} Lucienne Szobél, M^{me} Suzanne Darnois, ses belles-sœurs, M^{me} et M^{me} William Zaoui, ses neveux,

صلى الله عليه وسلم

36 • Vendredi 26 avril 1991 •

Le Monde

La lettre de cadrage pour la prochaine loi de finances

M. Rocard demande une diminution du nombre des fonctionnaires en 1992

Le premier ministre, M. Michel Rocard, doit adresser, cette semaine, à l'ensemble des ministères la traditionnelle lettre de cadrage indiquant les grandes orientations de la préparation du budget de 1992. Pour la première fois depuis plusieurs années - ralentissement de la croissance oblige - la lettre ne prévoit pas de nouvelle réduction du déficit budgétaire, mais une stabilisation à son niveau de 1991 en francs constants (la loi de finances retient 80 milliards de francs). « L'objectif doit être de ramener l'évolution globale de la dépense de l'Etat en 1992 au niveau de l'inflation prévisionnelle afin de stabiliser le déficit budgétaire », écrit le premier ministre.

Les dépenses ne pourront donc augmenter plus vite que la hausse des prix prévue pour 1992, soit 2,5 % seulement. Ce qui signifie que, pour pouvoir répondre aux engagements pris dans les secteurs prioritaires de l'éducation ou de la

recherche, la quasi-totalité des ministères devront procéder à des réductions en volume de leurs dépenses. Il s'agit donc de « tailler dans le vif » de tous les secteurs jugés non prioritaires. La lettre de cadrage précise que le ralentissement économique (la croissance devrait s'élever à 2 % environ cette année) exige de « préparer avec une grande rigueur le projet de loi de finances pour 1992 ».

Cette année, le gouvernement ne vise pas seulement l'arrêt de la hausse des effectifs de la fonction publique, mais la diminution en net des effectifs civils (l'année 1991 sera encore marquée par une création nette d'emplois). Un objectif d'autant plus difficile à atteindre que, ces dernières années, les plus grandes réductions de personnel étaient le fait des PTT, aujourd'hui sortis du budget en raison de leur nouveau statut. Seuls deux ministères, la justice et l'éducation, devraient être épargnés par ces demandes de réduction de personnel.

En matière de fiscalité, si le gouvernement rappelle qu'il n'est pas question d'impôt nouveau, une baisse de la pression fiscale n'est pas non plus à l'ordre du jour. Tout au plus procédera-t-on à quelques ajustements afin de poursuivre l'effort d'harmonisation de la fiscalité française avec celle de la Communauté européenne.

F. L.

Publié par « l'Événement du jeudi »

Un rapport met en cause le Centre national de transfusion sanguine

Dans son numéro du 25 avril, l'« Événement du jeudi » publie des extraits d'un rapport confidentiel en date du 29 mai 1985 consacré à « l'attitude à adopter concernant les dons anti-LAV positifs découverts durant la phase de validation du test ELISA et leur incidence sur les dérivés sanguins ». Émanant du Centre national de transfusion sanguine (CNTS), ce rapport constitue une réponse du directeur, M. Michel Garretta, aux médecins qui lui demandent ce qu'il faut faire à propos des lots de concentrés coagulants destinés à soigner les hémophiles et, pour certains d'entre eux, contaminés par le virus du sida.

Selon l'« Événement », la réponse de M. Garretta a été la suivante : « C'est aux autorités de tutelle de prendre leur responsabilité sur ce grave problème et d'éventuellement nous interdire de céder ces produits avec les conséquences financières que cela représente ». Conclusion, en forme d'accusation, de l'hépatomadaire : « En 1985, le CNTS savait que ses concentrés destinés aux hémophiles étaient tous contaminés par le virus du sida. Mais les médecins continuèrent à les distribuer. Un scandale qui déshonore les responsables de la transfusion sanguine et les autorités de tutelle ».

En réalité, d'après nos informations, dès le 9 mai 1985, le docteur Michel Garretta avait informé le ministre des affaires sociales et de

la solidarité nationale de « l'urgence absolue » d'interrompre « la propagation de la contamination des hémophiles et de leur famille par le virus HIV ». Dans une lettre classée « confidentiel » adressée à M. M.T. Pierre, de la sous-direction des actions de soins et des programmes médicaux du ministère des affaires sociales, le docteur Garretta exposait la « stratégie d'urgence » qu'il était résolu à appliquer pour mettre à la disposition des utilisateurs des fractions coagulantes chauffées, et donc indemnes de toute contamination par le virus HIV. Il rappelait dans cette lettre qu'il avait conclu le 24 janvier 1985 un « accord de transfert réciproque de technologie » avec la firme autrichienne Immuno de manière à acquérir les procédures de chauffage des concentrés sanguins.

Sur le point de savoir s'il n'aurait pas été possible de mettre en œuvre plus tôt la technique de chauffage des dérivés sanguins, le docteur Garretta, dans un autre document confidentiel en date du 3 février 1985, avait expliqué « qu'étant donné l'absence de marqueurs sérologiques disponibles dans les années 1983 et 1984 les incertitudes sur l'efficacité de ces techniques dans la réduction de l'infectiosité et sur les risques d'effet négatif sur l'immunité des patients, aucune réglementation n'avait pu être prise, à notre connaissance, par les pouvoirs publics pour rendre leur utilisation obligatoire, même dans les pays où des produits chauffés étaient préparés simultanément à des produits non traités (Allemagne, Autriche, USA). Si aujourd'hui, avec un recul suffisant, on sait que les techniques de chauffage ont fait la preuve de leur efficacité vis-à-vis du HIV, la convergence des travaux en faveur de la mise en œuvre de telles procédures d'inactivation n'a été acquise que lors du congrès d'Atlanta en avril 1985 ».

Si l'on admet cette chronologie - qui demanderait à être davantage discutée au vu des recommandations de la Fondation nationale américaine des hémophiles du 13 octobre 1984 et de la position des Centers for Disease Control telle qu'elle est formulée dans un article publié par le *Morbidity and Mortality Weekly Report* (MMWR), le 26 octobre 1984 -, il reste à expliquer les raisons pour lesquelles le dernier lot de facteur VIII non chauffé a été épuisé le 19 juillet 1985. Le CNTS et peut-être surtout le ministère des affaires sociales n'auraient-ils pas pu réduire ce délai ?

F. N.

M. Bessmertnykh devrait se rendre en Israël en mai

Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh, a indiqué, jeudi 25 avril, qu'il prévoyait de se rendre en Israël dans le courant du mois de mai, selon l'agence soviétique Tass. S'entretenant avec des journalistes soviétiques avant sa rencontre avec le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, M. Bessmertnykh a précisé que cette visite aurait lieu indépendamment du résultat de la rencontre soviéto-américaine de Kislovodsk. - (AFP)

EN BREF

□ Mort de l'écrivain australien Paul Brickhill. - Auteur de best-sellers, Paul Brickhill, mort mardi 23 avril à Sydney de l'âge de soixante-quatre ans, était notamment connu pour son roman *La Grande Évasion* (The Great Escape), qui fut un succès mondial, relancé par son adaptation au cinéma. Paul Brickhill, qui avait débuté comme journaliste au *Sun* de Sydney, participa à la deuxième guerre mondiale dans la Royal Australian Air Force. Son avion fut abattu en 1943 au-dessus du désert tunisien et Brickhill passa le reste de la guerre dans un camp de prisonniers qui servit de cadre à *La Grande Évasion*, qu'il écrivit en 1949.

□ Un livre de Daniel Rondeau sur le Liban interdit par le gouvernement libanais. - Le livre du journaliste français Daniel Rondeau, *Chronique du Liban rebelle*, a été interdit au Liban et tous les exemplaires saisis en librairie, a-t-on appris mardi 23 avril, auprès des services de la sûreté générale liba-

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Voisin, voisine

Qui aime qui et quoi en Europe, l'Europe de l'Atlantique à l'Oural ? Dur, dur pour l'ego national, les conclusions de cette enquête de l'INRA. Question bouffe, bon, là, ça va. La France arrive en tête. Sur le papier. Pas sur la nappe des restos les plus fréquentés par nos pions de voisins où les spaghettis et les pizzas distillent, et de très loin, les saveurs savamment élaborées, rien dans l'assiette, tout dans la soucoupe, de la nouvelle cuisine.

Ils se méfient de nous, ces chiens, ils osent pas nous demander l'heure de leur quart ! A leur en rabote un bon quart ! A la Bourse de la confiance et de l'amitié, nos actions sont en chute libre à Amsterdam, Rome, Athènes, Londres et Barcelone. Seule valeur bien cotée sur le Marché commun, nos points de retraite. Pas pour longtemps ! D'ici dix ans, plus personne n'en voudra dans son portefeuille.

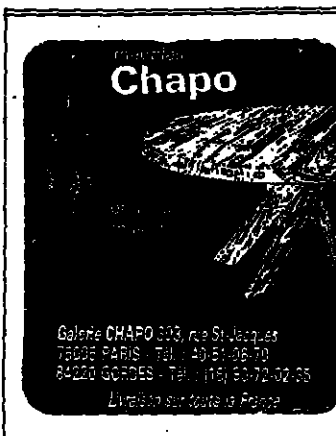
Les vacances, c'est la Grèce. La qualité, le sérieux, c'est l'Allemagne. Et l'amour ? Alors là, tenez-vous bien, l'Italie. Des deux sexes. Médaille d'argent de la galipette, la Française fait fan-

tasmer, dans l'ordre, le Français - c'est bien le moins ! - l'Allemand et les fauchés des pays de l'Est. La Suédoise perd sa place sur le podium. L'Américaine et la Japonaise rampent en queue de peloton. Quant à la Slave, son charme s'est évanoui : trop mal nourrie ! En revanche, la Polonoise est très prisée à Prague, Belgrade et Budapest.

Ils peuvent se la garder. Moi, on me l'a pas demandé, mais je peux vous dire qui je déteste. Les Asiatiques, ils sont jaunes. Les Allemands, méprisants. Les Italiens, raménards. Les Grecs, filous. Les Ecossais, radins. Les Belges, lourds. Les British, maniérés. Les Néerlandais, épaïs. Je peux pas sentir les Irlandais, ils puent l'alcool. Et je veux pas entendre parler des Amérloques avec leur accent à la Donald Duck.

Qu'est-ce qui reste ? Les Français. Pas tous, attention ! Je les adore pas en bloc, faut pas croire. Les Bretons et leur beurre salé, les Auvergnats et leurs troquets, les Alsaciens et leur choucroute, je supporte pas. La Corse, je la raye de la carte. Et Paris n'est plus Paris, rapport aux touristes. Non, ma seule, ma vraie patrie, moi, c'est l'Europe !

□ Suppressions de postes à l'Opéra de Paris. - Seize suppressions de postes, concernant les chefs de service et d'encadrement des personnels techniques, sont à l'ordre du jour du comité d'entreprise de l'Opéra de Paris, convoqué le jeudi 25 avril. Celles-ci devraient entraîner treize licenciements et une complète restructuration des équipes techniques de l'Opéra de Paris, qui regroupe l'Opéra de la Bastille et le palais Garnier. La Fédération nationale des syndicats du spectacle, de l'audiovisuel et de l'action culturelle CGT estime que ces suppressions équivalent à « décapiter l'une des deux salles ».



L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Gaullisme : « L'héritage européen », par Maurice Duverger : « Des idées qui ont la vie dure », par Léo Hamon 2

Les réformes en URSS

L'application de l'accord Gorbachev-Eltsine paraît difficile 5

L'unification allemande

Les « junkers » ne retrouveront pas leurs terres 5

Les travaux parlementaires

L'Assemblée nationale approuve l'introduction de la publicité comparative. Le Sénat examine la réforme du code pénal 10

Réforme hospitalière

L'irréversible consensus 12

« Christophe Colomb » sur grand écran

Deux Français ont mis sur pied une superproduction à la gloire de l'explorateur. Une navigation dans la haute mer du cinéma international 13

SECTION B

LIVRES • IDÉES

● Pascal dans Port Royal • Le contrat moral de Pierre Mendès-France • D'autres mondes, par Nicole Zand : *Un air de famille* et le Blues de Buddy Bolden, de Michael Ondaatje • Le feuilleton de Michel Braudeau : les Faux-fuyants, de Françoise Sagan 17 à 24

SECTION C

Le débat sur les retraites

Les réactions syndicales au Livre blanc du gouvernement sont mesurées 25

L'économie mondiale

proche de la reprise ? Les prévisions du Fonds monétaire international sont relativement optimistes 27

Les négociations

sur la télévision haute définition Compromis à Bruxelles 28

AFFAIRES

● Les « capitalistes » de la retraite • Les banquiers allemands gardent le moral • Le tourisme populaire franchit les frontières • La moto à l'âge de la raison 29 à 31

Football

Marseille après sa victoire 34

Services

Abonnements 16
Annonces classées 28
Carnet 34
Loto 34
Marchés financiers 32-33
Météorologie 35
Mots croisés 34
Radio-Télévision 35
Spectacles 15

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 25 avril 1991 a été tiré à 482 341 exemplaires.

+ 0,6 % en données corrigées

Le chômage a encore augmenté en mars

Selon des indications fournies par le ministère du travail, le 25 avril, le chômage aurait encore augmenté en mars, après les mauvais résultats de février (+ 1,8 % en données corrigées). En fin de mois, le nombre des chômeurs s'élevait à 2 603 100, en données corrigées. La hausse est de 0,6 % et correspond à 15 900 demandeurs d'emploi supplémentaires. En conséquence, le taux de chômage, par rapport à la population active, s'accroît de nouveau. Il est de 9,3 %, contre 9,2 % en février et 9 % en décembre dernier.

Le sixième jour d'un gréviste de la faim

Une centaine de personnes ont manifesté à l'appel de la CGT, mercredi 24 avril, devant le palais de justice de Paris, pour soutenir M. Jean-Claude Puffier, qui, depuis six jours, fait la grève de la faim (le Monde daté 24-25 mars).

Moniteur d'éducation physique dans une association d'aide à des handicapés mentaux, M. Puffier a été licencié en 1984. Il s'estime victime d'un licenciement abusif, mais il n'avait pu se procurer à temps les pièces prouvant que les motifs invoqués (licenciement économique et collectif) n'étaient pas fondés. M. Puffier affirme qu'il n'a jamais eu la possibilité d'être jugé en connaissance de tous les éléments devant les tribunaux.

Son recours, en Conseil d'Etat a été rejeté sur la forme, non sur le fond, en vertu d'une ordonnance que le médiateur lui-même propose de revoir et qui fait l'objet de deux propositions de loi, communiste et socialiste.

Le mensuel PASSAGES LA PSYCHANALYSE

A-T-ELLE RÉPONSE À TOUT ?

VENTE EN KIOSQUE 30 F

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SANS VISA

DAVID SHIFF

4 JOURS

SAVAIN 27
DIMANCHE 28
LUNDI 29-MARCHE 30

DES PROX EXCEPTIONNELS SUR LA COLLECTION HOMME ET FEMME

13 RUE ROYALE 75008 PARIS

SCIENCE & VIE MICRO

SVM

LE N°1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

PORTATIF L'ORDINATEUR TÉLÉPHONE D'IBM

Le géant de l'informatique tente de rattraper son retard en matière d'ordinateurs portatifs, avec un modèle étonnant, puissant et autonome, doté en standard d'un dispositif d'émission et de réception de télécopies. SVM a testé pour vous le PS/2 140SX, un nomade doué pour les communications.

ET AUSSI :

- 10 PORTATIFS pour concurrencer IBM.
- PRATIQUE : apprendre Windows, gérer un portefeuille boursier avec Excel et le Minitel.
- EXCLUSIF : la calculatrice-tablette de Hewlett-Packard et Lotus.

N°1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE